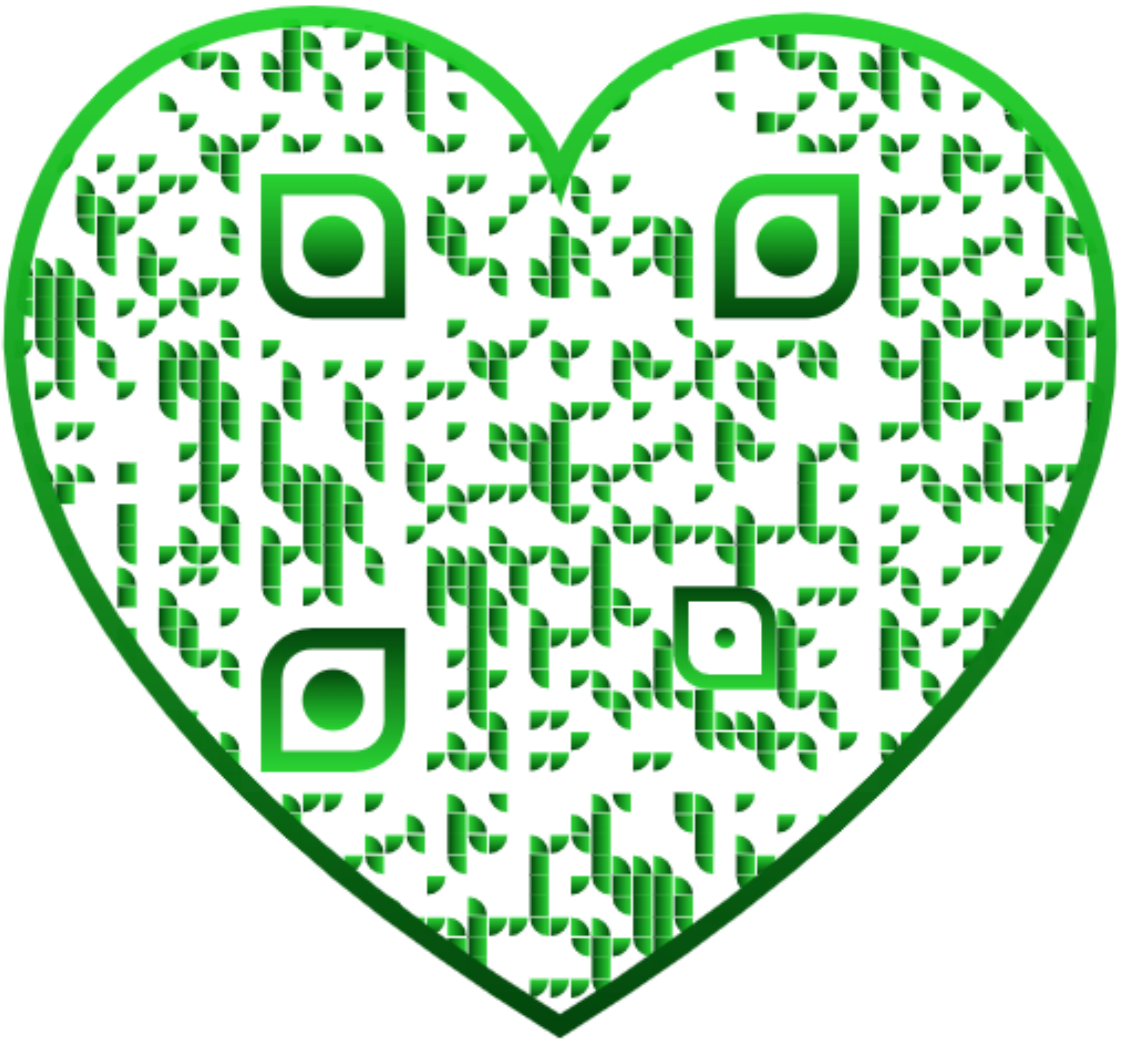
Juliette Morillot
Dorian Malovic

Le monde selon Kim Jong-un

GUERRE OU PAIX ?

Robert Laffont



JULIETTE MORILLOT
DORIAN MALOVIC

LE MONDE SELON KIM JONG-UN

Robert
Laffont

© Éditions Robert Laffont, S.A.S., Paris, 2018
En couverture : © Kyodo News/Getty Images
ISBN numérique : 978-2-221-21777-1

Suivez toute l’actualité des Editions Robert Laffont sur
www.laffont.fr

« Est illusion le leurre qui subsiste, même quand on sait que l'objet supposé n'existe pas. »

Emmanuel Kant,
Anthropologie du point de vue pragmatique, 1798.

Avertissement

Cet ouvrage se nourrit de différentes sources écrites et orales (rencontres et interviews). Certaines identités ne sont pas dévoilées ou sont modifiées par respect de la protection des sources. Les interviews, sauf mention contraire, ont été réalisées directement par les auteurs, sans l'intermédiaire de traducteurs.

Introduction

La rançon du déni

La Corée du Nord est une puissance nucléaire. Aveuglée par sa suffisance et prisonnière d'un Traité de non-prolifération (TNP) gravé dans le marbre, la communauté internationale refuse de le reconnaître et s'interdit, pour le moment, de l'accepter. Impuissante à proposer une issue pacifique à cette réalité nucléaire nord-coréenne, elle préfère continuer à diaboliser le régime de Kim Jong-un. Le nouveau président américain Donald Trump n'hésite pas à l'insulter à coups de tweets rageurs. À la tribune des Nations unies il lui déclare ouvertement la guerre. Kim Jong-un le traite de tous les noms à son tour. L'engrenage verbal occupe l'espace médiatique. La peur d'une guerre imminente, conventionnelle ou nucléaire, sur la péninsule coréenne ne cesse de croître. La question n'est plus de savoir si une guerre va éclater mais de savoir quand.

Le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis accélérèrent et multiplient depuis des mois leurs manœuvres militaires communes à la lisière des eaux territoriales nord-coréennes. Loin d'être intimidée, la Corée du Nord perfectionne ses programmes nucléaires et de missiles. Depuis son arrivée au pouvoir à Pyongyang fin 2011 à la mort de son père, Kim Jong-un a pratiqué quatre essais nucléaires souterrains. Le dernier en septembre 2017 était un essai d'une bombe à hydrogène vingt fois plus puissante que celle que les Américains larguèrent à Hiroshima en août 1945. En six ans, le leader nord-coréen a pratiqué près d'une centaine de tirs de missiles. Celui du 29 novembre 2017 a été le plus sophistiqué jamais lancé, pouvant atteindre désormais « tout » le territoire nord-américain. Terrifié et outré, le monde fait

mine d'être surpris. Il semble découvrir que ce petit pays pauvre et isolé, dirigé par un leader « fou » et « irrationnel », qui aurait dû disparaître dans les poubelles de l'histoire à la chute de l'Union soviétique en 1991 a survécu. Pire, la Corée du Nord est devenue une puissance nucléaire.

Cette froide réalité qui fait trembler la planète reste un mystère pour beaucoup. Une question centrale s'impose : comment se fait-il que personne n'ait rien vu venir ? Ou fait mine de ne rien voir ? Rien ne pouvait laisser croire que la minuscule République populaire démocratique de Corée prise en tenaille entre l'immense République populaire de Chine, le puissant Japon, la riche Corée du Sud et les États-Unis, première puissance mondiale, pourrait sortir vivante des sanglantes turpitudes du communisme. Tout le monde l'avait laissée pour agonisante dans les années 1990 alors qu'elle affrontait une meurtrière famine ayant décimé entre un et trois millions de Nord-Coréens. Victime des sarcasmes et des moqueries de tous les gouvernements américains, européens, notamment français, et de la presse internationale, ce pays n'a jamais cessé d'être stigmatisé. Signe d'une ignorance coupable à son égard. Dans le logiciel mental des « meilleurs » experts américains, au Pentagone, la CIA, la NSA et la Maison-Blanche, la Corée du Nord n'a toujours été qu'une quantité négligeable. Une telle nation « arriérée », « pauvre » et qui affame son peuple n'était pas destinée à devenir une menace nucléaire. Jamais. Une logique contre nature.

Pourtant, aux yeux et à la barbe du monde entier, la Corée du Nord n'a jamais caché ses ambitions nucléaires. Jamais. Elle le répète depuis plusieurs décennies en termes très clairs. Ces dernières années elle n'a cessé de le montrer, en photos, en images, en discours. Depuis 2012, à chaque défilé militaire sur la place Kim Il-sung à Pyongyang, elle exhibe fièrement ses nouveaux missiles de courte, moyenne et longue portée, ses camions lanceurs d'engins, ses forces spéciales, ses tanks, chars, lance-roquettes... Ses images diffusées dans le monde entier viennent rassasier les éternels sceptiques et les moqueurs qui n'y voient que « propagande », « affichages » et « mensonges ». Par principe, tout ce qui vient de Corée du Nord n'est que bluff et mise en scène. On ne peut pas y croire. Ou plutôt on ne doit pas y croire. Les schémas mentaux de bon nombre de spécialistes américains et européens sont restés bloqués au temps de la guerre froide, plaquant des modèles anciens sur la réalité nouvelle du XXIe siècle. Ces lointaines références ne peuvent s'appliquer aux spécificités culturelles, historiques, psychologiques de la Corée du Nord. Certes il s'agit bien d'un pays

communiste dirigé d'une main de fer par un leader tout-puissant et un parti unique qui ne souffre aucune contestation politique, sociale ou religieuse. Inspiré à l'origine par le système politique soviétique, le régime nord-coréen a puisé dans ses propres racines culturelles pour s'imposer comme un régime nationaliste à l'identité singulière. Un spécimen bien trop compliqué à saisir et à appréhender pour une Amérique et un Occident ethnocentriques imbus de leur toute-puissance.

Au début des années 1960, déjà les États-Unis n'ont jamais voulu croire que la République populaire de Chine dirigée par Mao pourrait devenir une puissance nucléaire capable de l'atteindre avec ses missiles intercontinentaux. Et pourtant, Mao l'a fait. En 1966, plaçant une tête nucléaire sur un missile, la Chine a réussi son premier essai nucléaire atmosphérique dans le désert du Xinjiang. Dès ce jour, les États-Unis ont cessé de dénigrer la dissuasion nucléaire chinoise. Aujourd'hui, l'Amérique de Donald Trump est en train de commettre les mêmes erreurs de jugement, sans tirer la moindre leçon du passé. La comparaison s'arrête là car nous sommes en 2018, au temps d'Internet, du cyber-numérique et des satellites ultrasophistiqués. Le monde est entré dans une nouvelle ère mais les États-Unis, tout comme la France, n'ont toujours pas mis à jour leur logiciel nord-coréen. En revanche, la Corée du Nord, elle, consciente des bouleversements du monde, n'a cessé de s'adapter et de progresser. En silence et masquée.

Cet ouvrage vise à révéler « le monde selon Kim Jong-un » et son univers intérieur. Afin d'appréhender la Corée du Nord, nous avons enquêté pendant plus de vingt ans dans tous les pays frontaliers : Chine, Russie, Corée du Sud et Japon. Avec toujours un accès direct aux sources et aux témoignages, dans la langue du pays, le plus souvent sans l'intermédiaire d'un traducteur. Le choix des mots dits ou non dits, traduits ou non traduits, est très significatif, il peut disparaître dans une traduction, fût-elle par l'intermédiaire d'un Coréen du Sud « interprétant » les paroles d'un Nord-Coréen. Pour comprendre et décrypter ce pays, il est impératif de décoder toutes les propagandes diffusées par chacun des acteurs impliqués dans le dossier nucléaire nord-coréen. À commencer bien sûr par la Corée du Nord elle-même où nous nous sommes rendus régulièrement. Officiellement, munis d'un visa de journaliste ou de chercheur. Jamais clandestinement. Jouer la carte de la transparence avec Pyongyang est un préalable indispensable afin de comprendre la logique et la démarche du régime. Et non la défendre. Il ne sert à rien de jouer au plus malin avec les Nord-Coréens. Ils demandent avant tout du respect et de la

reconnaissance. Ceux qui s'y intéressent avec curiosité et honnêteté ont le privilège de pénétrer dans le mental de ce pays si mal connu. Ce que ne semblent pas avoir compris les Américains. La moindre hostilité à leur égard vous ferme les portes de ce fragile écosystème en apparence obscur et opaque mais qui requiert patience et ouverture d'esprit.

Notre enquête lève le voile qui enveloppe la Corée du Nord. Elle explore les facettes les plus méconnues de ce peuple qui n'a jamais aussi bien vécu depuis la famine des années 1990. D'une Pyongyang précapitaliste où tout le monde paye en dollars ou en euros aux provinces de la côte est où le peuple ne meurt plus de faim, nous racontons une Corée du Nord en pleine mutation. Kim Jong-un a fait le serment d'améliorer la vie de son peuple et depuis son arrivée au pouvoir, il a lancé des réformes économiques, financières, industrielles et agricoles. Les sanctions votées par l'ONU, sous très forte pression américaine, à laquelle n'a pas résisté le gouvernement français, visent à « étrangler » le pays, à l'empêcher de poursuivre ses programmes nucléaires. Mais parce qu'elles menacent surtout sa nouvelle prospérité, le peuple nord-coréen subit en première ligne les sanctions. Elles ne feront jamais céder le régime. Tous les Nord-Coréens avec qui nous avons pu discuter affichent une détermination à toute épreuve devant « ce vieux gâteux » de Donald Trump. Ils sont prêts à « retourner à l'âge de pierre » et à « manger de l'herbe » plutôt que de céder. Face à l'ennemi héréditaire américain, nous décrivons un peuple uni et nourri d'une propagande guerrière de la naissance à la mort. Les racines de la haine contre Washington que nous développons, peu connues du grand public et qui remontent aux horreurs de la guerre de Corée (1950-1953), fondent la colonne vertébrale d'un régime qui ne peut accepter, selon ses termes, « la moindre dissidence ». Une personne qui n'adhère pas au projet national est considérée comme un « ennemi ». Arrestations, procès, purges, exécutions n'ont jamais cessé depuis la création de la République démocratique populaire de Corée, au nom de la blessure toujours purulente incarnée par la Zone démilitarisée (DMZ pour *DeMilitarized Zone*) posée sur le 38e parallèle qui balafre la péninsule depuis 1953, là où un armistice a été signé. La Corée du Sud et la Corée du Nord restent toujours techniquement en guerre depuis cette date. La guerre froide n'est peut-être qu'un lointain souvenir dans nos mémoires d'Occidentaux mais elle demeure une dangereuse réalité dans les esprits nord-coréens. Ces derniers se sentent menacés par une invasion américaine depuis plus de

soixante ans. Cette mentalité de forteresse assiégée conditionne toutes les politiques de Pyongyang.

Comment la Corée du Nord a-t-elle survécu ? Comment a-t-elle réussi à atteindre un tel niveau technologique en fabriquant ses dizaines de bombes nucléaires et ses missiles intercontinentaux ? Et surtout comment est-elle parvenue à les financer ? Ce régime-guérilla contourne les lois internationales, dissimule ses réseaux commerciaux établis sur les cinq continents, échappe au Trésor américain qui traque ses flux financiers partout dans le monde. Faisant preuve d'une intelligence et d'une créativité rares face à l'adversité, la Corée du Nord a mené clandestinement toutes ses opérations pendant des décennies. La « Pyongyang connection » a amassé en secret des dizaines de milliards de dollars en commerçant avec l'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est. Sans oublier son extraordinaire faculté d'adaptation aux dernières technologies modernes visant plusieurs objectifs : servir la patrie, frapper militairement l'ennemi en cas d'attaque et remplir les caisses de l'État. La cyber-armée secrète de Pyongyang forte de plus de 10 000 hackers parfaitement formés contamine des centaines de milliers d'ordinateurs dans le monde, cambriole des comptes bancaires d'États étrangers et empoisonne les logiciels d'infrastructures militaires sud-coréennes. Plus étonnant encore, ces petits génies de l'informatique ont infiltré les réseaux numériques des nouvelles crypto-monnaies comme le bitcoin. Ils braquent ces banques virtuelles pour financer les programmes nucléaires de Pyongyang. Une cyber-guerre est à l'œuvre. Face à cette impressionnante adaptation 2.0, les services de renseignement du monde entier se mobilisent. L'impénétrable Corée du Nord sait jouer de ses atouts considérés comme des faiblesses par les États-Unis : pauvres infrastructures informatiques, isolement, frontières hermétiques aux Occidentaux, pays montagneux à 80 % où le peuple creuse d'inaccessibles tunnels depuis des décennies afin de dissimuler ses bases de lancement, ses chaînes de production nucléaire ou ses usines chimiques. Enfin, en lançant un processus de détente totalement inattendu avec la Corée du Sud en ce début 2018, Kim Jong-un illustre son habileté diplomatique et sa capacité à prendre Washington à contre-pied. Dans ses vœux du Nouvel An du 1er janvier 2018, il s'est adressé directement à son homologue sud-coréen Moon Jae-in en lui proposant d'envoyer une délégation aux jeux Olympiques de Pyeongchang en février. La réponse positive et immédiate de Moon Jae-in de renouer le dialogue montre que les deux Corées veulent se parler en tête-à-tête et sont

capables, sans l'intermédiaire des États-Unis d'apaiser les tensions. Du moins à court terme.

Face à un ennemi illisible comme la Corée du Nord, le défi pour Donald Trump est démesuré. Prêt à embraser le monde musulman en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, Donald Trump tranche dans le vif, aveuglément, quitte à se mettre à dos la communauté internationale et provoquer une nouvelle guerre. Après trente ans de gâchis diplomatique américain face à Pyongyang, le nouveau président américain veut en finir avec ce « Rocketman » de Kim Jong-un. Il tweete, crie et vocifère. Il brandit ouvertement le spectre de la guerre comme une arme de destruction massive afin d'empêcher le « petit jeune » de maîtriser tout l'éventail nucléaire. Imprévisible, Donald Trump pourrait très bien décider de se lancer dans une seconde guerre de Corée afin de l'écraser. Une folie meurtrière qui ferait des millions de victimes. Le monde selon Donald Trump fait face au monde selon Kim Jong-un.

I

Le nouveau visage de la Corée du Nord

1

Pyongyang la capitaliste

Pak titube légèrement et parle fort. Il faut dire que, dans l'escalier de pierre lisse du restaurant, ses chaussures vernies à plate-forme et talons aiguilles, avec une semelle rouge façon Louboutin, sont peu pratiques, surtout quand on a bu. Pak est jolie, bien maquillée. Toutes les trois secondes, elle jette un coup d'œil fébrile à son portable. Impatiente face à la caissière qui redemande s'il y avait bien trois frites, elle fait tournoyer le petit nounours rose qui pend à son portable et lance des regards exaspérés à ses deux compagnons. Deux jeunes gens, dont les tenues sombres tranchent avec sa robe rouge. Pak s'impatiente. « Elle ne s'endort jamais avec ma mère, dépêche-toi ! » Nous comprenons que la jeune femme s'inquiète pour sa fille gardée ce soir par ses parents. Enfin la caissière, vingt ans à peine, le visage poupin, sanglée dans un petit uniforme bleu pervenche, produit l'addition. Et récapitule : 3 Coca, 3 bières, 3 grandes frites, 2 saucisses de Francfort, 1 pizza, et 1 banana split. Sans oublier une bouteille de whisky – que les trois jeunes gens, des habitués, retrouveront la fois prochaine. L'un des hommes paye. Des euros et des dollars. Quelques yuans pour faire l'appoint tandis que la caissière vérifie les taux de change sur sa calculette. Le petit groupe s'engouffre dans un taxi qui s'éloigne dans la nuit, le long des immeubles illuminés.

Une scène ordinaire. Très ordinaire. Si elle ne se passait à Pyongyang, à la sortie de l'une des brasseries de la capitale nord-coréenne qui compte aujourd'hui, à côté des nombreux petits restaurants de quartier, une bonne cinquantaine de restaurants élégants « un peu chers ». Cet endroit chic aux allures de brasserie bavaroise (tables lourdes et lumière tamisée) est fréquenté par des expatriés (personnel d'ambassade), des touristes mais aussi par toute une clientèle de Coréens privilégiés qui ne dépareraient ni à Shanghai ni à

Tokyo, n'étaient bien sûr les petits insignes rouges à l'effigie du dirigeant qui ornent la robe de la jeune femme et le revers de la veste des messieurs.

Pak, son mari et son beau-frère appartiennent à cette nouvelle classe embryonnaire mais puissante des *donju* (littéralement « maîtres de l'argent », qui à l'origine changeaient des devises et prêtaient de l'argent), composée d'hommes et de femmes d'affaires, d'entrepreneurs, de commerçants. Aisés, souvent familiers de l'étranger (ils voyagent en Chine et en Asie du Sud-Est), friands de loisirs et de produits de consommation, ils ne cachent pas leur goût pour le high-tech, les produits de beauté et le style de vie à l'occidentale.

Les origines de cette nouvelle classe, indépendante de la traditionnelle classification de la société nord-coréenne en fonction de la loyauté au régime (le *songbun*), sont à chercher à l'époque de la Marche ardue, la grande famine qui frappa le pays dans les années 1990, provoquée par une série de catastrophes climatiques et la chute de l'URSS, et qui fit plus d'un million de morts à l'époque. Dans l'urgence de trouver de quoi subsister, les Coréens durent se débrouiller par eux-mêmes, apprendre sur le tas à faire du commerce, ils posèrent ainsi les bases d'une économie de marché.

Le phénomène, sans être encouragé, fut dans un premier temps toléré par l'État, qui évitait le mécontentement de la population, puis peu à peu appuyé et contrôlé. Particularité intéressante, ce sont les femmes qui, au début, prirent en main cette nouvelle forme d'économie, car les hommes devaient continuer à pointer dans les usines, même si ces dernières étaient à l'arrêt faute de carburant et de pièces détachées pour les machines. La responsabilité de faire bouillir la marmite pour la famille incombait aux femmes qui se mirent en route vers la Chine. Ou plus exactement vers la préfecture autonome de Yanbian en Mandchourie où vit une communauté coréenne depuis l'époque des anciens royaumes de Corée.

S'ouvre alors une période d'ébullition économique : au niveau individuel, chacun se débrouille, négocie et vend ses produits sur les marchés nord-coréens, les *jangmadang*. Au niveau étatique, les équipes de Kim Jong-il qui doivent affronter cette situation sans précédent vont tout faire pour favoriser les investissements étrangers. Les racines de cet intérêt pour les partenariats commerciaux sont anciennes : dès l'époque de Kim Il-sung, de premières dispositions régulant l'investissement étranger avaient été prises en 1984, suivies de lois et de décrets favorisant la création de joint-ventures, en 1999, 2006 et 2011. Désormais, alors que le pays a affronté une des pires périodes

de son histoire, tout va être fait pour attirer les investisseurs chinois. C'est ainsi que furent créées plusieurs zones économiques spéciales, parmi lesquelles Rajin-Sonbong au nord-est ouverte en 1992, qui fut longtemps un fiasco. Rebaptisée Rason en 2011, elle est aujourd'hui très dynamique, favorisée par sa localisation face à la mer de l'Est avec un port en eaux profondes aux confins de la Russie et son ouverture aux capitaux russes, chinois et mongols. La création en 2010 de Taepung (Grand vent) International Investment Group (qui deviendra trois années plus tard le Joint-Venture and Investment Committee, JVIC) va structurer de multiples initiatives avec la Chine dans le but de la séduire économiquement. La Corée du Nord doit devenir un paradis pour les hommes d'affaires de l'empire du Milieu. Ce « Grand vent » d'ouverture commerciale va souffler sur le réseau des *donju* dont la connaissance du terrain, le dynamisme et les liens avec les Coréens ethniques de la préfecture autonome de Yanbian vont être les meilleurs atouts. La créativité est dès lors sans limites : Justin V. Hastings, professeur associé à l'université de Sydney, évoque dans *A Most Enterprising Country : North Korea in the Global Economy* l'initiative en 2008 d'étudiants à Hyesan qui mirent en bouteilles l'eau du fleuve Yalu pour la vendre à l'autre bout du pays. Il décrypte aussi avec précision le système de collaboration « officieuse mais acceptée » qui se mit alors en place entre l'État et les personnes privées, par un système de paiements qui, tout en flirtant avec la corruption – puisqu'il s'agit le plus souvent de régler en cash des droits de passage avec de réels barèmes selon les fonctionnaires dont il faut obtenir l'approbation –, montre l'approche pragmatique des autorités. Tant qu'une action bénéficie au pays, il faut l'encourager et la soutenir, à condition bien sûr qu'elle demeure contrôlable.

Aujourd'hui les années difficiles sont révolues et la consommation a fait son apparition. Ces *donju* se sont enrichis (dans les secteurs du bâtiment, du transport de matières premières essentiellement) et, fidèles au régime, ils investissent dans le pays, voyagent en Asie, prêtent de l'argent, sont à la tête de petites sociétés semi-étatiques et mènent une vie plutôt aisée. Beaucoup possèdent des voitures, achetées sur leurs propres deniers, et payent leur essence sans passer par le système de distribution publique.

Leur dynamisme est intimement lié à l'essor de Pyongyang, qui s'est littéralement métamorphosée. Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, la ville s'est transformée de façon spectaculaire : nouvelles rues, bâtiments

officiels flambant neufs, hôpitaux de pointe, instituts scientifiques, installations de sport et de loisirs, musées – pas un quartier de Pyongyang qui ne soit en chantier. Car le pays travaille – 24 heures sur 24. À Pyongyang, privilégiée certes, mais aussi dans les provinces en plein essor. Selon la Banque centrale sud-coréenne, l'économie officielle de la Corée du Nord a connu une croissance de 3,9 % en 2016. La nuit s'élève le grondement sourd des grues et des bétonneuses sur fond de chants patriotiques censés donner du cœur à l'ouvrage aux milliers d'ouvriers qui se relaient sur les chantiers pour maintenir le rythme effréné de la fièvre de construction qui s'est emparée du pays sous l'impulsion de Kim Jong-un. « Notre dirigeant est un grand bâtisseur, nous explique un ami de longue date. En quelques mois j'ai vu une aile de notre ministère être rasée puis reconstruite. Nous-mêmes avions du mal à en croire nos yeux. »

De nouveaux quartiers ultramodernes se sont construits avec des galeries marchandes, des boutiques, des restaurants fréquentés par toute cette nouvelle « classe moyenne ». Ainsi Mirae au bord du fleuve Taedong, quartier inauguré en 2015, reconnaissable à ses immenses tours saumon, turquoise et vert pistache, accueille les familles des ingénieurs et des professeurs de l'université Kim Chaek de technologie. Le quartier Ryomyong, destiné lui aussi aux scientifiques, a été terminé en 2017 au terme d'une année seulement de travaux lancés sur l'impulsion de Kim Jong-un, qui déclara alors vouloir faire de cette artère centrale « une rue du XXIe siècle, verte et économique sur le plan énergétique ».

Dernier fleuron de ces constructions spectaculaires : la monumentale cité des Sciences et des Technologies, époustouflant complexe architectural en forme d'atome construit en moins de dix mois sur une île au milieu du fleuve Taedong, avec musée, centre de conférences et de recherche, bibliothèque et université populaire de formation continue. Sur les rives du fleuve, 4 000 panneaux solaires produisent toute l'électricité du complexe. Au centre de son atrium se dresse la fierté du pays : une reproduction de la fusée Unha-3, lance-satellites considéré comme la version civile d'un missile intercontinental susceptible d'être équipée d'une tête nucléaire pouvant atteindre les États-Unis. Et sur le parvis, envahi de groupes d'étudiants en uniforme venus travailler sur les 3 012 ordinateurs du centre, un monument tout autant symbolique : une plume gigantesque, surmontée d'un atome, comme si l'histoire désormais s'écrivait avec le nucléaire...

Partout dans la capitale, dont les rues traditionnellement bordées de saules sont désormais longées de pistes cyclables éclairées par des lampadaires à énergie solaire, de nouveaux bâtiments ont vu le jour, de marbre, de verre, au design épuré, mais aussi des centres commerciaux où la jeunesse aisée de la capitale boit cappuccinos et cafés latte, mange des pizzas et fait ses courses dans des supermarchés qui ressemblent en tout point à ceux que l'on trouve en Chine. Avec bien sûr, dans les étages, des food courts et des restaurants comme celui de *ramen* et de sushi récemment ouvert en 2016 par Kenji Fujimoto, l'ancien chef japonais de Kim Jong-il. Dans les allées illuminées de ces (encore modestes) nouveaux temples de la consommation, des familles poussent des caddies, des mères de famille traînent des bambins emmitouflés dans des anoraks ornés de nounours ou de fleurs, et des collégiennes hésitent en gloussant devant des snacks au chocolat. Quand, en 2012, on estimait que 80 % des denrées vendues dans les magasins provenaient de Chine, aujourd'hui le « made in DPRK » a fait son apparition. Sur les rayons, de plus en plus de produits sont de fabrication locale. Le choix peut paraître limité aux yeux d'un Occidental, mais il y a de tout, en abondance et en qualité. Des produits occidentaux, des bières japonaises Sapporo, Asahi ou importées d'Asie du Sud-Est, des shampooings et des gels douche fabriqués au Japon, des produits d'entretien importés de Malaisie, des gâteaux au chocolat du Vietnam, mais aussi et surtout des produits locaux.

Aujourd'hui, ce sont les usines du pays qui produisent les yaourts, les biscuits, les nouilles, les doudounes, les chaussures et les cartables. Et même des produits de beauté sont fabriqués à Pyongyang ou à Sinuiju, dans la plus ancienne usine de cosmétiques du pays, qui remonte aux années 1950. Son directeur nous expliquait en octobre 2017 s'être rendu en France en 2015 pour rencontrer ses homologues de Chanel : « Nous avons pu voir ce qui se fait à l'étranger. Notre production est en augmentation constante de 15 % depuis cinq ans environ, ce qui est encore faible, mais la qualité de nos cosmétiques n'a rien à envier au reste du monde. Aujourd'hui, nous exportons vers la Chine. Les sanctions nous affectent bien sûr en limitant l'arrivage de certaines matières premières, mais nous nous efforçons de faire des produits au niveau international pour la texture, pour l'efficacité et les méthodes de production de pointe. Pour contrer les sanctions et surtout rester uniques et compétitifs, nous tirons le meilleur parti possible des produits utilisés couramment dans la pharmacopée traditionnelle : le ginseng, l'armoise, la rose, l'aloe... » Le prix ?

Deux ou trois dollars pour un sérum hydratant antirides dont la qualité ne ferait pas déshonneur en Occident. Par rapport à un salaire nord-coréen moyen, ou, plus précisément, par rapport à la somme allouée mensuellement à chaque travailleur, en moyenne 50 à 60 dollars, sachant que tout est fourni par l'État (logement, nourriture, vêtements), c'est cher mais abordable. Au fond de la salle d'exposition des produits, une inscription en lettres d'or rappelle le nouveau mot d'ordre, impensable il y a quelques années mais très représentatif de l'état d'esprit du pays aujourd'hui : « Plus de produits de luxe et de marchandises de luxe avec une capacité de compétitivité de niveau mondial. »

« Tout ou presque doit être fabriqué chez nous, cela prendra du temps, mais nous y parviendrons. Aujourd'hui, nous dépendons de moins en moins de la Chine, précise notre ami, nous produisons nous-mêmes ce dont nous avons besoin, vêtements, chaussures, voitures, panneaux solaires. Nous avons même une rame de métro entièrement made in DPRK. » Des portables aussi (Pyongyang, Arirang, Jindallae-Rhododendron), des ordinateurs entièrement fabriqués sur place (Purun Haneul-Blue Sky, Arirang, Woollim-Echo). « Avec encore quelques pièces importées de Chine... », reconnaît-il. Chaque semaine, chaque mois voit la liste de produits locaux s'allonger. Et ce, en dépit des sanctions. Sans oublier les voitures (Bbokkugi-Coucou, Huipari-Sifflet) qui se font une (timide) place au côté des automobiles d'importation (Volvo, Toyota, BMW). Les rues de Pyongyang ne sont pas encore un enfer d'embouteillages, mais la circulation a augmenté. Trams, bus, voitures, vélos, scooters électriques (importés de Chine) et taxis se disputent désormais les immenses avenues et boulevards rythmés de panneaux multicolores de propagande, vantant l'essor du pays au rythme du Mallima – le développement à la vitesse d'un cheval parcourant 10 000 *li* par jour, une expression développée par Kim Jong-un en référence au cheval mythique Chollima qui, lui, parcourait 1 000 *li* en une journée.

Plusieurs compagnies de taxi se partagent le marché d'un transport privé en pleine expansion. Toutes bien sûr appartiennent à l'État, mais une fois que les chauffeurs de taxi ont payé une redevance et l'essence, ils peuvent faire autant de courses qu'ils veulent et empocher les bénéfices. En d'autres termes, l'idée de travailler plus pour gagner plus a fait son chemin. Dans ce pays où les transports sont rares (peu de lignes de bus régionaux ou intercités, réseau ferré délabré), le développement des *servi-cha,* littéralement « véhicules de

service », au lendemain des années de la Marche ardue a permis à de nombreuses mini-sociétés locales de prendre leur essor. Le fonctionnement à l'origine était simple : une personne privée achète avec ses propres deniers un véhicule (camion, minibus, voiture) en Chine, et l'utilise de façon semi-privée, en partageant les bénéfices avec l'État. Depuis 2011, la collaboration est telle que des services ministériels font même appel à ces petites compagnies. Le secteur de ces *servi-cha* est un rouage économique capital : outre le transport de personnes et de denrées, il fait vivre un important secteur de l'emploi (chauffeurs, mécaniciens, garages).

Même relation intime avec l'État pour les restaurateurs qui, une fois un pas de porte acquis, et après vérification de leurs capacités, s'acquittent d'une patente, d'une forme de loyer mensuel, mais sont libres d'embaucher selon leurs besoins auprès d'« agences d'intérim » ou dans les comités populaires. Ils font aussi leurs courses en négociant les prix sur les marchés ou directement auprès des producteurs et des fermes coopératives. En dollars. En euros. En yuans aussi. Ou en wons, la monnaie locale (qui contrairement à l'idée communément admise n'est pas interdite aux étrangers). À Pyongyang, les allées du grand marché central Tongil sont noires d'acheteurs du matin au soir. Face aux étals débordant de pignons de pin, noix, fruits, poulets, canards, œufs de caille, poisson séché, outils, chaussures (les fameuses fausses Louboutin importées de Chine), T-shirts, survêtements (Adidas), couettes, papeterie, vaisselle, aux vendeuses vantant leur marchandise et hélant les clients, et à la foule qui se presse dans ses travées encombrées, on se croirait dans n'importe quel autre marché asiatique.

Kim est la patronne d'un petit restaurant populaire derrière la gare centrale. Pour accéder à son établissement, on traverse un dédale d'étroites allées bordées de fast-foods grouillant de clients variés : un jeune couple blasé demande une gamelle d'eau pour leur chien paré d'un collier à mini-clous argentés puis trinque devant des ailes de poulet grillées ; une vieille solitaire à l'air fatigué réchauffe ses mains gercées de travailleuse autour d'un bol de nouilles fumantes ; et des gamins jouent à cache-cache entre les serveuses en attendant que leurs parents terminent un copieux barbecue de seiche et de canard. « La graisse du canard donne du moelleux à la seiche, explique Kim. Pour ouvrir un restaurant, il faut montrer que l'on en a les capacités et s'adresser avec son projet auprès d'une administration qui va vous aider à

monter le dossier et l'étudier. » Si tout est accepté, chacun peut lancer sa petite affaire.

Avec une idée nouvelle qui fait aussi son chemin : faire mieux que la concurrence. L'atteste ce questionnaire de satisfaction que nous remet à la fin du dîner une serveuse coiffée d'un petit képi écossais, façon hôtesse de l'air, assorti à sa cravate qui tranche sur un chemisier immaculé. Une vingtaine de questions y figurent, passant en revue propreté des lieux, amabilité des serveuses, rapidité du service et qualité des plats. « Nous devons améliorer l'accueil de nos clients », commente Kim avec fierté. Et quand nous lui demandons ce qu'elle ferait si une des serveuses était mal notée ou ne travaillait pas, elle répond : « Nous pouvons la renvoyer. Et embaucher quelqu'un d'autre. »

Vision idéalisée d'un pays qui ne montre que certains de ses aspects aux visiteurs ? Certes, Pyongyang est la capitale, la vitrine du régime et ses habitants sont par essence même privilégiés. Et tous les Nord-Coréens ne jouissent pas d'un mode de vie comparable à celui de la capitale. Les campagnes notamment restent encore à l'écart de ce vent de modernité qui ne touche aujourd'hui qu'une partie de la population. Toutefois, les changements sont significatifs. Cet effort de modernisation, de construction correspond à une volonté globale et s'applique désormais aussi aux autres grandes villes de province, qui peu à peu commencent à se refaire une beauté, se dotant de nouveaux immeubles, de restaurants et de supermarchés. L'apparition un peu partout de structures sportives (piscines, stades, parcours de skateboard, terrains de basket, etc.), de loisirs (zoo, centre aquatique), l'affluence aux spectacles, l'émergence d'artistes remplissant les salles, comme l'humoriste Ri Seung-hong dont la simple évocation fait s'étrangler de rire les Nord-Coréens rencontrés, sont symptomatiques d'une société en mouvement aspirant à un mode de vie plus détendu et normal.

Aujourd'hui, tous les efforts sont aussi faits pour adoucir le côté rude que pouvait offrir la Corée aux étrangers de passage. Une volonté d'intégration clairement exprimée. Quand hier encore la présence d'un Occidental attirait les regards, aujourd'hui l'étranger semble s'être fondu dans le paysage, signe d'une familiarisation nouvelle avec l'extérieur. Il faut dire qu'avec les touristes qui désormais sillonnent (sous contrôle) le pays (la destination est prisée pour son étrangeté), la présence d'expatriés, de journalistes (les agences de presse installées à Pyongyang sont désormais plus nombreuses),

d'étudiants et de visiteurs ne surprend plus vraiment. Les manières un peu bourrues d'hier (communes au Nord et au Sud, nées d'une xénophobie ancrée dans le passé et attisées par un espace individuel limité au sein d'une société aux règles implacables), souvent mal interprétées par les étrangers (qui y lisent soit de l'agressivité, soit une preuve supplémentaire qu'ils n'ont affaire qu'à des robots embrigadés), ont fait place à des mœurs adoucies, parfaitement policées envers voyageurs et visiteurs étrangers et agrémentées de petits mots en anglais prononcés avec fierté.

Cette approche nouvelle plus détendue est portée par la télévision qui diffuse de nombreuses émissions, loin de l'image rigide de la chaîne nationale Chungang dont les Occidentaux ne connaissent que les sempiternels documentaires de propagande et les annonces martiales de sa présentatrice vedette, Ri Chun-hee. L'une des cinq chaînes de télévision, « culturelle et sociale », diffuse ainsi des conseils : étiquette avec les étrangers, comportement social (utilisation du portable en public), vie familiale, entente du couple. Une autre chaîne plus généraliste, Namsan, propose aux côtés de reportages sur les dernières technologies, les grands succès économiques et les sciences, des cours de langue et notamment d'anglais. La chaîne Mansudae programme de nombreux films étrangers (russes, chinois, indiens, allemands, français parfois...), tandis que la Cheyuk est consacrée au sport (rencontres sportives nationales et internationales, reportages).

Se mettre au diapason du monde. Telle est la volonté de la Corée du Nord qui ne veut plus être en marge sur le plan sociétal. Jamais depuis l'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir, l'accent n'aura été autant mis sur « le bien-être du peuple », l'importance des loisirs et la nécessité d'offrir aux Nord-Coréens une vie comparable à celle des autres pays. Une volonté qui pourrait être liée aux années que Kim Jong-un a passées en Suisse pendant son adolescence. « Certainement, il a vu le reste du monde, nous explique notre ami nord-coréen, c'est important, et il veut que notre pays soit à la hauteur de la planète. » Pour ajouter, citant un ancien proverbe : « Nous ne sommes plus des “grenouilles au fond du puits”. » Sur l'avenue Ryomyong, signée de Kim Jong-il, une inscription gigantesque rappelle : « Regardons le monde en gardant les pieds sur notre sol ! » Notre ami insiste : « Nous n'avons aucune envie d'isolement. Cet isolement nous est imposé. Nous prenons de l'étranger ce qui nous intéresse et peut nous faire progresser, comme la technologie, mais pas le reste ! » À l'image du régime chinois.

Le défi pour Kim Jong-un sera donc, dans les années à venir, alors que des sanctions parmi les plus sévères jamais prises par l'ONU menacent d'étouffer le pays et que les tensions s'aggravent sur la péninsule, de maintenir le rythme de développement et d'ainsi répondre aux besoins d'un peuple avide de normalité et de bien-être.

2

Les Nord-Coréens ne meurent plus de faim

« Les sanctions américaines ne nous affameront jamais ! » Le ton ferme et déterminé de Ryu Bong-ok, cinquante-quatre ans, présidente de la ferme coopérative Dongbong, est sans ambiguïté. Située à plus de 200 kilomètres à l'est de Pyongyang, cette coopérative modèle très mécanisée avec ses 32 tracteurs (de fabrication chinoise et nord-coréenne), sa moissonneuse à riz (importée de Corée du Sud), sa charrue d'origine italienne et ses 1 224 paysans anticipe déjà les effets à venir des sévères sanctions économiques votées par les Nations unies depuis septembre 2016. Mais sans trembler.

Née à Hamju dans cette ferme collective de taille moyenne, mère de deux garçons – l'aîné fait son service militaire, le cadet travaille encore à la ferme –, Ryu Bong-ok présente fièrement ses multiples médailles d'honneur – comme celle des Trois Révolutions ou celle du Mouvement du 26 mars – décernées par les plus hautes autorités. Vêtue d'une jolie robe traditionnelle coréenne, de couleur parme, l'agricultrice ne tarit pas d'éloges à l'égard des leaders suprêmes qui ont visité et soutenu « le développement et la modernisation » de cette unité de travail depuis des décennies. « Sans engrais ni essence, nous utiliserons la force de nos bras et notre sueur, insiste-t-elle, et produirons notre propre fumier, comme dans l'Antiquité. »

Sous la brise de cette fin d'après-midi d'automne ondulent les épis de riz déjà hauts et jaunes, mûrs pour la récolte, tout comme les champs de maïs plus à l'ouest. À Dongbong, les machines feront le travail. Dans la grande majorité des fermes coopératives, unités de base du système agricole, que nous avons traversées sur plus de 200 kilomètres entre Pyongyang et Wonsan, à l'est du pays, les récoltes (riz, maïs, sorgho, soja et blé) ont déjà

commencé, à la main. Propriété et travail collectifs laissent depuis une dizaine d'années un espace cultivé privé à chaque paysan qui peut consommer ou bien vendre sur le marché local. Un circuit économique indépendant permet de profondes améliorations des conditions de vie au quotidien. Les produits et l'argent circulent également dans les provinces. Chars à bœufs et bicyclettes croisent des camions de marques chinoises ou des minibus Toyota japonais opérant de façon semi-privée. Des fils électriques sont connectés aux villages où panneaux solaires miniatures et petites éoliennes fleurissent sur chaque maison depuis trois ou quatre ans. Énergie renouvelable imposée par nécessité dans un contexte économique depuis longtemps habitué à la pénurie et aux restrictions. Les gens marchent beaucoup ou pédalent, mais si les campagnes sont pauvres, elles ne sont pas miséreuses.

La Corée du Nord n'est pas autosuffisante sur le plan alimentaire. À regarder aujourd'hui les immenses espaces cultivés, la terrible période de famine de 1995 ne semble plus qu'un lointain cauchemar. La télévision nationale diffusait alors des vidéos éducatives afin d'expliquer avec précision l'art de cuisiner les « aliments de substitution » : herbes ou racines. On y apprenait comment récolter des algues d'eau douce, les faire sécher et les piler afin d'obtenir une poudre sans saveur à mélanger à la farine de maïs pour fabriquer des nouilles qui gonflent dans l'estomac, reproduisant la sensation de satiété. « Dès le lever du soleil j'avais faim, nous avait raconté une vieille Nord-Coréenne rencontrée en Mandchourie, il n'y avait plus de farine de maïs, je mangeais de la poudre d'écorce de hêtre séchée mélangée à des herbes comme de la patte d'oie ou de l'amarante. Au début ça passe, mais à force on n'en peut plus. Quand je sortais, mes jambes ne me portaient plus, j'avais la tête qui tournait. Mon mari est mort de faim et ma fille de froid. Je me suis réfugiée en Chine pour trouver de la nourriture. » Chacun mangeait ce qu'il trouvait : écorces, racines, graines, baies, feuilles, tubercules, radicelles de plants de riz, résidus de fermentation de l'alcool et du soja, champignons. Et même de la terre mêlée à de l'eau ou de la boue, entraînant de terribles occlusions intestinales, souvent mortelles.

Lors d'un voyage au tout début des années 2000, nous avions remarqué l'étrange silence qui régnait dans les campagnes. Un silence oppressant, sans le moindre chant d'oiseau. « Tous les animaux du pays ont été mangés. Les rats, les souris, les oiseaux, les insectes », avait alors commenté, la gorge étranglée à l'idée de ces souvenirs de souffrance, Hong, rencontré près de la ville de Kaesong. « Même les rivières n'avaient plus de poissons, avait-il

ajouté. Ma mère est morte dans mes bras. J'étais soldat à l'époque et moi-même je n'ai pas pu l'aider avec mes rations militaires. »

Pour telecharger plus d'ebooks gratuitement et légalement, veuillez visiter notre site :www.bookys.me

Ce terrible traumatisme de la famine a laissé des traces dans les mémoires. Lorsque le jeune leader Kim Jong-un est arrivé au pouvoir, il a insisté dans son premier discours sur l'impérieuse nécessité d'assurer la sécurité alimentaire du peuple : « Plus jamais les Coréens ne devront se serrer la ceinture. » Six années plus tard, force est de constater qu'un de ses grands succès a été de rééquilibrer et de relancer le système agricole afin d'assurer une meilleure sécurité alimentaire. « En 2012, la production et la distribution des denrées agricoles étaient dans un état lamentable, explique Nam Sung-wook, professeur à l'université de Corée à Séoul, mais en 2017 la croissance est repartie, la qualité de la vie s'est améliorée et la réforme agraire a porté ses fruits. »

En dépit du manque de statistiques crédibles sur le pays mais en se basant sur plusieurs enquêtes menées sur les productions agricoles, on constate que le système de distribution publique (SDP) en Corée du Nord ne joue plus qu'un rôle marginal. « Plus de 70 % des Nord-Coréens dépendent aujourd'hui des marchés privés pour se procurer de la nourriture, 14 % produisent eux-mêmes et 26 % seulement ont recours au SDP », révèle une enquête publiée en 2017 par le journal *Daily NK* basé à Séoul et réalisée par un vaste réseau d'informateurs en Corée du Sud, en Chine et en Corée du Nord. Ainsi, contrairement à ce que peuvent affirmer les agences de l'ONU comme le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'UNICEF présentes à Pyongyang (qui se fondent sur les statistiques gouvernementales et non sur la réalité des marchés auxquels elles n'ont pas accès), les marchés privés ont littéralement explosé depuis cinq ans et jouent un rôle majeur dans la distribution de nourriture.

Dans son étude très détaillée menée de 2014 à 2016, *Daily NK* a pu dénombrer, province par province, préfecture par préfecture et district par district, près de 400 grands marchés officiellement enregistrés. À l'intérieur

de ces marchés ont été comptabilisés près de 700 000 stands de vente. Ils sont sans doute près d'un million aujourd'hui. En extrapolant, l'enquête avance que « cinq millions de personnes, soit 20 % de la population totale du pays, sont directement ou indirectement liés à ces marchés privés ». Ils représentent une « force économique majeure se substituant à l'effondrement du système de distribution publique ». Clairement, « ce phénomène massif est une rupture totale avec le passé où même si on avait les moyens financiers, on ne pouvait pas se procurer de la nourriture ou des médicaments ».

De nombreuses inquiétudes demeurent toutefois. Si les récoltes ont été très abondantes ces dernières années, certaines provinces du centre du pays souffrent de malnutrition chronique. Les aléas climatiques frappent toujours le nord du pays dans les provinces du l'Hamgyeong du Nord et du Ryanggang, victimes d'inondations catastrophiques en 2016 et d'une longue sécheresse au printemps 2017. Les récoltes de maïs et de blé ont été réduites de moitié par rapport à l'année précédente. Ces prévisions pessimistes ont déjà poussé l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à « intervenir auprès des paysans les plus vulnérables afin d'éviter une dégradation de la situation alimentaire ».

Ce qui explique pourquoi plusieurs témoins ont pu constater cet hiver à Pyongyang de grandes opérations d'« exportation » de riz et de blé vers le Nord montagneux par le train ou en camion. La Corée du Nord est constituée de 80 % de montagnes et 20 % de plaines. Les terres arables et irriguées sont rares, contrairement à sa voisine du Sud, et il manque chaque année à la Corée du Nord entre 500 000 et un million de tonnes de céréales pour pouvoir nourrir sa population de 23 millions d'habitants.

En dépit des appels alarmistes du PAM à la communauté internationale sur la situation de malnutrition que vit encore le pays, les aides humanitaires et financières ne suffisent pas. Les appels aux dons souffrent de l'image de plus en plus diabolisée de la Corée du Nord dans les médias internationaux. Décrite comme une « menace pour le monde » par l'administration Trump depuis le début de son mandat en janvier 2017 alors qu'elle poursuit ses tirs de missiles et ses tests nucléaires, la Corée du Nord ne fait pas recette auprès des bailleurs de fonds. « Avec l'accentuation des sanctions depuis 2016, nous allons vivre une période difficile dans les années à venir, nous a confié un diplomate nord-coréen à Pyongyang. Les tensions militaires provoquées par les Américains sur la péninsule et la politique de Donald Trump visant à nous étrangler économiquement ouvrent une ère de grande incertitude pour notre

sécurité alimentaire. » Pyongyang importe du riz de Thaïlande, du Vietnam, d'Inde et de Malaisie mais les approvisionnements chinois demeurent essentiels. Dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu, les menaces d'un blocus maritime et d'une Chine appliquant les sanctions de façon plus sévère que par le passé, l'environnement économique se complique.

À la frontière chinoise, les vendeurs sont inquiets et s'interrogent sur la solvabilité de leurs clients nord-coréens. Quand il s'agit de business, personne ne se fait de cadeaux. La grande alliance historique sino-nord-coréenne ne pèse pas grand-chose face à des enjeux économiques importants comme la vente d'engrais, de blé ou de riz. Plusieurs témoins ont déjà constaté que les cours du maïs auraient augmenté de 47 % dans la ville frontalière chinoise de Dandong par laquelle transitent 80 % des exportations chinoises vers la Corée du Nord. Ces chiffres ne correspondent pas à la loi de l'offre et de la demande, car le maïs ne manque pas sur les marchés nord-coréens en dépit de quelques mauvaises récoltes dans le nord du pays. Selon les derniers chiffres des douanes chinoises, Pékin a exporté 49 000 tonnes de maïs entre janvier et septembre 2017, contre seulement 3 125 tonnes pour toute l'année 2016. Comme très souvent en ce qui concerne la Corée du Nord, différentes sources se contredisent et il est difficile d'avoir une vision claire de la réalité.

Entre les organisations internationales qui ont tendance à dramatiser une situation alimentaire afin d'obtenir plus de fonds, des sources issues d'une diaspora nord-coréenne très critique à l'égard du régime de Pyongyang et un gouvernement nord-coréen propagandiste, trouver le juste milieu relève de l'impossible. En novembre 2017, la diffusion sur toutes les chaînes de télévision du monde des intestins grouillant de vers de ce soldat nord-coréen blessé après une spectaculaire défection à travers la DMZ, à Panmunjeom, participe de ce même objectif sud-coréen : montrer l'état lamentable et la faiblesse de l'armée du Nord, la diaboliser tout en jouant sur la corde sensible de la pitié et de l'horreur. « On vient nous consulter régulièrement pour des problèmes intestinaux, nous confiait Ok, médecin à l'hôpital pédiatrique Okryu à Pyongyang. Le pays fait face aux sanctions. Dans les campagnes, on utilise souvent l'engrais humain pour fertiliser les cultures. Ce qui, sans traitement approprié, n'est pas sans danger. »

Après avoir sillonné le pays en pleine saison des récoltes, nous avons constaté que les productions vont être abondantes cette année, sauf dans certaines régions du Nord. Une chose est toutefois certaine : les nouvelles

sanctions économiques vont avoir, à terme, des conséquences sur l'agriculture nord-coréenne. Juste avant l'hiver, en novembre 2017, de hauts dignitaires ont été convoqués afin de mettre en place une stratégie pour éviter toute pénurie alimentaire. Les résultats de cette réunion ont été relayés par la presse officielle. Les observateurs étrangers n'ont enregistré comme d'habitude que les messages les plus politiques et les plus spectaculaires comme cette déclaration diffusée dans la presse officielle : « Nous avons exprimé notre détermination à écraser les dégoûtantes sanctions échafaudées par l'impérialiste américain et ses valets. [...] Nous maintiendrons notre stratégie du *byongjin*, ou “double poussée”, alliant le développement nucléaire et l'économie. »

Au cours des débats a été élaborée une « tactique » pour faire face à ces sanctions, maintenir la stratégie d'autosuffisance de la Corée du Nord dans « tous les secteurs de l'économie » et prendre à bras-le-corps le « problème alimentaire ». Le fait de reconnaître ouvertement cette réalité est en soi une avancée importante. Des plans de développement concernant l'agriculture biologique ont été lancés pour se passer de la mécanisation et des engrais chimiques. À quelques kilomètres de Pyongyang se sont développées d'immenses coopératives agricoles « vertes » afin de « nourrir la capitale en produits bios de grande qualité ». Kim Byong-yon, responsable de Jangchon, l'une de ces coopératives modèles de plus de 30 hectares métamorphosées depuis deux ans, rend d'abord hommage à Kim Il-sung et Kim Jong-il, représentés sur une grande fresque à l'entrée de la coopérative : « Nos leaders ont consacré leur vie, sans repos, jour et nuit, sous la pluie et sous la neige, afin de garantir la sécurité alimentaire du peuple. » Pas un mot sur la famine sous Kim Jong-il. Le fondateur de la nation, Kim Il-sung a visité seize fois cette ferme, son fils Kim Jong-il s'y est rendu trois fois et l'actuel Kim Jong-un deux fois.

« En suivant les instructions de Kim Jong-un diffusées en 2015, nos paysans ont maintenant des maisons toutes neuves, des panneaux solaires, des chauffe-eau, et un grand lopin de terre pour leurs propres cultures », explique Kim Byong-yon dont la coopérative agricole biologique « sans engrais chimiques fonctionne entièrement grâce aux énergies renouvelables ». Avec ses 30 hectares et ses 670 serres où sont cultivés choux, concombres, navets, aubergines, armoise, épinards, salades, piments, oignons et pommes de terre, Jangchon a reçu de multiples récompenses. « Ce sont des expérimentations agricoles lancées il y a deux ans pour anticiper les

possibles conséquences des sanctions de l'Amérique contre nous, précisera plus tard un officiel du ministère de l'Agriculture. Notre leader Kim Jong-un a vu le monde extérieur et nous a demandé de mettre sur pied un système de classe mondiale, digne des nations européennes, afin que le peuple soit bien nourri et ne souffre plus de la faim. »

Plus que jamais, la Corée du Nord, fidèle au principe du *charip* (indépendance économique), l'un des trois piliers de l'idéologie du *juche* avec le *chawi* (autonomie militaire) et le *chaju* (indépendance politique et diplomatique), s'efforce de devenir autosuffisante sur le plan alimentaire même si cet objectif ne sera jamais atteint. Les contraintes géographiques et climatiques limitent naturellement le développement agricole, à moins de lancer un grand programme de mécanisation. Ce qui n'est pas la priorité actuelle du régime qui vise à utiliser les ressources nationales.

Dans une des serres de Jangchon où poussent généreusement des tomates, Kim Byong-yon nous montre un engrais à base d'algues cultivées près du port de Nampo à l'ouest de Pyongyang. « Grâce à l'ingéniosité de nos dirigeants, nous n'avons plus besoin d'engrais chimiques, qui coûtent trop cher, s'enorgueillit-il. Nos cultures d'algues connaissent un succès considérable depuis plusieurs années. » Mais qui pourrait croire que c'est uniquement pour l'agriculture biologique que la Corée du Nord s'est lancée dans la culture d'algues sur plus d'un millier d'étangs à travers le pays ? Ces algues qui vivent en abondance dans ce pays maritime peuvent aussi être transformées en algocarburant ou éthanol, substituts bon marché au pétrole dont la Corée du Nord est totalement dépourvue. Les vertus nutritives de plusieurs variétés de ces algues, déjà présentes dans l'alimentation traditionnelle du pays, représentent également un enjeu stratégique alimentaire. Source de protéines et de lipides, ces micro-algues peuvent déjà rééquilibrer le déficit alimentaire. Kim Byong-yon, le « patron vert » de Jangchon n'a aucun doute sur la puissance créative des paysans pour surmonter les sanctions de l'ONU. Ryu Bong-ok, patronne de la ferme coopérative de Dongbong, n'a pas peur de voir ses 32 tracteurs immobilisés par manque de pétrole à cause de l'arrêt des livraisons de la Chine ou des sanctions de l'ONU : « Nous sommes prêts à retourner à l'âge de pierre s'il le faut, nous survivrons comme nous l'avons fait dans le passé. »

3

Les secrets d'une industrie en mutation

Pak Chol-in est fier de son usine de câbles électriques. Dans la cour d'une propreté immaculée où se réunissent tous les matins les 1 300 ouvriers, se dresse une immense fresque représentant Kim Il-sung donnant ses directives à des travailleurs attentifs. Face au bâtiment principal, un long bassin avec des poissons. Des carassins or et rouge. Très sensibles à la pollution, ces derniers ne survivraient pas si la qualité de l'eau n'était pas irréprochable. « Ce bassin est alimenté par les eaux de rejet de l'usine. Elles sont parfaitement filtrées. Ensuite elles se déversent dans le fleuve Taedong qui traverse Pyongyang. Nous sommes très au fait des problèmes d'environnement ! » Un peu plus loin face au terrain de sport où les ouvriers peuvent jouer au foot ou au basket une fois par jour, une inscription gravée en lettres rouges sur une pierre levée rappelle les ambitions du régime : « *syegyereul hyang hayeo !* », « en avant vers le monde ! »

Avant d'entrer dans les ateliers de « L'usine du 26 mars » construite au cœur de Pyongyang en 1958, cinq ans après la fin de la guerre de Corée, une autre fresque colorée présente toutes les avancées technologiques nord-coréennes depuis plus d'un demi-siècle jusqu'au lancement des missiles balistiques. « Nous n'avons rien à envier au monde, affirme calmement Pak Chol-in – un leitmotiv que nous avons entendu cent fois durant notre dernier séjour –, nous pouvons fabriquer nos milliers de câbles électriques sans l'aide de personne car toutes les matières premières de base sont extraites en Corée du Nord, nos ouvriers et ingénieurs sont les plus qualifiés et notre grand leader Kim Jong-un ne cesse de nous encourager à développer les meilleures technologies afin d'atteindre l'excellence. »

À l'intérieur des grands halls de fabrication où sont affichés d'immenses posters de propagande appelant à se battre pour la grandeur et l'autonomie du pays face à l'agresseur américain, règne une ambiance studieuse. Casquette bleue vissée sur la tête, combinaison épaisse de la même couleur, ouvrières et ouvriers se concentrent sur les lignes de production. « 1 300 ouvriers, 300 ingénieurs, 10 000 tonnes de câbles de 15 000 variétés différentes produites chaque année... Toutes les matières premières proviennent de Corée à l'exception de certaines gaines importées d'Asie du Sud-Est. Nous n'exportons pratiquement pas sauf un peu vers la Chine », explique le directeur en nous invitant à entrer dans ce qu'on peut appeler le « Panthéon » de son usine.

Dans une grande pièce très bien éclairée sont présentées des photos illustrant l'histoire de l'usine depuis 1958. Le rituel immuable d'une visite d'école, d'hôpital ou d'usine modèle en Corée du Nord passe par l'énumération de toutes celles que les leaders du pays y ont effectuées : « Kim Il-sung est venu sept fois, son fils Kim Jong-il trois fois... » De toute évidence, « L'usine du 26 mars » n'a pas encore eu l'honneur de recevoir le nouveau leader Kim Jong-un, mais ses directives de 2013, 2015 et 2016 visant à fabriquer des câbles électriques sous-marins et de la fibre optique sont mentionnées avec enthousiasme par M. Pak. « Notre cher leader nous mène vers une ère nouvelle », assure-t-il en montrant avec délice et fierté le catalogue de la société où les produits sont officiellement certifiés par le leader mondial en la matière, la Société suisse SGS.

Il nous détaille les dizaines de récompenses officielles décernées à son entreprise depuis les origines. Diplômes, médailles individuelles ou collectives, drapeaux rouges brodés de symboles idéologiques et historiques, lettres de félicitations manuscrites de hauts responsables locaux... Avec bien en évidence le certificat encadré de la norme ISO 9001:2008 qui spécifie les exigences relatives au système de management de la qualité.

Difficile de se faire une idée précise du niveau de qualité des produits fabriqués dans cette usine modèle où se mêlent encore un fonctionnement très socialiste et des pratiques ouvertement capitalistes, puisque certains produits sont vendus à des entreprises privées. Quant au système de primes ou de bonus, souvent en nature (huile, farine, viande, poisson), attribués aux ouvriers modèles, il n'a rien à envier à ceux des grandes entreprises internationales qui motivent leurs employés à coups de promotions ou d'augmentations de salaire. Toute proportion gardée. Ici les machines datent

d'un autre âge, mais un des secrets de leur longévité vient d'un système déjà ancien qui récompense les ouvriers qui entretiennent le mieux leur outil de travail. Si la « Médaille des trois révolutions » (idéologie, technologie et culture) est décernée à des unités de production qui dépassent les quotas imposés par le pouvoir central et atteignent une excellente qualité, il existe une autre récompense moins connue qui illustre la « mentalité de survie » de la Corée du Nord : la « médaille du Mouvement du 26 mars ».

Cet honneur remonte au temps de Kim Jong-il (1994-2011) alors que la Corée du Nord subissait de plein fouet les effets néfastes de la chute de l'URSS et en conséquence de ses livraisons de machines, de pétrole et d'ingénieurs. Conscient de ce manque d'approvisionnement, le cher leader lança ce mouvement en 1984 en demandant à tous les ouvriers du pays d'entretenir parfaitement leur machine chaque jour. Étudiant, Kim Jong-il aurait fait un stage dans une usine et aurait gardé sa machine-outil, numéro 26, toujours en parfait état de marche. « Les ouvriers ont vu l'intérêt d'une telle pratique, nous a expliqué un autre responsable en province, il s'agissait de la propriété de l'État qu'il fallait respecter. » C'est de cet état d'esprit qu'est né le Mouvement du 26 mars : « Le certificat d'honneur des équipements exemplaires numéro 26 ».

Si cet esprit de « préservation », de « ménager le matériel », de « ne pas gaspiller » peut sembler anecdotique, il traduit la mentalité de survie de ce pays qui tient à compter sur ses propres forces. Par nationalisme mais aussi par nécessité. « Nous devons compter sur nous mêmes, insiste Pak Chol-in, et, même avec les sanctions, nous savons que nous avons nos matières premières, nos machines et nos ouvriers pour les surmonter. » La détermination des Nord-Coréens à affronter tous les obstacles reste peu connue et sous-estimée des observateurs étrangers qui décrivent depuis toujours un pays arriéré, pauvre et sur le point de s'effondrer. Si l'on ajoute l'énergie idéologique insufflée à tous depuis l'enfance et une discipline issue du néoconfucianisme, on obtient l'une des clefs de la survie industrielle de la Corée du Nord.

Jusque-là très posé, Pak Chol-in s'enflamme à l'évocation du « vieillard gâteux » (*nokdari*) Donald Trump et des sanctions de l'ONU ou des conséquences néfastes sur son pays : « Si une guerre nous est imposée, je prendrai mon marteau dans la main gauche et mon fusil dans la main droite

pour combattre l'ennemi, je mettrai une grande étoile sur mon épaule et j'irai au champ de bataille, à la vie à la mort, jusqu'au bout. »

En marchant dans les entrepôts de stockage, dans une petite pièce peu éclairée, nous trouvons une grosse machine grise, anodine en apparence, mais estampillée d'un gros sticker « CNC ». Il s'agit de la « Computer Numerical Control machine », connue dans le monde entier comme une sorte de machine-outil électronique de grande précision et qui équipe des millions d'usines sur la planète. En Corée du Nord, cette CNC a le statut d'héroïne depuis sa première inauguration en 2009. Le pays a célébré la maîtrise de cette technologie en 2010 par un énorme concert à l'occasion duquel des danseuses vêtues en orange et vert fluo ont chanté une pop song, devenue depuis un hit, lors d'un grand rassemblement organisé par le Parti du travail de Corée (PTC). « À la pointe de la technologie », interprété par le groupe Pochonbo, l'un des orchestres les plus célèbres du pays, commence par le tir d'une fusée à longue portée qui s'élance vers le ciel...

Programmée numériquement, la CNC peut produire la moindre petite pièce détachée pour des automobiles, des meubles, des vêtements ou des téléphones portables. Elle offre une précision que les machines-outils opérées par un être humain ne sont pas capables d'atteindre. Entre les mains des ingénieurs nord-coréens à qui le message officiel ne cesse de prôner l'autonomie vis-à-vis de l'étranger, cette CNC s'est transformée en véritable machine à construire des armes classiques, de destruction massive, mais aussi nucléaires et balistiques. Sans aide ni importations extérieures. Pour Jeffrey Lewis, président du Programme de Non-prolifération en Asie au sein de l'Institut des études stratégiques Middlebury à Monterrey en Californie, « la CNC est la technologie essentielle à la production de missiles et des armes nucléaires ».

Pour les spécialistes de l'atome, il ne fait aucun doute que la CNC a aidé la Corée du Nord à accélérer ses programmes de matériels militaires sensibles. Et ce, en dépit des sanctions internationales, anticipées de longue date par Pyongyang qui a commencé à développer sa propre CNC dès le début des années 1990. Dans un premier temps, plusieurs CNC ont été importées d'URSS. Désossée, copiée, adaptée et améliorée par les ingénieurs, la première CNC « made in North Korea » serait sortie des usines en 1995 sous la marque Ryonha, mais ce n'est qu'en 2009 que la presse officielle mentionne cette avancée technologique. Elle entre alors au cœur de la propagande tandis que le pays lance une grande campagne visant à relancer

l'industrie nationale. Les premières sanctions de l'ONU ont été votées en 2006 et 2009 à la suite du second essai nucléaire et d'un tir de missile à longue portée. À cette époque les experts internationaux du contrôle des armements nucléaires se sont inquiétés de voir Kim Jong-il visiter une usine où les CNC fabriquaient des tubes d'aluminium pouvant être utilisés dans les centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium.

« À partir de 2010, nous avons été capables de produire plusieurs types de CNC adaptés à nos besoins », témoignera plus tard le scientifique Kim Heung-gwang qui, avant sa défection en Corée du Sud, enseignait à l'université d'informatique de Hamhung dans l'est de la Corée du Nord. Mais ce n'est qu'à partir de 2013 que la Korea Ryonha Machinery Joint-Venture Corporation, qui produit ces machines, a été inscrite sur la liste noire du Conseil de sécurité des Nations unies. Les agences américaines de renseignements ont alors reconnu à la Corée du Nord la capacité de construire elle-même les moteurs de ses missiles. Kim Heung-gwang considère que Pyongyang « possède aujourd'hui plus de 15 000 CNC ». Une estimation fondée sur le décryptage de la presse officielle nord-coréenne, des photos et des entretiens avec plus d'une dizaine de scientifiques, de professeurs et d'ingénieurs qui ont fait défection à Séoul ces dernières années.

En août 2016, la télévision officielle nord-coréenne a diffusé des images de la visite de Kim Jong-un dans une usine utilisant des CNC avec le logo bien visible d'une société suisse leader dans le domaine. Personne ne sait ni quand ni comment de telles CNC ont pu atterrir en Corée du Nord. De son côté, la société suisse ABB se défend d'avoir violé les sanctions des Nations unies. Sollicitée par l'agence de presse anglaise Reuter, ABB n'écarte pas l'idée qu'une de ses machines ait pu « être revendue par un pays tiers à la Corée du Nord sans son autorisation ». Le Groupe des experts de l'ONU a souligné dans son rapport de 2017 que la compagnie chinoise Tengzhou Keyonda CNC Machine Tools Co a fourni elle aussi de telles machines à Pyongyang. Un représentant de Tengzhou a précisé que sa société ne vendait plus de CNC à la Corée du Nord depuis quatre ans et n'avait plus de relations commerciales avec ce pays.

En dépit des sanctions, les CNC peuvent être livrées de Chine ou de Russie sans grande difficulté. Leur nature même permettant en majorité des applications civiles, mais aussi militaires, rend quasi impossible le contrôle de leur exportation vers la Corée du Nord. « Étant donné leur capacité duelle, civile et militaire, explique Lee Choon-geun du KIST, l'Institut des sciences

et des technologies à Séoul, des CNC peuvent être importées pour des entreprises de bois ou de voitures, vous les dépecez et les remontez en les adaptant à d'autres fins. C'est très simple. » Les Coréens du Nord ont très bien compris la subtilité. La première ligne du fameux tube CNC ne dit-elle pas : « Une fois que nous nous concentrons sur elle, nous pouvons créer un programme informatique qui sert nos objectifs. »

Rusée et créative, la Corée du Nord ne fait que s'adapter à un environnement de plus en plus hostile à son égard en adoptant une stratégie de guérilla industrielle. En surface l'image semble vieillotte et d'un autre âge, en profondeur elle brille d'une myriade de pépites technologiques que les experts internationaux ont du mal à déceler. Et pour cause, tout est bien camouflé. La Corée du Nord avance masquée, sait distraire et orienter l'attention des observateurs et dissimuler habilement ce qu'elle veut garder secret. Tous ceux qui s'étonnent aujourd'hui de la rapidité avec laquelle le pays a pu maîtriser la technologie nucléaire et balistique n'ont tout simplement pas regardé là où il fallait. Ils ont toujours méprisé ce petit pays pauvre qui, selon leurs critères, n'aurait jamais dû posséder la puissance nucléaire.

À plus de 200 kilomètres de Pyongyang sur la côte est, dans la chaîne des monts Taebaek dont les mythiques monts du Diamant se trouvent à la frontière avec la Corée du Sud, la nouvelle centrale hydraulique « Armée-peuple » de Wonsan a été inaugurée fin 2017. Après des années d'un travail acharné qui a mobilisé plus de 5 000 ouvriers et presque autant de soldats volontaires, ce projet capital pour l'alimentation en électricité de la province du Gangwon a vu le jour. Les traits tirés mais les yeux brillants de fierté, Chu Myong-gil, cinquante-quatre ans, chef électricien, nous accueille avec un large sourire face à un grand schéma technique présentant les deux générateurs installés à flanc de montagne. Ne possédant pas le moindre réacteur nucléaire civil pour se fournir en énergie, la Corée du Nord souffre depuis des années de restriction d'électricité, pour les industries comme pour la population.

« Avec cette nouvelle centrale hydraulique, Wonsan, la capitale de la province (350 000 habitants) a maintenant de l'électricité jour et nuit sans la moindre défaillance. » Le matin même de notre visite, tous les officiels de la ville et de la province ont pu écouter Chu Myong-gil faire le récit de l'épique combat des équipes contre la mère-nature, les fuites d'eau dans les

montagnes, les inondations, l'hiver sibérien et le creusement à mains nues d'un tunnel de 18 mètres de profondeur pour relier les deux générateurs et passer les câbles électriques. Il nous l'a raconté avec la force évocatrice d'un ancien combattant face à un adversaire imprévisible. « Nous avons vaincu avec l'énergie de tous dans un seul but : la victoire de notre nation. » En Corée du Nord un projet industriel se métamorphose en bataille contre « l'ennemi ».

« À cause de ces salauds d'Américains, nous ne pouvons plus rien importer, mais on s'en fiche, nous pouvons tout faire nous-mêmes. » Face à une photo du barrage, il lit fièrement un slogan inscrit en lettres géantes : *jaryeokgaengsaeng*, « renaissance de la confiance en soi ». « On peut dire aussi “autonomie”, *ryeok* signifie “force, puissance”, précise-t-il. Sans cette confiance en nous, en notre peuple, en nos forces, nous ne serions rien. Ce barrage est construit grâce à la foi inflexible du peuple de la province du Gangwon. » Et de raconter comment les ouvriers ont dû fabriquer toutes les pièces, même des rails en bois pour circuler dans les tunnels à défaut de rails en acier.

Mais une fois dans la « salle des machines » où nous reçoivent deux jeunes ingénieurs, on découvre une image étonnante de la technologie nord-coréenne digne d'une « salle de contrôle » de centrale nucléaire, véritable arsenal informatique. Caméras, réseau de surveillance, écrans plats couleurs, panneaux lumineux connectés aux générateurs, gestion de la production électrique, contrôle des flux... reliés à des ordinateurs ACER (made in Taïwan) ou NEC (le géant industriel japonais de l'informatique et des télécommunications) avec un système d'exploitation Windows 10 (Microsoft, made in USA) version 2017. Entre l'artisanat des rails en bois et les derniers systèmes informatiques disponibles sur le marché, la Corée du Nord opportuniste maîtrise à merveille l'art du camouflage.

« Envoyer des missiles dans le ciel et faire des essais nucléaires souterrains nécessite une parfaite connaissance de l'informatique », souligne avec humour notre accompagnateur en réaction à notre étonnement face à tant de matériel sophistiqué. Chu Myong-gil, encore ému d'avoir serré la main du leader Kim Jong-un lors de sa visite ici l'année dernière, ajoute que le « grand dirigeant a ordonné que nous introduisions les meilleures technologies de l'étranger afin de les adapter à nos besoins, mais sans jamais laisser entrer les idéologies négatives ». Chu reste impressionné par la proximité de ce jeune

leader qui, pour la photo de groupe à la fin de sa visite en 2016, a souhaité se fondre derrière les travailleurs plutôt que trôner au centre de l'équipe.

Son message a de toute évidence été reçu, car le flot de matériel informatique et de composants électroniques entrant en Corée du Nord a été largement sous-estimé depuis une dizaine d'années. Au point que le pays a su développer son propre secteur informatique assez sophistiqué pour contribuer à l'accélération de ses programmes nucléaire et balistique. En dépit des multiples sanctions votées par l'ONU en 2017, auxquelles la Chine s'est associée, des centaines de distributeurs chinois indépendants d'ordinateurs et de microprocesseurs occidentaux n'ont jamais cessé de vendre leurs produits à la Corée du Nord.

À Pyongyang comme dans plusieurs villes de province, le gouvernement ne cache pas sa fierté de pouvoir montrer aux visiteurs étrangers des milliers d'ordinateurs alignés à la cité des Sciences et des Technologies, dans des écoles ou même des jardins d'enfants. Derrière cette exhibition de matériels informatiques disponibles pour les étudiants et les chercheurs se cache une multitude de réseaux d'approvisionnement de produits beaucoup plus sophistiqués. Il suffit de se rendre dans la ville chinoise de Dandong, centre névralgique des exportations chinoises vers la Corée du Nord. Le long du fleuve Yalu dans la province du Liaoning, face à la zone économique spéciale de Sinuiju en Corée du Nord, cette ville de plus d'un million d'habitants concentre tout ce qui se fait de mieux dans le secteur des hautes technologies.

Derrière une enfilade de gratte-ciel au bord du fleuve, restaurants-bars, centres commerciaux et immenses marchés de textile offrent une grande variété de produits prêts à traverser le pont de l'Amitié Chine-Corée du Nord. Dans la banlieue de Dandong des centaines d'entreprises, usines, ateliers font travailler plus de 20 000 ouvriers nord-coréens. Plusieurs bureaux de représentations commerciales nord-coréens ont pignon sur rue, proposent de la main-d'œuvre aux sociétés chinoises, prospectent et ciblent certains produits bien précis à acheter et exporter en Chine. Parmi eux l'informatique : ordinateurs, écrans plats, puces électroniques, logiciels, microprocesseurs... que Pyongyang achète chaque année pour plusieurs dizaines de millions de dollars. La Chine a beau clamer haut et fort qu'elle interdit ces achats et qu'elle contrôle les sociétés ou banques chinoises régionales qui commercent avec le voisin nord-coréen, la perfusion n'a jamais été débranchée. Rien d'étonnant à ce qu'on retrouve exposés aux grandes foires du printemps et d'automne à Pyongyang des stands d'informatique où des ordinateurs « made

in North Korea » (Purun Hanul-Blue Sky) dotés de microprocesseurs étrangers sont vendus à des prix très accessibles.

En consultant certaines archives photographiques officielles, on retrouve des images de Kim Jong-il datant de 2010 en train de visiter l'université de Chimie de Hamhung. On le voit, entouré de ses conseillers et des représentants de cette prestigieuse université de la côte est, en train de discuter avec un professeur assis devant son ordinateur de la marque américaine Dell. Là encore, la communication extérieure nord-coréenne sélectionne ce qu'elle nous donne à voir, mais ne devrions-nous pas être plutôt hantés par ce qu'elle ne nous montre pas ? Alors que la Chine possède à ce jour 202 des 500 plus rapides super-ordinateurs au monde (143 pour les États-Unis), certains transferts de technologies (légales ou illégales) vers la Corée du Nord donnent des sueurs froides aux experts de la prolifération nucléaire, qui redoutent une nouvelle accélération des programmes nucléaires nord-coréens et de leur montée en gamme.

4

De la naissance à la mort,
la propagande sous perfusion

Autour de tables de bois laqué rose layette, deux gamins s'affairent devant un puzzle. Tandis que la fillette remue avec impatience le tas de pièces multicolores, le bambin en culotte courte pointe joyeusement du doigt un morceau en forme de trèfle sur lequel on devine le museau d'un animal à fourrure. La petite fille, énervée, saisit la pièce de bois des mains de son petit camarade et la remplace sans ménagement par une autre, plus carrée, qui semble s'intégrer parfaitement à l'image qui prend forme. Patatras ! le morceau ne colle pas ! « C'est une grenade, pas un museau ! » glapit le petit garçon. Mme Song, l'institutrice, veille. S'asseyant doucement auprès des deux enfants, elle leur montre l'image à reproduire : un adorable hérisson en treillis militaire, tenant un fusil d'assaut, vise un groupe de loups qui détalent derrière un buisson. Éclats de rire. Les bonnes pièces sont aussitôt retrouvées, la gueule du fusil va sur le canon et le museau du hérisson se colle sous le casque kaki.

Nous sommes au jardin d'enfants attenant à l'orphelinat de Pyongyang. Le bâtiment, flambant neuf, a été inauguré en 2014 par Kim Jong-un. Par « orphelin », en Corée, on comprend non seulement les enfants qui ont perdu père et mère mais aussi ceux dont un seul des deux parents est décédé, ou les enfants venant de foyers nécessitant une aide éducationnelle et financière impérieuse : ainsi quand l'un des deux parents est gravement malade, ou encore dans le cas de triplés difficiles à assumer financièrement au quotidien. L'orphelinat joue alors un rôle d'internat, le contact avec la famille est préservé. « Nous devons ouvrir d'autres établissements comme celui-ci, un

par région, nous lance avec fougue sa directrice, et grâce à notre dirigeant, ce sera bientôt le cas. »

Sur les murs peints de couleurs pastel de ce jardin d'enfants modèle, des nounours et des lapins, des écoliers chantant gaiement, des héros de contes traditionnels de Corée, des princesses de Walt Disney alternent avec des images de fusée traversant des ciels étoilés. Tout est fait ici pour créer un environnement gai et rassurant (il y a même un petit train pour la récréation), mais aussi pour développer précocement les dons sportifs (gymnase, piscine), musicaux (instruments, auditoriums), artistiques (salles de danse avec barre et miroirs, de peinture) et académiques (bibliothèques) des petits écoliers. Mais, comme dans tous les pays du monde, les enfants restent des enfants, il faut qu'ils s'amusent et apprennent en jouant. Une immense salle lumineuse est donc consacrée au jeu : le long des murs, des chevaux à bascule multicolores, de grosses balles rondes, des petites voitures à pédales, et dans les étagères, soigneusement alignés, entre les caisses de briques genre Lego, des camions lance-missiles, des jeeps militaires, des tanks, des mitraillettes en plastique et des fusées par dizaines. Ici, dès la maternelle, l'ennemi est connu. « Les *mijenom* – salauds d'Américains – sont des méchants. Nous devons tous les tuer ! » nous dit fièrement un petit bout de chou aux couettes retenues par un chouchou en dentelle. Avant de nous regarder tout à coup l'air interloqué, déclenchant aussitôt le rire amusé (gêné ?) de la directrice de l'école. Nous la rassurons : nous sommes des amis, des Français, rien à voir avec des Américains !

Sur une petite télévision rose passe un dessin animé. *Les Écureuils et les Hérissons* (*daramjiwa goseumdochi*), de Kim Jun-ok, le Walt Disney de la Corée du Nord, produit par les studios d'animation Chosun 4.26 est un hit ici depuis des années. Il ne s'agit pas comme on pourrait l'imaginer d'une version coréenne des contes du Père Castor, mais d'un classique de la propagande destiné aux enfants. L'histoire du pays de la Montagne aux fleurs, peuplé de belettes, de rats et de corneilles, où de petits mammifères, des écureuils (les officiers) et des hérissons (les soldats), aidés par des canards (en uniforme bleu et blanc de marin) défendent leur patrie contre l'agresseur (des chiens, des crocodiles) en interpellant régulièrement leurs camarades (les enfants téléspectateurs). D'épisode en épisode, on voit apparaître au milieu d'explosions et de combats tout à fait réalistes de sournoises et cruelles belettes (les Japonais), des souris et des furets noirs volontiers traîtres à la patrie (les Sud-Coréens) et prêts à espionner pour les belettes, mais désireux

d'être acceptés par le pays de la Montagne aux fleurs (sous la direction du Grand Leader), et des ours bienveillants mais ivrognes (les Russes !). Le message est clair. À partir de 2006, après le premier essai nucléaire du pays, apparurent de nouveaux personnages : des renards et des libellules (les nations occidentales) et des loups (les Américains). Les Sud-Coréens, toujours représentés par des souris, apparaissent bien sûr faibles et miséreux par rapport à leurs frères du Nord, valeureux et intelligents. En quelque 30 épisodes produits entre 1977 et 2012, toute l'histoire de la Corée du Nord depuis la Seconde Guerre mondiale a été retracée. Seuls absents de taille de ce panorama historique et géopolitique : les Chinois.

Ces petits personnages, connus de chacun, nous les retrouvons dans toutes les écoles, tous les jardins d'enfants, sur tous les cartables, les boîtes de crayons de couleur et les albums pour apprendre à lire et à écrire. Une évolution toutefois doit être notée par rapport aux fresques hier encore représentées dans les écoles. En 2002, le hall d'entrée du palais des Enfants de Kaesong était orné d'une peinture gigantesque représentant un soldat coréen écrasant un Américain les yeux exorbités, la tête renversée dans une mare de sang. « C'était trop violent, explique pudiquement Ri, alors directeur du l'établissement. Nous sommes aujourd'hui plus attentifs à la psychologie de nos petits. Mais les enfants doivent intégrer d'où vient le danger et qui nous devons combattre. »

Comment y échapperaient-ils ? À la piscine de la colonie de vacances de Songdowon, sur la côte est, les bouées sont des fusées fabriquées tout près de là, à Hamhung, par des blessés de guerre, dans une usine de produits en plastique de consommation courante. À l'orphelinat des enfants de Wonsan, une fresque montre deux gamins jouant à viser au lance-pierres la tête d'un soldat américain, représenté maigre, blond, le nez busqué, sous un casque marqué des lettres « US ». Sur une autre fresque plus violente, les gamins tapent avec des massues sur ce même Américain. À l'école maternelle de la ferme de Jangchon, l'accent est plutôt mis sur l'essor scientifique du pays avec une fusée Unha décollant entre étoiles et ballons, sous les applaudissements des bambins, avec, au-dessus d'une carte de la Corée unifiée, un slogan en grandes lettres vertes et rouges : « Notre dirigeant est le meilleur ! » À l'hôpital pédiatrique d'Okryu, ce sont les petits malades eux-mêmes qui ont décoré le mur : on y voit Pyongyang, magnifique avec la tour du *juche* et l'hôtel pyramidal Ryugyong, des enfants heureux dans un parc,

mais aussi des missiles, un char, des avions, des bateaux militaires et des orgues de Staline lance-roquettes.

En Corée du Nord, nul n'échappe à la propagande diffusée en boucle du matin au soir dans les restaurants, les hôpitaux, les gares ou sur les écrans gigantesques dressés aux quatre coins des villes. Films patriotiques, documentaires historiques et clips vidéo à la gloire du régime attisent la fierté d'être coréen. Et attisent aussi le *han*. Le *han* est un concept difficilement traduisible profondément lié à l'identité coréenne. Toute l'histoire de la péninsule est en effet faite depuis ses origines d'invasions, d'humiliations qui ont forgé une âme coréenne orgueilleuse et « inébranlable », sentiment fort partagé au sud comme au nord du 38e parallèle. Une âme profondément meurtrie par des siècles de compromissions, de scandales, d'invasions qui donnèrent aux Coréens le sentiment intime d'être dépossédés de leur propre destin. Car au fond, qui se soucie réellement de la Corée et des Coréens, sinon les grandes puissances qui y voient un levier géopolitique crucial ? « Les baleines se battent et les crevettes ont le dos rompu », dit le proverbe. Le partage du pays en deux et la spectaculaire blessure que représente le 38e parallèle, dernière cicatrice de la guerre froide, les tensions actuelles avec Washington, qui finalement s'adressent aussi à Pékin, sont autant de signes que le peuple coréen n'est pas à la barre. De cette histoire douloureuse est né un sentiment unique, le *han*, sorte de rancœur passionnelle, faite de fierté et de tristesse exacerbées face aux injustices du passé, terreau fertile de la littérature, du cinéma tant en Corée du Sud qu'au Nord. Sans misérabilisme toutefois : il s'agit de combattre et non de pleurer. Parmi ces inguérissables blessures, la colonisation japonaise qui a marqué au fer rouge le cœur de chacun. En Corée du Nord, elle est ressassée en boucle sur les écrans de télévision, on y voit et revoit les mêmes images de Harbin à l'époque de l'Unité 731 pendant la guerre, quand des milliers de Coréens furent enfermés dans des camps et utilisés par les Japonais comme cobayes à fin d'expérimentations médicales n'ayant rien à envier dans leur cruauté à celles de Mengele. Documentaires, livres, BD, dessins animés et affiches de propagande font donc revivre ce *han*, en exaltant l'esprit de guérilla, incarné par Kim Il-sung, grand résistant. Les habitants de Pyongyang ont ainsi le « privilège » d'être réveillés chaque matin à six heures par une chanson révolutionnaire écrite par les camarades de lutte de Kim Il-sung et diffusée

par des haut-parleurs. Une sorte de Big Ben local rythmant régulièrement les journées de l'aube à minuit.

Les mêmes phrases, les mêmes slogans sont partout : « Nous n'avons rien à envier au monde », dit le refrain d'une chanson populaire. Nous retrouvons ce slogan à la télévision le soir, dans la voiture en écoutant la radio, sur les murs du réfectoire d'une école, dans le hall d'entrée d'une filature. Le message est martelé, chanté, écrit, récité où que se posent les yeux ou s'ouvrent les oreilles.

Et puis il y a aussi les incontournables slogans visibles depuis le ciel, gravés en lettres gigantesques sur les flancs des montagnes ou dessinés dans la végétation : « unité monolithique », ou « longue vie à notre dirigeant suprême Kim Jong-un ». Et bien sûr les posters omniprésents qui illuminent de taches de couleur les halls d'immeuble, les murs des usines, les cours des fermes coopératives et les bords de route. Très colorées, à dominante rouge ou bleue (les couleurs du drapeau), dynamiques et pédagogiques, souvent empreintes de colère, de rage ou de joie, les images incarnent le message et la position officielle du gouvernement sur différents sujets d'actualité. Il s'agit en effet de véhiculer un message au peuple nord-coréen et de délivrer clairement la position du régime sur les dernières actualités du moment, nationales ou internationales.

Le graphisme hyperréaliste qui évoquait encore il y a quelques mois le style de l'URSS et du bloc communiste, ou encore celui des affiches chinoises de l'ère de Mao, s'est aujourd'hui modernisé sous l'impulsion de Kim Jong-un. Dans les studios d'art de Mansudae, où sont réalisés monuments et affiches de propagande, de nouvelles instructions ont été données pour insuffler une allure plus contemporaine aux œuvres, dans un style se rapprochant de la caricature. Le trait est désormais plus nerveux, jouant de la force d'une calligraphie rageuse et de la beauté pure d'aplats de couleur. Les personnages y sont puissants, en colère, enjoués ou heureux, mais toujours déterminés. Les slogans se résument à quelques mots simples enveloppés dans des adjectifs souvent lapidaires. C'est le but. Le discours doit être transmis, compris, assimilé par tous. Petits ou grands. Très pédagogiques, ces images viennent nourrir les esprits et renforcer le patriotisme du peuple nord-coréen.

En cette fin d'année 2017 une nouvelle vague d'affiches a fleuri partout dans le pays, parlant de guerre, de missiles et de sanctions. Elles sont directement liées à l'actualité et visent clairement le président américain Donald Trump, qui a, selon Pyongyang, « ouvertement déclaré la guerre à la

Corée du Nord » lors de son discours à la tribune des Nations unies, menaçant de « détruire complètement la Corée du Nord ».

« Notre pays est une grande puissance nucléaire et balistique », dit une affiche à l'entrée d'un établissement de bains ; une autre placardée sur la porte du restaurant voisin titre « la réponse de la Corée », une dizaine de missiles fait exploser le Congrès américain avec les mots « guerre préventive », « résolution des sanctions » et « choix de l'option militaire », volant en éclats sur fond de lambeaux de drapeau américain.

L'une des affiches omniprésentes dans le pays représente un char transportant un missile, sous un slogan dont les lettres tracées au pinceau de façon cursive trahissent la spontanéité et la colère : « Il est impossible de nous barrer le chemin vers l'avenir. » C'est sans doute ce poster qui illustre le mieux la politique lancée par Kim Jong-un depuis son accession au pouvoir. Il s'agit là en effet du « char du Byongjin », *byongjin* signifiant « double poussée ». Une théorisation de la politique de Kim Jong-un, axée, on l'a vu, sur la poursuite des programmes de missiles et des tests nucléaires couplée au développement économique, afin que « plus personne ne souffre de la faim ». Une expression issue de son premier discours, en janvier 2012.

« *Byongjin* » est écrit en gros sous le missile, et les chenilles en forme de lettres découpées signifient « édification de l'économie » et « édification de la puissance nucléaire ». Elles écrasent respectivement « les sanctions votées par l'ONU » et « les frappes préventives » (que les États-Unis menacent de lancer).

Toutes ces affiches, ces slogans, ces chansons expriment la réponse du régime et donc du peuple nord-coréen, plus déterminé et uni que jamais pour se battre et résister face à l'agresseur américain. Qu'il s'agisse de chars transportant des missiles, d'ouvriers et d'ingénieurs brandissant le glaive du *juche* ou de mignons écureuils combattant de vilains loups, le message reste le même pour tous, de la naissance à la mort. Combattre l'ennemi américain par ses propres forces afin d'assurer l'existence du pays. Un sentiment permanent depuis la fin de la guerre de Corée en 1953. Un diplomate nord-coréen rencontré sur place résume très bien la situation en quelques mots : « Nous sommes les seuls au monde à résister. »

II

Une stratégie de guérilla

1

Les racines de la haine

« Ils ont séparé les mères des enfants. Puis ils nous ont enfermés dans un abri antiaérien gelé et humide. D'abord nous avons eu très froid. C'était une ancienne glacière. Les petits pleuraient. Puis la chaleur est devenue telle que nous avons demandé de l'eau. Quelque chose à boire ! Il y avait des bébés qui hurlaient dans les bras de leur sœur. Des tout-petits. Le bruit a couru qu'ils versaient du liquide par une ouverture. “Water !” Et puis tout à coup il y a eu un grand bruit d'explosion. Des cris. Des hurlements. J'étais dans un coin enroulé dans une couverture. J'ai été protégé par les autres corps. J'ai perdu connaissance. » Le vieil homme tremble et montre un angle de la pièce. « J'étais là ! » Son histoire, il l'a racontée cent fois, à tous les groupes scolaires qui viennent visiter le musée des Atrocités américaines de Sinchon à 70 kilomètres au sud de Pyongyang, et s'arrêtent dans l'ancienne glacière où, le 7 décembre 1950, 102 enfants moururent brûlés vifs. Les mères subirent le même sort. En tout 400 femmes reposent sous un tumulus à quelques pas du monticule funéraire des enfants. La colère et la douleur du souvenir font briller de larmes les yeux du vieil homme. Dignement, il poursuit : « Ces salauds d'Américains avaient versé du kérosène. Puis ils ont jeté une grenade et tout s'est embrasé. Seuls trois d'entre nous ont survécu. J'étais le plus petit des trois, je venais de fêter mes cinq ans. »

Chu Sang-won nous dit qu'il témoigne pour que personne n'oublie « les leçons du sang de la terre de Sinchon » (ce sont les mots inscrits sur le fronton du musée). Il raconte que son père, Chu Chun-il, un simple ouvrier, a été attaché à deux chevaux et écartelé. Comme au musée du Génocide de Tuol Sleng, à Phnom Penh, les survivants parlent aux visiteurs. « Des trois enfants rescapés, il n'y a plus que moi et la fillette qui avait neuf ans à

l'époque. Elle a longtemps travaillé à Pyongyang dans un supermarché. L'État nous a beaucoup aidés. Moi j'ai pu fonder une famille. J'ai trois enfants. Je veux qu'ils sachent car nous sommes vieux... » Avant de nous conduire à ce musée, notre accompagnateur nord-coréen nous avait prévenus : « Ce que vous allez voir n'est pas fait pour les âmes sensibles, mais c'est important pour comprendre ce qu'ont fait les Américains à notre pays. Comment peut-on commettre de telles atrocités ? » Puis il ajoute : « Vous savez, en temps de guerre, il y a une forme de respect qui s'instaure face à une troupe ennemie. Les Américains ont définitivement détruit cette confiance. »

Dans ce musée fondé au lendemain de la guerre par Kim Il-sung, puis rénové en 1998 par Kim Jong-il, restauré enfin et reconstruit en 2015 à son emplacement actuel sur ordre de Kim Jong-un, pas une salle qui n'évoque l'horrible massacre de Sinchon qui entre le 17 octobre et le 7 décembre 1950 fit 35 383 morts. « Au bas mot, précise Chu, entre 1988 et 1989, on a découvert un nouveau charnier dans la montagne : plus de 249 cadavres ont été déterrés d'une tranchée de neuf mètres. Il y avait une couche de terre de 40 centimètres d'épaisseur, imprégnée d'huile humaine. Lors des derniers travaux, en déplaçant la tombe des Patriotes et ses 6 130 morts, on est tombé sur une cinquantaine d'autres corps. »

Le massacre, nous dit-on, a été systématique et d'une violence inouïe : villageois jetés du haut d'un pont, femmes enceintes éventrées, enterrées vivantes avec leurs enfants ou énucléées. « On a retrouvé des crânes avec des clous enfoncés dans les orbites. » Un groupe d'hommes et de femmes observe en silence les photos d'ossements humains présentées dans une vitrine. Images, reconstitutions, témoignages rythment la visite mémorielle de cet Oradour-sur-Glane nord-coréen. Les salles se succèdent jusqu'à ce qu'apparaisse le coupable représenté par une statue de cire : grand, maigre, blond, le nez crochu. Mais il n'y a qu'une seule photo de ce « commandant américain d'une unité de renseignement », de dos : D. Madden Harrison. Personne ne sait ce qu'il est devenu. « Un criminel et un lâche, précise Chu, il a fui. »

Ce massacre a bel et bien existé, tous en conviennent, mais si les Nord-Coréens en attribuent la responsabilité aux Américains, les Sud-Coréens pensent, eux, qu'il s'agirait d'un règlement de comptes entre Coréens. Le romancier sud-coréen Hwang Sok-yong, qui s'est rendu à Sinchon en 1989, raconte dans son roman *Sonnim* (*L'Invité*), que ce sont des chrétiens de Corée du Sud fuyant les attaques et des communistes opposés à Kim Il-sung qui

perpétrèrent ces atrocités. Les Nord-Coréens, de leur côté, n'excluent pas que des factions opposées se soient aussi battues : « À Sinchon, les Coréens ont été trahis par d'anciens propriétaires terriens. Notre président Kim Il-sung leur avait donné une chance mais ils ont aidé Harrison. »

Les historiens restent partagés car en ce tout début de la guerre de Corée régnait sur la péninsule un climat malsain et violent : chasse aux sorcières, délation, exactions et vengeances attisaient une peur fratricide. La Corée du Sud élimina systématiquement les communistes et tous ceux pouvant être suspectés de soutenir le régime de Pyongyang. Les massacres de civils se multiplièrent, notamment dans les premières semaines du conflit. Plusieurs centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, fuyant les combats furent ainsi exécutés par un bataillon du 7e régiment de cavalerie des États-Unis à Nogeun-ri dans la province du Chungcheong du Nord. Après la deuxième bataille de Séoul reprise par les Américains, à la veille de l'intervention chinoise aux côtés de la Corée du Nord, la police sud-coréenne commet elle aussi plusieurs massacres pour lesquels le gouvernement sud-coréen a aujourd'hui présenté ses excuses : ainsi en octobre 1950, dans la grotte de Geumjeong à Goyang et à Namyangju, où furent exécutés respectivement 153 et 460 civils soupçonnés de sympathie pour les rouges. Inversement, au Nord, l'évacuation massive de Hungnam en décembre 1950 entraîna là encore d'horribles représailles contre ceux qui avaient collaboré avec les forces américaines et onusiennes.

Alors, réécriture de l'histoire ? Révisionnisme ? Les larmes du vieux M. Chu sont bien réelles, témoin d'une période trouble qui alimente la haine que portent les Nord-Coréens, jeunes ou vieux, aux Yankees. Ces derniers sont représentés, dans un livre d'histoire destiné aux écoles primaires, la fourchette piquée dans le globe terrestre, prêts à le dévorer. Aujourd'hui encore, la guerre et ses atrocités sont autant de braises ardentes dans les consciences. Pas un Nord-Coréen qui ne soit hanté par les images de la guerre ressassées en boucle à la télévision. Pas un Nord-Coréen dont la famille n'ait été décimée pendant les combats. « En juillet 1950, ils ont lâché du napalm sur Hungnam et début août les B-29 ont réduit en cendres des dizaines de villes et de villages près de la frontière chinoise », nous explique Song, une vieille dame qui a longtemps enseigné l'histoire dans un collège de Nampo. Rencontrée par hasard dans un parc de la capitale, où elle va danser régulièrement avec d'autres vétérans, elle parle d'une voix fluette comme une enfant. « Mes parents sont morts pendant le largage des bombes. Ma petite

sœur aussi. Elle avait quatre ans. Moi, dix. Nous avions tellement peur de brûler nous aussi. Nous avons vécu l'enfer, mais ce n'était rien par rapport à ce qui allait suivre. (Après l'intervention chinoise) en décembre 1950, les États-Unis ont laissé libre cours à leur nature diabolique. » De juin à fin octobre 1950, les B-29 américains déversèrent 3,2 millions de litres de napalm. Du napalm pur auquel il était impossible d'échapper. Des centaines de villages furent rayés de la carte.

Brûler et détruire devient alors la devise des États-Unis. Quand le commandant des Pacific Air Forces, George E. Stratemeyer, s'enquiert en 1950 des priorités auprès de McArthur – doit-il réduire en cendres Kanggye, ville considérée comme un repaire de communistes ? –, celui-ci répond : « Strat, brûlez et détruisez autant que vous le voulez. Ce sera une leçon pour les autres villes ! »

Relire sans cesse, regarder, écouter les récits, les images, les cris de la guerre permet d'entretenir le feu de la colère contre les cruels impérialistes américains et de cimenter tout un peuple derrière son sauveur. Les destructions américaines en Corée, peu connues aux États-Unis, expliquent la profondeur du ressentiment. Blaine Harden, journaliste au *Washington Post*, souligne : « Cette haine est enracinée dans une histoire factuelle que la Corée du Nord ressasse comme une obsession et que les États-Unis oublient aveuglément. » L'historien Bruce Cumings, directeur du département d'histoire à l'université de Chicago, est lapidaire : il ne s'agit pas d'une guerre « oubliée », mais d'une « guerre inconnue, probablement l'un des pires épisodes de violence américaine sans retenue contre un autre peuple, mais aussi celui que le moins d'Américains connaissent ».

Lors d'une interview en 1984, le général Curtis LeMay, à la tête des forces aériennes stratégiques pendant la guerre de Corée, déclarait : « En l'espace de trois ans, nous avons supprimé 20 % de la population nord-coréenne. » Dean Rusk, qui deviendra secrétaire d'État en 1961, ajoute : « Nous avons bombardé et détruit tout ce qui bougeait en Corée du Nord mais aussi chaque brique empilée sur une autre brique. » Hommes et bâtiments. « À la fin nous n'avions plus de cibles. » Moins de trois semaines après l'attaque initiale de Kanggye, dix villes avaient été incendiées, parmi lesquelles Hoeryong (détruite à 90 %), Kanggye (75 %), Sinuiju (60 %). Selon un Conrad Crane, auteur de *American Airpower Strategy in Korea, 1950-1953*, l'armée de l'air américaine « provoqua une destruction terrible dans toute la Corée du Nord. L'évaluation à l'armistice des dégâts provoqués par les bombardements révéla

que sur les 22 villes principales du pays, 18 avaient été au moins à moitié anéanties ». Les grandes villes industrielles de Hamhung et de Hungnam avaient été détruites à 80-85 %, Sariwon à 95 %, Sinuiju à 100 %, le port de Chin Nampo à 80 % et Pyongyang à 75 %. Plus de 900 000 tonnes de bombes ont été larguées durant cette guerre de Corée, soit deux fois plus que durant la Seconde Guerre mondiale.

Cette guerre « inconnue » inscrite dans la mémoire collective du peuple coréen a été grandement ignorée par les Américains. Passée sous silence, elle est à l'origine de la méfiance des Nord-Coréens envers les États-Unis, et de leur besoin impérieux d'être rassurés par un pacte de non-agression sur la péninsule. Aux yeux des Coréens, l'avidité des Américains est à l'origine de tous les maux de la région, à tel point que dans la langue courante « ben, oui je suis américain ! » signifie « forcément, c'est ma faute » ! ». Mais ce ressentiment puise ses racines plus loin encore que la guerre de Corée, dans les dernières années de XIXe siècle, quand les puissances internationales, qui jusqu'ici ne s'étaient intéressées qu'à la Chine et au Japon, tentèrent d'approcher la Corée afin de nouer des relations commerciales. Le gouvernement resta sourd aux propositions d'ouverture et, sous la direction du Daewongun, régent de 1863 à 1873, le royaume adopta une politique xénophobe et isolationniste. En 1884, des stèles furent érigées à chaque croisée de chemins, gravées de ces mots : « Non à l'invasion des barbares d'Occident ; signer une paix avec eux, c'est vendre le pays. » Le royaume ermite ne s'ouvrira qu'à la toute fin du XIXe siècle, littéralement « violé » par les puissances internationales.

En vain, les demandes se firent pressantes et les navires étrangers se présentèrent les uns après les autres dans ses eaux territoriales : les Anglais, puis les Français, les Russes et les Prussiens et, enfin, les Américains. La Corée se crispa : l'exemple de la Chine pieds et poings liés par l'opium, le sac du palais d'Été à Pékin, la fuite de l'empereur avaient déclenché une psychose d'invasion. Le 7 juin 1866 un bateau américain, le *General Sherman*, se présenta à l'embouchure du fleuve Taedong pour faire du commerce. Malgré le refus des autorités coréennes, bien décidé coûte que coûte à pénétrer dans le pays, le bâtiment américain profita de la marée haute pour avancer jusqu'à Pyongyang. C'est alors que, ce dernier étant coincé au milieu du fleuve par les eaux qui avaient baissé, la situation dégénéra entre Coréens et Américains pris au piège dans les eaux. Tous les Américains furent tués ainsi que sept Coréens.

L'incident est historique, connu de tous les Nord-Coréens car, selon l'histoire officielle, c'est le grand-père de Kim Il-sung, Kim Ung-u, qui aurait commandé l'attaque finale contre la goélette américaine. Du haut de la colline de Mangyeondae, où se trouve la chaumière où Kim Il-sung vit le jour, a été érigé un joli pavillon au toit de tuiles doucement relevé aux angles. La jeune femme en costume traditionnel qui nous fait visiter le lieu nous indique de la main l'endroit au milieu du fleuve où le *General Sherman* s'enlisa. « Cet incident marque le début de l'invasion américaine en Corée. Déjà à l'époque, les Américains pénétraient nos eaux territoriales sans autorisation. Ils ont violé les femmes, saccagé des villages et retenu des Coréens en otage. Cela montre leur incroyable arrogance. Mais nous les avons repoussés, en 1868 de nouveau et en 1871 ! Chaque fois ils ont essayé de nous envahir ! Il ne faut pas non plus oublier que c'est aussi de leur faute si nous avons été livrés à l'avidité japonaise en 1905 ! »

La jeune femme fait allusion à l'accord secret signé à Tokyo le 29 juillet 1905 entre le secrétaire à la Guerre américain William Howard Taft et le Premier ministre japonais, le comte Katsura Taro. Les deux États s'étaient entendus pour partager leur sphère d'influence en Asie : l'accord stipule que le Japon reconnaît la domination américaine sur les Philippines et qu'en échange les États-Unis entérinent celle du Japon en Corée. Prélude funeste à la mise sous protectorat de la Corée en novembre de la même année, puis à la Conférence de la paix à La Haye, en 1907 qui malgré les efforts du roi Gojong pour arracher son pays aux griffes du Japon, se solda par un échec. Comble de l'humiliation, la délégation coréenne se vit même refuser l'accès à la conférence, sous le prétexte qu'elle avait perdu son indépendance diplomatique ! En 1910, la Corée était définitivement annexée par le Japon. S'ensuivra l'histoire que chacun connaît : le joug colonial nippon en Corée de 1910 à 1945 ; la capitulation du Japon en 1945 et le partage du pays au niveau du 38^{e} parallèle, Soviétiques au nord, Américains au sud ; l'organisation d'élections en 1948 sous le contrôle des États-Unis au Sud qui imposent un régime militaire en s'appuyant sur les collaborateurs coréens au régime colonial nippon ; la proclamation de la République populaire démocratique de Corée au Nord le 9 septembre de la même année avec à sa tête un jeune homme repéré par les Soviétiques pour son aura de résistant contre les Japonais, Kim Il-sung. Et enfin, début de la guerre de Corée le 25 juin 1950, prolongement sanglant et logique de la guerre froide entre l'URSS et les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

2

La DMZ, au cœur de la blessure coréenne

À travers les jumelles ultra-puissantes apparaît soudain le drapeau nord-coréen, flottant au sommet d'une haute tour d'acier qui domine le « village de la propagande », décor de maisons basses aux fenêtres opaques. Un village fantôme d'où surgit, au centre, une immense statue du père fondateur de la nation nord-coréenne, Kim Il-sung. Pas âme qui vive sur cette morne plaine. Plus loin dans la brume on devine les contours de la ville nord-coréenne de Kaesong. Ses usines de la zone industrielle du même nom ont été vidées de ses 50 000 ouvriers nord-coréens et de ses 300 patrons sud-coréens depuis mars 2016 au lendemain du quatrième test nucléaire souterrain nord-coréen. Là encore, en ce dimanche d'hiver, pas un souffle humain...

Du sommet de l'Observatoire de Dora, à la limite de la frontière entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, en plein cœur de la zone démilitarisée (DMZ) on pourrait se croire durant un court instant... en Corée du Nord. Le fantasme illusoire d'effleurer la réalité du « pays interdit » se réalise. Frisson assuré mais de très courte durée. Une fois la plaine nord-coréenne balayée par les jumelles, le petit groupe de touristes sud-coréens partis à l'aube de Séoul, distante de 40 kilomètres, pour un tour sur la « frontière la plus militarisée au monde » doit vite remonter dans le bus.

La quinzaine de retraités, les deux mamans avec leurs enfants et un jeune couple écoutent le chauffeur annoncer la prochaine étape : « Le 3e tunnel, creusé par les Nord-Coréens pendant des années, découvert à la fin des années 1970, devait servir pour envahir notre pays. » Une petite vidéo accompagne ces paroles inquiétantes, nouveau frisson assuré à propos d'un état de guerre permanent depuis le cessez-le-feu de 1953.

La maman explique à ses deux garçons plusieurs épisodes de l'histoire de leur pays : « Occupation japonaise... influence soviétique et américaine... guerre de Corée... division... séparation... armistice... frontière... nation coréenne coupée en deux. » À l'entrée du tunnel, hôtesses d'accueil, guides, haut-parleurs, vestiaires. Tout est parfaitement rodé pour accueillir chaque jour « plus de 3 000 touristes. Une majorité de Chinois, puis les Sud-Coréens et une honnête présence occidentale », explique Han Sung-in, responsable de l'accueil.

« Depuis plusieurs mois, avec la crise provoquée par la Corée du Nord, les chiffres ont un peu baissé, reconnaît-elle. Mais avec les beaux jours ça va repartir. » Plus d'une vingtaine d'autocars attendent la sortie des touristes-taupes qui se précipitent dans l'auditorium pour un petit film de sept minutes. « Allez-y, crie un guide à des touristes chinois, c'est notre histoire ! L'histoire de notre pays déchiré ! »

Le bombardement d'images et surtout la bande-son donnent l'impression que la guerre va éclater incessamment : tunnels, scénarios d'invasion des « communistes nord-coréens », Séoul menacée, soldats du Sud prêts à riposter... Le groupe de retraités, venu du grand port de Busan, sort en rigolant et court rejoindre le magasin de souvenirs pour acheter des bibelots ou bien du riz de la DMZ, « moins pollué, plus pur ». « Je ris, car je viens ici pour la seconde fois. C'est pour moi un loisir de se promener dans la nature près de la frontière... La guerre, c'était autrement plus dramatique. »

Nous avons visité ce même tunnel au début des années 1980. En pleine guerre froide. La tension à cette époque était autrement plus palpable. Pas d'hôtesses, ni de petit film mais l'obligation de porter un casque. Pas de rires ni de plaisanteries, mais des respirations courtes et des larmes retenues ainsi que, totalement insolite au cœur de l'obscurité, le pépiement d'une mésange enfermée dans une cage dorée, elle-même pendue à la voûte par un petit ruban façon paquet-cadeau. Son rôle, du temps où la technologie était moins avancée qu'aujourd'hui : alerter la sentinelle avant tout le monde d'une éventuelle présence de gaz dans l'air... À cette époque la Corée du Sud avait déjà découvert trois tunnels (un dernier plus sophistiqué sera repéré en 1990), et les Coréens nourrissaient le fantasme terrifiant d'une armée nord-coréenne qui chaque jour se déverserait, soldat après soldat, anonymement dans les dédales des souterrains encombrés de boutiques du métro de Séoul...

Sous le soleil d'hiver de la péninsule, les images contradictoires s'entrechoquent. Un circuit touristique sur des petites routes semées de miradors avec sentinelles, barrages, saluts des militaires en faction, abris souterrains, couleurs kaki mêlées aux arbres et aux rizières, et en ce dimanche, dans la cour d'une des nombreuses casernes de cette frontière (249,4 kilomètres de barbelés, champs de mines, caméras) considérée comme l'une des plus dangereuses et explosives du monde, des soldats... en plein match de foot. Des photos de soldats jouant au golf à proximité de la DMZ diffusées il y a quelques mois ont fait scandale à Séoul... Lors d'un précédent reportage sur ce lieu historico-touristique en compagnie de GI's américains, le caporal Butts nous avait présenté « le golf à un seul trou le plus dangereux de la planète, entouré sur ses trois côtés de la Corée du Nord communiste ». Et de nous prévenir : « Je vous recommande très sérieusement de ne pas courir ni de faire de gestes brusques qui pourraient faire croire que vous sortez une arme de votre poche. Cela pourrait être interprété comme une provocation agressive de la part des soldats nord-coréens qui nous observent à chaque instant et vous risqueriez de vous faire tirer dessus... »

Proférés avec un tel aplomb, ces ordres-consignes laissent penser qu'une invasion militaire nord-coréenne est imminente. Pourtant on ne voit rien. Il suffit de savoir que la menace est bien là, invisible, d'autant plus effrayante. En bon guide assermenté, le caporal Butts débite son discours mécaniquement « En face de vous, plus d'un million de soldats communistes sont prêts à tout moment à passer à l'action », et n'a rien à envier aux guides nord-coréens qui assènent leur propre vérité sur le même ton convaincant.

Atmosphère similaire de l'autre côté de la DMZ mais ici, à quelques kilomètres de Kaesong, sur le versant nord-coréen, les touristes se font rares, quelques Russes et Occidentaux, on parle beaucoup de réunification. Face à l'entrée du musée de la Paix, où fut signé l'armistice, une stèle annonce la couleur : « C'est ici le 27 juillet 1953 que les impérialistes américains se sont mis à genoux devant l'héroïque peuple coréen pour signer l'armistice de la guerre qu'ils avaient provoquée le 25 juin 1950. »

Au cœur de la Joint Security Area (JSA), voir de « l'autre côté » les célèbres trois baraques bleues sans avoir le droit de traverser la minuscule marque de béton dans le gravier qui marque la frontière entre le Nord et le Sud a quelque chose de surréaliste. Ces baraques nous les avons visitées plus d'une fois, mais côté sud. Ces soldats en bonnet à fourrure, jumelles au poing,

visage impassible, nous les avons souvent regardés depuis le Sud. En ce début d'hiver, il y a si peu de touristes côté Nord que la visite que nous effectuons est presque privée. Le calme règne côté sud-coréen, où la sécurité autour d'une délégation américaine de passage a éloigné les touristes. « En face de vous, les armées américaine et sud-coréenne prêtes à passer à l'action. » Côté Nord, l'atmosphère est chargée d'émotion. L'officier en charge de la visite nous rappelle ce qu'est l'Opcon, soit le transfert du commandement des troupes conjointes américano-sud-coréennes aux États-Unis en cas de guerre. « Les Sud-Coréens ne maîtrisent rien. » Le ton est méprisant. À l'intérieur des baraquements bleus, rien ne semble matérialiser la frontière. Une petite réflexion fuse, sur le ton de la plaisanterie, alors que nous nous rapprochons de la porte du fond, vers le Sud, gardée par un soldat en armes : « Vous venez de passer en Corée du Sud, vous savez, c'est un crime de haute trahison. » « Mais qui tirerait ? Le Nord ou le Sud ? » Tout le monde rit. La sentinelle n'a pas bronché.

Si les relations entre les deux Corées n'étaient pas aussi périlleuses qu'aujourd'hui, on se prendrait à sourire en imaginant le nouveau leader nord-coréen Kim Jong-un préparant une attaque terrestre contre le Sud un dimanche. Juste au moment où des milliers de touristes viennent respirer le bon air pur de la frontière, tandis que les soldats jouent les gentils organisateurs pour les groupes débarquant sans arrêt. « Pour nous, c'est du tourisme, assure un cadre commercial sud-coréen d'une compagnie aérienne, la quarantaine, venu à Imjingak et Dorasan avec des amis. Aucune raison d'avoir peur. Ici, c'est calme. Le régime nord-coréen n'attaquera jamais, car il se fera écraser par les armées sud-coréenne et américaine. »

À ses côtés, son épouse hoche la tête mais exprime un sentiment plus délicat : « Ici, tout le monde s'amuse. On se promène, on rigole, néanmoins je ne peux m'empêcher de réaliser que c'est le symbole de la division de notre pays depuis longtemps. Une blessure que chacun ressent au fond de son cœur. » Surréaliste zone démilitarisée, vestige d'une guerre froide toujours vivante ici, sorte de musée du présent, figé, presque dépassé par les événements. Au point que les cœurs qui souffrent depuis si longtemps de cette plaie ouverte ne redoutent même plus une nouvelle guerre.

Pourtant cet espace géographique unique sur la planète n'a jamais aussi mal porté son nom. Cette « Zone démilitarisée » depuis la signature de l'armistice entre la Corée du Sud et la Corée du Nord en 1953 concentre en réalité des

dizaines de milliers de soldats de part et d'autre de la frontière, des champs de mines, des miradors et des bataillons de troupes terrestres prêts à se lancer dans une seconde guerre de Corée si l'ordre en est donné. Plus d'un million de soldats côté nord-coréen, 650 000 soldats sud-coréens et 37 000 soldats américains côté sud-coréen. Avec le temps, tout le monde a oublié que cet armistice fut signé entre l'armée de l'ONU d'une part et celle du Nord accompagnée de quelques volontaires chinois, mais sans aucun représentant de la Corée du Sud qui avait qualifié l'accord de « formule destinée à pérenniser la division de la péninsule ». Le fameux *han* né de ce sentiment intime d'avoir toujours été une nation écartée de l'histoire reste tristement d'actualité.

La clause principale de cet armistice spécifiait que les deux adversaires devaient reculer leurs troupes de deux kilomètres par rapport à la ligne de front, sur le 38e parallèle, créant ainsi une zone démilitarisée allant de la mer Jaune (à l'ouest) à la mer de l'Est (à l'est). Le seul point de contact entre Nord et Sud était fixé à Panmunjom, au cœur de la zone, où se sont déroulés les pourparlers d'armistice pendant deux ans, jusqu'en 1953.

Aujourd'hui encore, avec une invitation spéciale, on peut se rendre dans les baraquements militaires sur la *Military Demarcation Line* (MDL), ancienne ligne de front matérialisée par une suite de pancartes jaunes portant, face au sud, des inscriptions en anglais et en coréen et, face au nord, en coréen et en chinois. La DMZ devait être en principe une zone sans soldats ni armements, mais il n'en est rien. En dépit de multiples escarmouches sur cette frontière depuis 1953, de guerre psychologique nourrie d'intimidations sonores à travers la diffusion de musique ou slogans anticommunistes d'un côté ou anticapitalistes de l'autre, aucun conflit ouvert n'a éclaté depuis maintenant plus de soixante ans. Comme si cette zone singulière exprimait la rage commune ou la douleur d'une blessure profonde que personne ne veut aggraver jusqu'à déclencher un conflit.

La dernière frayeur remonte au mois de novembre 2017 quand un soldat nord-coréen a fait défection au Sud en traversant à pied la ligne de démarcation dans la Joint Security Area (JSA). Quatre soldats nord-coréens lancés à sa poursuite ont ouvert le feu, le blessant grièvement. Il a été immédiatement hospitalisé. Le niveau d'alerte a été élevé, aucun mouvement suspect n'a été observé au Nord et la situation n'a pas dégénéré. Une enquête a été ouverte pour savoir si les soldats nord-coréens avaient tiré avec des fusils d'assaut de type AK-47 kalachnikov, armes interdites dans la JSA selon

la convention d'armistice. En 2016 déjà le commandement onusien avait protesté car l'armée nord-coréenne avait installé des mines près du pont dit « de non-retour » situé à l'ouest de la JSA, qui avait servi de lieu d'échange de prisonniers pendant la guerre de Corée.

Les Nord-Coréens fuyant leur pays le font massivement en traversant la frontière chinoise au nord de leur pays et seulement six cas de défection militaire à travers la JSA ont été enregistrés depuis la fin de la guerre. En septembre 2013, c'est un soldat sud-coréen qui a été abattu par ses frères d'armes pour avoir tenté de rejoindre le Nord. En 1976 quatre soldats américains se sont fait massacrer à la hache par une patrouille nord-coréenne pour avoir voulu élaguer un peuplier trop proche de la zone ennemie. Alerte maximale et mobilisation générale déjà, mais la guerre n'a pas éclaté.

Affrontements ou provocations militaires n'ont jamais cessé depuis plus de soixante ans maintenant. Au-delà des tirs de missiles ou des essais nucléaires vus comme des provocations par les voisins, la Corée du Nord n'a pas hésité à lancer des bombardements nourris sur l'île sud-coréenne de Yeonpyeong le 23 novembre 2010. L'incident militaire considéré comme le plus grave depuis 1953. Bilan au Sud : quatre morts (dont deux civils), treize blessés, des dizaines de maisons détruites et de bâtiments militaires réduits en cendres. Aujourd'hui plus aucune trace des dégâts n'est visible. Reconstruites en moins d'un an par le gouvernement, les maisons touchées sont toutes en brique rouge parfaitement identifiable, « afin de bien se souvenir de la violence de l'agression des obus ». La population reste traumatisée par l'évacuation de l'île vers Séoul pendant six mois. Beaucoup ne sont pas revenus. Les forces militaires stationnées ici ont été triplées, mais leur nombre reste un « secret d'État ». Les exercices militaires quotidiens, fusils, canons, haut-parleurs se sont intensifiés depuis. Cette île de garnison peuplée de 2 000 habitants, à trois heures de bateau du grand port d'Incheon, d'où on aperçoit clairement les côtes nord-coréennes, plus proche de la Corée du Nord que de la Corée du Sud, se trouve en effet juste au sud de la NLL (*Northern Limit Line*), prolongement maritime de la DMZ en mer Jaune mais très légèrement au nord de la ligne de partage (*Inter-Korean MDL*) revendiquée par Pyongyang. Avant d'être définitivement incluse en Corée du Sud, l'île de Yeonpyeong a appartenu à la Corée du Nord au lendemain de la guerre. Ce qui fait dire à certains sur l'île que la moitié de la population espionne pour le Nord. « Nos troupes essaient de décrypter les activités nord-coréennes, mais nous restons dans le brouillard, nous expliquait il y a quelques années un officier sud-

coréen ayant fait ses études aux États-Unis. Nous avons l'impression qu'eux savent tout sur nous, ce que nous faisons, construisons, préparons. » Dans le nord de l'île, un site commémore les six morts de la « guerre des crabes » de 1998 et de 2002 durant laquelle des navires de guerre ont dû intervenir, car des pêcheurs nord-coréens avaient franchi la frontière maritime. Aux six photos des défunts sont venues s'ajouter celles des deux soldats morts sous les bombardements de 2010. Ici les souvenirs de guerre s'accumulent et s'enracinent dans les esprits, comme si le destin national coréen s'incarnait en miniature sur ce petit territoire insulaire de 17 kilomètres carrés, ballotté par l'histoire, blessé mais jamais vaincu. En attendant une paix improbable, Yeonpyeong se militarise de façon plus intense : nouvelles casernes, bunkers, abris antiaériens, collines perforées où s'installent canons et stations radar. Invisibles, camouflées, enterrées, comme au Nord. Aujourd'hui, plus de quatre bâtiments militaires croisent en permanence au large. Le nombre de militaires a déjà doublé depuis 2010 et certains habitants pensent qu'ils pourraient être plus nombreux que les civils.

Retour sur la péninsule, où la frontière terrestre n'a jamais cessé de vivre dans la peur d'une guerre. Mais à ces éclats de nature militaire sur la DMZ s'ajoute une intense activité de propagande. Ainsi « la guerre des haut-parleurs » : du Nord proviennent musique militaire et louanges au régime des Kim et du Sud des messages de liberté, de démocratie, de la musique américaine et de la K-pop diffusée à pleins tubes. À cette compétition de décibels s'ajoute « la guerre des arbres de Noël » : régulièrement, à l'approche des fêtes de la Nativité, l'armée sud-coréenne installe des sapins géants illuminés, surmontés d'une croix chrétienne lumineuse, visibles depuis la ville de Kaesong au Nord. Enfin « la guerre des ballons » : des ONG sud-coréennes conservatrices et ouvertement anticommunistes organisent des lâchers de tracts dénonçant la dictature dans l'espoir de toucher les populations locales nord-coréennes. Inversement, depuis la Corée du Nord viennent des cargaisons d'imprimés transportés par des ballons d'hélium, dotés de minuteurs qui contrôlent le moment de leur explosion au-dessus du territoire sud-coréen. Il y a plus de dix ans, un accord entre Pyongyang et Séoul avait théoriquement mis fin à cette guerre de déstabilisation psychologique, mais au gré des tensions, toujours plus intenses ces derniers mois, il n'a jamais été respecté.

Vestige d'une guerre froide toujours bien réelle, séquelle de l'histoire fossilisée, la DMZ est le musée d'un présent qui s'enracine depuis 1953. De l'autre côté de cette frontière, au Nord, la lecture de l'histoire ne diffère pas vraiment si ce n'est que les acteurs sont inversés. « Le déclenchement de la guerre de Corée est le fait des Américains et de la Corée du Sud », nous explique notre guide soudain embarrassé. Ce jeune militaire habitué aux délégations étrangères « d'importance », à qui il fait visiter la DMZ, semble dérouté tout à coup de devoir effectuer la visite en coréen plutôt qu'en anglais. Nous insistons. Il hésite quelques instants en prononçant son discours, comme si « salauds d'Américains », en anglais « *imperialist bastards* », sonnait moins agressivement que le mot coréen « *mijenom* » qui lui fait soudain réaliser qu'il a devant lui des Occidentaux qui ont fait l'effort d'apprendre sa langue et de venir l'écouter. « Les Américains ont commencé l'invasion de la Corée dès 1866, ainsi que l'atteste l'intrusion du bateau *General Sherman* dans les eaux territoriales du royaume de Corée. Ils ont poursuivi cette politique au lendemain de la libération du pays de l'occupant japonais le 15 août 1945. Mais notre président éternel Kim Il-sung, qui avait une compréhension profonde de la situation et de l'intérêt des grandes puissances, a aussitôt su que la paix ne durerait pas sur la péninsule. À l'aube du 25 juin 1950, sûres de leur victoire prochaine, les marionnettes sud-coréennes, sur l'instigation du commandement américain, ont lancé une première attaque en pénétrant de deux kilomètres à l'intérieur de notre patrie, au-delà du 38e parallèle... »

Notre guide s'enhardit. Soudain très à l'aise, il nous demande ce que nous pensons des manœuvres pluriannuelles américano-sud-coréennes qui ont récemment repris sur la péninsule. « En avril 1950, d'importants exercices militaires conjoints ont eu lieu. Quand autant de troupes sont rassemblées à un moment T, en position de guerre, l'attaque est facile, car toutes les conditions sont réunies... Comment peut-on imaginer que les États-Unis n'ont pas préparé cette offensive alors que le 17 juin, John Foster Dulles s'était rendu à Séoul afin d'inspecter les troupes sud-coréennes le long du 38e parallèle sur l'ordre de Truman qui voulait estimer l'état de leur préparation ? » En l'espace de quelques instants, le message semble clair. D'ailleurs, de nombreux analystes s'accordent à penser que l'un des meilleurs moments pour que les Américains lancent une attaque « surprise » de nos jours pourrait être à l'occasion de manœuvres qui par leur régularité

finalement semblent presque inoffensives alors que la concentration en troupes, en armement représente un véritable avantage stratégique.

À l'extrême est de la DMZ, côté nord-coréen, beaucoup moins connu et visité, la zone est tout aussi massivement militarisée qu'au Sud. Routes balisées de hauts barbelés, plantées de massifs blocs de béton bourrés d'explosifs afin de bloquer le passage des troupes sud-coréennes, sentinelles armées sur les collines, barrages et contrôles d'identité multiples par des hommes en armes, le parfait « copier-coller » du Sud. La beauté des paysages des monts Kumgang (monts du Diamant), site mythique pour le peuple coréen tout entier, et source intarissable d'inspiration pour peintres et poètes au cours des siècles, est à couper le souffle. La *Vue des monts Kumgang*, encre sur papier du peintre Jeong Seon (1676-1759) avec ses monts fantasmagoriques hérissés de roches aux formes étranges, est une de ces images que chaque Coréen connaît et porte dans son cœur.

Logés dans l'hôtel Kosonghang, à quelques centaines de mètres de la frontière, un complexe touristique construit entièrement avec des capitaux sud-coréens au début des années 2000, au moment de l'historique rapprochement entre les deux Corées, nous pouvions imaginer les groupes de touristes sud-coréens jouir de leur séjour dans ce cadre empreint d'une intensité émotionnelle extraordinaire.

Un accord avait été signé entre Kim Jong-il et son homologue sud-coréen Kim Dae-jung afin de permettre le passage de touristes sud-coréens avides de marcher dans ces monts mythiques mais aussi d'autoriser des centaines de familles séparées par la guerre à se rencontrer durant une journée ou un week-end. Bière, fruits de mer, poissons et musique partagés dans les jardins du complexe hôtelier faisaient oublier les douleurs de la guerre et de la séparation. Les temps bénis de la détente entre les frères ennemis paraissent bien loin aujourd'hui.

Ces séjours touristiques, moments de partage et de bonheur – mais aussi source énorme de profits pour Pyongyang qui a accepté plus de deux millions de visiteurs sud-coréens durant cette période –, ont tourné au cauchemar en 2008. Au pied des confortables bungalows du Kosonghang Resort, conçus pour accueillir des familles, s'étend une belle plage de sable fin. À l'aube du 11 juillet 2008, une jeune Sud-Coréenne part faire son footing matinal. Une des serveuses de l'hôtel nous a raconté l'histoire cet hiver : « Elle a couru très loin sur la plage et ne s'est pas rendu compte qu'elle entrait dans une zone

militarisée interdite aux civils. Un soldat a tiré en l'air deux fois afin d'arrêter sa course, elle s'est affolée et a continué de courir dans la mauvaise direction... le soldat l'a mortellement touchée. » Ce drame n'a pas déclenché de guerre. Les autorités des deux pays ont une nouvelle fois dialogué afin d'éviter le pire. L'espoir vécu d'un vrai rapprochement depuis 2003 venait de s'éteindre. Du jour au lendemain, toutes les visites ont été annulées. « Le programme touristique s'est arrêté brutalement », nous a raconté un responsable nord-coréen du tourisme des monts Kumgang présent sur les lieux à l'époque, profondément marqué par l'événement tragique. « C'est une triste histoire qui a embarrassé notre pays, elle ne voulait que regarder le lever du soleil... La sentinelle a fait son devoir. » Comme ceux qui ont grièvement blessé le jeune soldat qui a fait défection vers le Sud en traversant la DMZ en novembre dernier.

Ces tragédies et ces morts rappellent de façon glaçante que les deux pays restent toujours techniquement en guerre depuis 1953. Le rêve partagé d'une réunification de la péninsule coréenne est aujourd'hui devenu un mythe. Le peuple des deux pays désire et nourrit depuis des décennies ce fantasme unificateur. Pour autant, le principe de réalité s'impose : plus de soixante ans après la signature d'un armistice, la Corée du Sud n'a cessé de prospérer, sa voisine du Nord s'est effondrée au lendemain de la chute de l'URSS en 1991, tandis que la Chine est devenue la deuxième puissance économique du monde. Les alliances nées de la guerre froide ont éclaté, les enjeux idéologiques se sont affaiblis. Si la vieille génération sud-coréenne parle toujours d'une réunification avec les larmes aux yeux, ses enfants oscillent entre indifférence ou ironie, en dépit des menaces verbales récurrentes du turbulent voisin.

Si les Sud-Coréens se sentent toujours « frères de sang », ils perçoivent la Corée du Nord comme un pays « étranger » avec lequel ils n'imaginent plus pouvoir vivre sous le même drapeau. Un même peuple vivant dans « deux pays distincts » qui ne sont plus prêts à fusionner. Le temps a passé, le contexte s'est figé et les rêves anciens de réunification s'estompent face à la réalité politique, économique et militaire. Les plus grands économistes et universitaires sud-coréens se sont tous rendus en Allemagne afin d'étudier les implications et conséquences de la réunification, sur le plan politique et surtout économique. Le coût d'une réunification entre les deux Corées dépasserait largement celui du modèle allemand. Il est estimé aujourd'hui

entre 2 000 et 5 000 milliards de dollars sur trente ans selon différentes études. Il fut un temps où Séoul était prête à en payer le prix. Elle avait même commencé à provisionner des millions de dollars dans cette éventualité. À l'époque, la Corée du Nord sortait de la famine et le scénario d'un effondrement du régime de Pyongyang hantait les esprits. Il fallait s'y préparer.

Sous le régime de Kim Jong-un, la donne a changé. La Corée du Nord est devenue une puissance nucléaire, la dynastie Kim s'est consolidée et s'affirme de plus en plus comme une entité distincte qui n'envisage pas la moindre réunification selon les termes sud-coréens : démocratie et capitalisme. « La réunification allemande n'a été que l'absorption du socialisme par le capitalisme, nous a bien fait comprendre un responsable nord-coréen à Pyongyang, et nous n'envisageons pas du tout ce genre de scénario de réunification, mais plutôt la création d'une sorte de fédération dans laquelle les populations pourraient voter pour le système qu'elles veulent. »

Pour les Nord-Coréens, la déclaration conjointe du 15 juin 2000 entre les dirigeants, pierre angulaire des échanges intercoréens, reste la seule option viable pour parvenir à une paix durable sur la péninsule. Peu connue, elle mérite qu'on s'attarde sur ses termes. Cinq points principaux sont définis : le premier reste global et évoque la résolution « en toute indépendance » du problème de la réunification (comprendre en filigrane que d'autres nations, États-Unis, Chine, n'ont pas à prendre part dans d'éventuelles négociations). Le deuxième évoque les points communs à trouver entre la position sud-coréenne de l'époque, un projet de « commonwealth », et celle de Pyongyang, une fédération. Le troisième point promet, comme gage de bonne foi, la tenue régulière de réunions entre les familles déchirées par la guerre mais aussi la résolution du problème des anciens prisonniers de guerre. Dans le quatrième point est évoquée l'importance de maintenir « la coopération économique et de promouvoir la collaboration et les échanges dans différents domaines, notamment social, culturel, sportif, sanitaire et environnemental en vue d'approfondir la confiance mutuelle ». Le cinquième point insiste sur l'importance d'un dialogue soutenu et direct entre Séoul et Pyongyang.

Alors que notre voiture s'engage sous la monumentale porte des Trois Chartes à Pyongyang, sur l'autoroute qui conduit à Kaesong et qui, si on la prolongeait à travers la DMZ, aboutirait à Séoul, Mun, notre ami nord-coréen, me rappelle que cette arche de marbre formée de deux femmes en costume traditionnel représentant le Nord et le Sud a été construite en 2001

pour commémorer les trois fondements, toujours valables en 2018, de la position nord-coréenne sur la question de la réunification. Il insiste tout particulièrement sur le programme en dix points rédigé par Kim Il-sung en avril 1993 et qui reprend dans les grandes lignes la déclaration commune signée le 4 juillet 1972 entre les deux Corées : préférer le dialogue à la force, combattre toute forme d'ingérence étrangère (entraînant ainsi le départ des troupes américaines de la péninsule), atteindre le but suprême de la réunification par la seule force des Coréens (sans aide de puissance extérieure) et garantir l'indépendance du pays, promouvoir le dialogue, le commerce, les échanges et les voyages entre Nord et Sud, mais aussi avec les Coréens de la diaspora (soit 20 millions d'après les estimations nord-coréennes, point particulièrement souligné par Kim Jong-il), protéger les biens matériels des uns et des autres et rendre hommage à tous ceux ou celles qui auront œuvré à la réunification du pays, ne plus redouter d'invasion ou de conflit avec l'une ou l'autre partie, ni souhaiter imposer son système politique à l'autre.

Une approche devenue inacceptable du côté de Séoul et encore plus du côté américain, surtout sous le mandat de Donald Trump qui veut en découdre avec la Corée du Nord, réintégrée dans « l'axe du mal » de l'ancien président républicain George W. Bush en 2003, et réinscrite sur la liste des nations soutenant le terrorisme... En réalité, rien n'a avancé dans ce dossier fantasmé de la réunification coréenne. Du côté de Séoul, les présidences conservatrices de Lee Myung-bak et de Park Geun-hye jusqu'en décembre 2016 ont rejeté le dialogue avec le Nord. Le nouveau président sud-coréen Moon Jae-in, élu en mai 2017, plus ouvert au rapprochement, reste totalement méprisé par Pyongyang et au mieux ignoré par Washington. Le rêve commun de réunification est d'abord devenu un mythe avant d'être tout simplement aujourd'hui une utopie.

Ultime paradoxe, ses 907 kilomètres carrés de la DMZ, totalement protégés de toute intrusion humaine depuis plus de soixante ans, se sont transformés en un véritable paradis pour la biosphère. Les environnementalistes estiment que 67 % de l'écosystème de la péninsule coréenne y seraient représentés. D'après l'ONG sud-coréenne DMZ Forum, on y dénombre aujourd'hui 2 716 variétés animales et végétales, parmi lesquelles 146 espèces menacées ou en voie d'extinction : ours noir, cerf porte-musc et même une chèvre dont on ne compte plus que 250 spécimens

en Corée, le goral à longue queue... À défaut d'être démilitarisée, cette zone est une vraie réserve naturelle où les animaux, eux, sont libres de circuler.

3

La forteresse assiégée

L'armée nord-coréenne est colossale : 1,5 million de soldats et d'officiers d'active et 7 millions de réservistes soit la quatrième armée au monde en termes d'effectifs. Elle fait peur. Pas un reportage sur la Corée du Nord qui ne souligne l'omniprésence des soldats. Dans la rue. Les villes. Les gares. Les bus. Les montagnes. Les chemins de campagne. Partout. Pas un reportage non plus qui aussitôt ne précise son état lamentable. « Une armée en haillons, affamée », équipée d'armes vétustes. Et de montrer cent et une photos de ces soldats « manquant de tout ». Soldats assis dans la campagne tirant sur une cigarette, l'air absent. Femmes sentinelles moquées pour leurs hauts talons. Sans oublier, tout dernièrement, ce soldat nord-coréen en poste près de la frontière qui a fait défection fin 2017 en traversant la DMZ. Pour preuve du mauvais niveau de vie : ses intestins grouillant de parasites. Pour preuve de son appartenance à une élite : les chaussettes qu'il portait ce jour-là « car seuls les privilégiés ont des chaussettes et non les troufions ordinaires ». Alors qui dit vrai ? armée terrifiante ? ou armée de pantins affamés prêts à faire défection ? Entre ces deux visions extrêmes et caricaturales porteuses d'autant de vérités que d'exagérations, mais toujours présentées de façon à effrayer et choquer, il convient de regarder ce que l'on sait, ce que l'on voit, ce que l'on peut deviner mais aussi d'imaginer, et c'est peut-être là le plus difficile, ce que l'on ne voit pas.

Incontestablement, l'armée nord-coréenne est pléthorique. En hommes. Son armement quant à lui, de conception chinoise ou russe, et même si parfaitement entretenu et en état de marche, demeure en partie obsolète. Sa relative vétusté accroît en revanche le risque de recours éventuel à l'arme

atomique. Face à elle, l'armée sud-coréenne bénéficie d'équipements et d'une formation à la pointe, grâce notamment à l'appui américain. Considérer que toute personne en kaki croisée en Corée du Nord est un soldat relève cependant du fantasme. Si l'armée est partout, soldats, sentinelles, jeunes recrues, groupes paramilitaires, la distinction entre civils et militaires est parfois complexe. Ainsi les paysans, fréquemment présentés par les médias comme des soldats mal nourris, portent souvent pour travailler une tenue fabriquée avec un tissu kaki bon marché et à l'épreuve de tout. Une sorte de « jean nord-coréen », nous disait avec humour un ami. Ces paysans ne sont pas militaires pour autant. Pas plus que les gardiens de musée ou les employés des théâtres, malgré des uniformes qui donnent très habilement le change.

Pour telecharger plus d'ebooks gratuitement et légalement, veuillez visiter notre site :www.bookys.me

Chaque Coréen, ou presque, passe, à un moment ou un autre de sa vie, par le service militaire. D'une durée de dix, voire treize ans pour les hommes, il est obligatoire. Et depuis 2015, sur ordre de Kim Jong-un, les filles, qui jusque-là ne s'engageaient que sur la base du volontariat, doivent elles aussi effectuer six ans dans l'armée. Juste après le lycée. Entre 17 et 23 ans.

Les éléments brillants scolairement, ou doués dans un domaine particulier (sport, musique, informatique ou mathématiques), y échappent. Après deux années d'université toutefois, ils doivent interrompre les études pour faire six mois de classes. Pas de favoritisme alors pour les enfants de l'élite qui comme les autres apprennent à vivre à la dure, se contenter des rations et survivre aux entraînements épuisants. « Une véritable leçon de vie, nous dit un ami du ministère des Affaires étrangères. J'en ai bavé mais c'était salutaire ! » Un autre préfère se souvenir de la mixité sociale et des bières bues entre « potes » à la fin des périodes d'entraînement. « C'était dur. Plus dur que quiconque ne peut l'imaginer. Mais chez nous, en Corée, chacun sait manier une arme, la démonter. Et l'utiliser. Ma femme aussi. »

Toutefois, même si faire son service militaire impose une longue pause dans sa vie privée et de se marier tard, les avantages que l'on en tire sont prisés. C'est l'occasion pour certains d'améliorer leur statut dans la société, qui dépend le plus souvent de l'hérédité selon le complexe système du *songbun* (littéralement « éléments constituants »). Ce dernier repose sur des critères de pureté idéologique, dépendant de l'ascendance (les ancêtres ont-ils combattu l'ennemi ?) mais aussi de l'origine sociale (un ouvrier a un bon *songbun*). À ces deux catégories s'ajoute une combinaison des deux précédentes (*kaechung*). Le système a aujourd'hui évolué et aux quelque 25 niveaux de *songbun*, de l'activiste religieux en bas au révolutionnaire en haut, et aux 55 niveaux de *kaechung* (révolutionnaires, orphelins de guerre) scindant la société en trois groupes (classes hostile, neutre et favorisée), s'ajoute la nouvelle catégorie des entrepreneurs (les *donju*), hors classification, née de l'essor économique des dix dernières années. L'argent, la réussite personnelle sont aujourd'hui devenus des critères bien éloignés de la grille idéologique. Si le *songbun* héréditaire ne peut jamais évoluer, bloquant toute perspective de progression dans la société ainsi que les privilèges associés (établissements d'excellence, études longues, bon métier), le *songbun* social, lui, est modulable.

Un *songbun* bas et défavorisé peut s'améliorer après un service militaire plus long, réussi et loyal, et permet de grimper dans l'échelle sociale, d'obtenir un meilleur poste, une promotion ou de démarrer des études. Même si aujourd'hui, dans une société où l'argent détermine de plus en plus les relations sociales, l'armée attire moins qu'hier. Pour les femmes notamment, la conscription volontaire a longtemps permis de sécuriser leur avenir en allégeant le fardeau financier pour leur famille. S'inscrire sur les listes de l'armée était aussi un moyen efficace d'entrer au Parti du travail et de voir s'ouvrir d'intéressantes perspectives de carrière et de mariage. Aujourd'hui, l'envoi de jeunes femmes au service militaire pourrait bien mettre en danger l'évolution économique du pays. Ce sont en effet les femmes qui sont les plus actives dans les *jangmadang*, les marchés, et font tourner l'économie informelle née dans les années 2000 au lendemain de la Marche ardue.

L'hygiène dans l'armée nord-coréenne reste rudimentaire, les rations limitées et les conditions de vie difficiles. Les soldats postés dans des zones sensibles, près de la DMZ notamment, sont sélectionnés pour leur loyauté au régime. Le cas du jeune défecteur de l'automne 2017 reste exceptionnel. Et

son état de santé montre que le pays étranglé par les sanctions est sur les dents, que ses soldats qui restent debout pendant des heures, patrouillent, enchaînent les missions sont souvent au bord du burn-out. Ces conditions de vie sont tout particulièrement éprouvantes pour les femmes. Les jeunes recrues féminines effectuent le plus souvent leur temps dans l'armée dans un environnement strictement masculin et, même si certains programmes sont aménagés, elles suivent habituellement les mêmes entraînements que les hommes. Qu'il s'agisse de simulation de combats ou de travaux de terrassement.

En effet, si développer la puissance de l'armée a pour objectif premier d'assurer la défense du pays contre une attaque américaine et de garantir la paix sur la péninsule, elle doit aussi participer à l'effort révolutionnaire pour la construction du socialisme et a donc un important rôle économique. Ainsi les soldats sont aussi employés aux grands travaux d'infrastructures du pays. Responsables de petites unités économiques, ils subviennent à leurs propres besoins et gèrent de véritables entreprises agricoles ou industrielles. Ce qui explique aujourd'hui encore les liens entre certaines sociétés et l'armée présente à tous les niveaux de la société.

L'intégration régulière des femmes pour le service militaire n'étant que fort récente, les installations n'ont pas été prévues pour les accueillir. Dans les *dolgyeokdae*, sortes de baraquements militaires provisoires utilisés dans le cadre de la mobilisation ouvrière des soldats, elles doivent affronter une promiscuité masculine rendant la vie particulièrement difficile, voire « dangereuse ». Même chose dans les campagnes où, la plupart du temps, l'absence de toilettes séparées, voire de toilettes tout court, rend le quotidien « effrayant » selon les mots employés par une jeune recrue rencontrée en 2016. Conscient de la difficulté des conditions de vie des femmes dans l'armée, Kim Jong-un a récemment lancé plusieurs programmes de façon à leur garantir plus d'intimité. Cette démarche a été publicisée lors de sa visite d'une usine de cosmétiques à Pyongyang, à la suite de laquelle il a fait distribuer des produits de soin et d'hygiène à une unité féminine de pilotes. Des serviettes hygiéniques de la marque Taedong sont aussi théoriquement disponibles mais, la plupart du temps, les soldates doivent se débrouiller « à l'ancienne », comme partout ailleurs dans le pays, et laver et faire sécher les bandes de coton traditionnelles la nuit à l'abri des regards. De fait, d'après une gynécologue travaillant dans une clinique de Pyongyang, « sous la pression et la fatigue, de nombreuses filles n'ont plus de menstruations pendant leurs

années dans l'armée. C'est un phénomène classique. Tout revient dans l'ordre dès qu'elles reprennent une vie normale ».

Les jeunes soldates qui nous ont parlé – certaines avaient fait défection en Corée du Sud –, avaient toutes entendu parler de harcèlement sexuel et de viols. Mais aucune ne reconnaissait en avoir été victime. D'autant que la loi nord-coréenne est particulièrement dure concernant les violences sexuelles. Toutefois les plaintes recueillies au sujet de l'atmosphère sexiste de l'armée, du machisme des supérieurs et de leur brutalité sont les mêmes qu'en Corée du Sud : au Nord comme au Sud la société reste profondément imprégnée de la tradition confucéenne et patriarcale.

En Corée du Nord, chacun est mobilisé pour défendre son pays, et la détermination qui anime le peuple nord-coréen ne saurait être sous-estimée. Sous perfusion idéologique depuis sa plus tendre enfance, nourri à la propagande, et rassuré finalement sur la réalité de la menace américaine par les paroles de Trump aux Nations unies menaçant le pays de destruction, chaque citoyen nord-coréen peut potentiellement se transformer en combattant. Dans le rapport du 7e congrès du Parti du travail (publié en 2016), il est précisé que le peuple « doit se raffermir dans sa détermination d'en finir une fois pour toutes avec les impérialistes américains, ennemis jurés. Si la guerre éclate, il se dressera comme un seul homme pour mener à bien une résistance populaire générale afin d'anéantir l'agresseur et de réunifier le pays ». À ces fins, précise le rapport, « dans le secteur des Forces armées civiles, un système efficace de mobilisation d'urgence et un système de commandement judicieux » ont été mis en place, chacun devant « protéger son patelin, son village et son lieu de travail ». « Même les enfants savent qu'à tout moment ils devront peut-être défendre leur pays. Chacun est prêt à se sacrifier. Que ce soit pour défendre son école ou son pays », commente Pak, professeur dans l'école secondaire de l'orphelinat de Pyongyang.

Cette résistance à l'ennemi et cet état d'esprit de préparation de chacun sont sans doute ce que l'on ressent le plus dans une Corée du Nord que Kim Il-sung, au lendemain de la guerre de Corée, décida de transformer en forteresse inattaquable. Impossible de ne pas imaginer ce que recèlent dans la profondeur de la roche les immenses chaînes de montagnes. C'est là, dans les cavernes et les grottes, que se réfugièrent les villageois pendant la guerre pour échapper au feu meurtrier des bombardiers et au napalm. Dans leurs entrailles sont sans doute enterrés des bases militaires, des bunkers, des

tunnels, des réseaux de souterrains dont on ne peut même pas imaginer l'ampleur. Pas un kilomètre parcouru dans la campagne sans que l'œil ne décèle un poste de garde sous un pont, une guérite près d'un porche, des chars camouflés dans un bosquet d'arbres, des sentinelles aux aguets sur un piton rocheux, des canons pointés vers le ciel sur un flanc de montagne. Ces dernières années, le système d'alerte antiaérienne et de radars a fait l'objet de toutes les attentions du régime qui a modernisé l'ancien réseau de conception soviétique et chinoise. La production locale s'est développée. Tout un réseau de radars extrêmement sophistiqué a été installé, disposant d'abris souterrains creusés dans la roche, équipés d'ascenseurs et de portes anti-souffle, leur permettant d'être relevés et abaissés automatiquement en cas d'attaques aériennes. Peu connus des militaires américains, car peu exportés à ce jour dans le cadre des ventes d'armes de la Corée du Nord à l'étranger, ces radars dernier cri qui n'ont pas encore été étudiés pourraient représenter un avantage important en cas de frappe contre le pays.

La Corée du Nord dispose aussi d'unités d'élite, de snipers et de forces spéciales, appelées à intervenir sur divers types de missions : assauts ciblés, assassinats et espionnage. Sur les 200 000 commandos de la Corée du Nord, environ 150 000 appartiennent à des unités d'infanterie légère dont l'objectif en temps de conflit serait d'infiltrer les lignes ennemies. Le relief de la Corée du Nord, tout comme le réseau de tunnels creusé dans le pays et qui traverse potentiellement la DMZ, se prête à ce genre de tactiques.

Sans même recourir à l'arme nucléaire, aux armes de destruction massive, bactériologiques, chimiques ou encore aux missiles balistiques, les dégâts que provoquerait un conflit « classique » en Corée du Sud seraient colossaux. La DMZ est à seulement 50 kilomètres de la capitale sud-coréenne. L'aire urbaine du grand Séoul, 25 millions d'habitants (soit la moitié de la population de la Corée du Sud) à portée immédiate de l'artillerie nord-coréenne, pourrait être rapidement pilonnée, faisant au moins 100 000 victimes dans les premières heures. La moitié des pièces d'artillerie dont dispose l'armée nord-coréenne sur le 38^{e} parallèle tout proche sont des lance-roquettes multiples avec une portée d'environ 70 kilomètres. À raison de 4 000 rafales par heure, le nombre de blessés et de tués serait effrayant. Le département de la Défense américain estime que trois mois de conflit engendreraient 200 voire 300 000 victimes sud-coréennes et américaines ; 28 500 soldats américains sont en effet basés en Corée du Sud.

Conformément à la politique de « l'Armée d'abord » ou *songun*, l'armée est le pilier de la révolution socialiste, un principe fondamental qui remonte à Kim Il-sung du temps de la guérilla antijaponaise. Prolongement logique du *juche*, elle prend source dans les quatre directives de Kim Il-sung sur l'armée, dans le but de construire « un grand pays puissant et prospère » (*kangsong taeguk*) : armer le peuple, rendre le pays plus fort, faire de chaque soldat un cadre et moderniser l'armée. La doctrine du *byongjin*, mise en avant par Kim Jong-un à l'occasion du 7e congrès du Parti du travail en mai 2016, ne diffère pas fondamentalement du *songun* dans ses objectifs. Dès qu'il a accédé au pouvoir, au lendemain de la mort de son père, Kim Jong-un a opéré un capital rééquilibrage institutionnel donnant plus de poids au Parti, longtemps cible de Kim Jong-il qui l'accusait d'avoir été à l'origine des problèmes économiques du pays.

En parallèle, toutefois, tous les efforts ont été faits pour placer de nouveau l'armée au cœur de la société afin de raviver le lien intime tissé entre le peuple et son histoire, grâce aux sacrifices de chacun. C'est à ce postulat que répond l'installation en plein centre de Pyongyang du cimetière des Martyrs de la Guerre de la Libération de la patrie (c'est-à-dire la guerre de Corée). Inauguré en 2013, ce lieu de mémoire réunit au centre de la capitale, et non plus dans sa périphérie, tous les cimetières provinciaux qui existaient jusqu'alors. Notre guide, Ri In-sun, précise qu'il n'y a pas de gardien « humain » dans ce cimetière, car c'est le Parti, dont le drapeau rouge est sculpté dans la pierre, qui tient ce rôle, avec pour but premier d'éduquer les masses et surtout la jeunesse en leur rappelant les sacrifices de leurs grands-parents.

Devant nous, entre les tombes soigneusement entretenues, un groupe de collégiennes écoute un vétéran qui raconte la guerre. L'une des jeunes filles montre la tombe, celle de son grand-père, compagnon de lutte du vieil homme qui, ravi de son auditoire, narre anecdotes et moments héroïques. Larmes et éclats de rire, gloussements et soupirs ponctuent gaiement l'échange entre les deux générations. Pour Ri In-sun, cette nouvelle jeunesse doit apprendre du passé. Pour elle, il ne fait aucun doute qu'en cas de guerre le peuple entier saura se mobiliser. « De plus en plus de jeunes viennent ici s'imprégner de l'esprit révolutionnaire des martyrs. C'est la force, la voie de notre peuple. Nous suivons la bonne direction donnée par notre dirigeant suprême, nous avons la bombe H et plus que tout, avons hérité de l'esprit révolutionnaire de nos ancêtres. » Dans sa lancée, elle nous dit combien elle a

été impressionnée par une histoire rapportée dans un journal : « Un vieil homme a demandé à nos scientifiques de fabriquer une bombe nucléaire de la taille d'une balle de ping-pong afin d'aller en personne à Washington la faire exploser. » Simple propagande ? Illusion d'un peuple isolé du reste du monde ? Peut-être. Mais la colère contre les États-Unis est plus forte que jamais. Dans les yeux de Ri In-sun brille une indicible fierté. « Nous allons transformer le drapeau américain en serpillière. »

4

Les liens du sang avec la dynastie Kim

Enlacés dans des postures défiant la gravité, les deux athlètes, un homme et une femme, enchaînent les figures au milieu de la piste. Ils apparaissent tout d'abord en ombres chinoises contre l'écran qui projette une curieuse vidéo : il fait nuit noire ; une voiture s'arrête au bord d'une route de montagne ; les phares brillent dans le brouillard. Tout à coup, les deux acrobates agrippent fermement une longue écharpe de soie rouge accrochée au sommet du chapiteau et s'élancent dans les airs à la simple force de leurs poignets enroulés autour du tissu qui ondule. Le couple en adoration s'élève vers le ciel, toujours plus haut, dessinant avec leur corps de lancinantes et spectaculaires arabesques. Tout en douceur, en force et en beauté. L'orchestre joue doucement : « *uri unmyeong, uri haengbok*... » « notre destin, notre bonheur ». La mélodie est douce, lancinante. Les artistes du cirque de Pyongyang sont époustouflants. L'intense poésie qui se dégage du numéro, la justesse de l'interprétation et la performance artistique et sportive des deux acrobates n'ont rien à envier aux meilleurs spectacles du Cirque du soleil. Notre voisin ému se penche vers nous. « Le titre de cette chanson, c'est *Vœu ardent*. L'écharpe rouge représente les veines de notre peuple, et cette relation intime qui nous lie par le sang avec notre dirigeant, mais aussi avec son père Kim Jong-il et notre président éternel Kim Il-sung. » Nous lui demandons pourquoi ce véhicule dans la brume. « Il s'agit de la voiture de notre dirigeant qui est allé inspecter une unité militaire dans la montagne. Nos dirigeants travaillent jusqu'au bout de la nuit pour notre peuple, pour notre pays. C'est le sens de la première phrase de la chanson... »

En quelques mots chuchotés, notre voisin, un homme d'une quarantaine d'années, a résumé la nature de cette relation intime et personnelle qui lie

chaque Coréen à son dirigeant et son pays. Chacun se souvient des impressionnantes images des funérailles de Kim Jong-il, le 28 décembre 2011. Plusieurs centaines de milliers de Nord-Coréens éplorés, dans les rues glacées de Pyongyang, accompagnant dans son dernier voyage leur ancien leader, décédé onze jours plus tôt. Pour les Occidentaux, ces scènes d'hystérie collective sont difficiles à comprendre. Il est capital de les analyser de « l'intérieur » car, ancrées dans une propagande systématique attisant un farouche nationalisme, elles reflètent l'un des aspects les plus insaisissables de la solidité du régime.

Suk, serveuse dans un restaurant nord-coréen de Phnom Penh, nous a raconté que cet hiver 2011, elle était en Chine pour raisons professionnelles mais qu'elle avait pu téléphoner à sa sœur à Pungsan, dans la province du Ryanggang-do. « J'étais terrassée car loin de ma patrie. Ma sœur a pu se rendre aux obsèques, c'était un grand et triste honneur. » Pour la jeune femme, la perte brutale de ce leader qui depuis l'école maternelle leur avait été présenté comme un père, était bien réelle et sa douleur non feinte. C'est un père et non un dirigeant politique que les Nord-Coréens pleuraient dans le froid de l'hiver. Suk établit spontanément un parallèle avec le décès de son propre grand-père. « Je ressens une perte brutale même si nous savions bien qu'il était âgé. Je me sens profondément émue. On ne voit pas vieillir les personnes que l'on aime ! Mon grand-père maternel était très dur avec nous quand mon frère et moi étions petits. Pourtant, quand il est mort, j'ai beaucoup pleuré. C'est comme cela dans toutes les familles. On fait des reproches à ses parents, on les critique et quand ils partent, la peine arrive sans crier gare. Parce qu'on pense à soi, à son enfance, à ses proches, à la famille. Cela remonte brusquement. Là, c'est pareil. » S'enhardissant, elle se risque à une légère (et rare) critique qui, de retour en Corée du Nord pourrait lui être reprochée. « Nous avons vécu des années difficiles avec Kim Jong-il. En 1998, ma petite sœur et mon frère sont morts de faim. À cette époque-là, même si on a eu des catastrophes climatiques, je me suis dit que c'était la faute du gouvernement. Donc sa faute à lui. J'étais vraiment en colère. Et pourtant, quand j'ai appris sa mort, mon cœur s'est serré. J'étais bouleversée. C'est un peu de moi qui est parti avec lui. Nous avons tous perdu un père. »

Suk marque une pause. Pour parler de Kim Jong-il, elle emploie les mots *eobeoi suryeongnim* « parent dirigeant », ou *eobeoi janggunnim*, « parent général », qui souligne le lien parental existant entre les leaders coréens et le peuple. L'amour que les Coréens portent à leur dirigeant se tisse dès le plus

jeune âge. À l'école, au-delà même des cours sur l'histoire de la dynastie, les dirigeants sont présents partout : bienveillants, souriants, aimants, ils guident le peuple sur les fresques, dans les histoires, les slogans, les chansons. L'une d'entre elles, parmi les plus classiques, chantées par les enfants et connue de tous, a pour premiers mots du refrain « Notre père Kim Il-sung ». « Nous sommes une seule famille. Notre dirigeant adore les enfants », commentait fièrement en octobre dernier la directrice du jardin d'enfants de Kyongsang à Pyongyang devant des photos de Kim Jong-un au milieu d'un groupe de bambins tout sourire. Dans un supermarché de Pyongyang, nous apercevons des cahiers rouges marqués en lettres d'or : « Aphorismes ». Les étrangers ne peuvent pas les acheter, ils sont destinés à l'étude. Chacun y recopie les paroles du dirigeant. À l'école, chez soi, et puis par la suite au collège, au lycée, puis dans les comités et assemblées populaires, dans les usines, les fermes collectives et sans doute aussi dans les camps de travail. En 2004, Sukhui, ancien écrivain officiel du régime, aujourd'hui réfugiée à Séoul, nous confiait : « Les prisonniers ne reçoivent parfois ni eau ni nourriture, mais des liasses de papiers. Ils écrivent leurs fautes, leur repentance, leurs promesses et recopient les paroles des dirigeants. »

Quand on insiste auprès de Suk pour savoir si elle a de la nostalgie pour Kim Jong-il, homme politique, elle paraît étonnée. La question lui semble sans intérêt. « L'homme politique ? Forcément, c'était notre dirigeant. Il nous guidait politiquement. Avec le Parti bien sûr, selon la voie du *juche*. » Pour désigner le Parti du travail, Suk utilise l'expression *widaehan eomeoni dang* qui, mot à mot, peut être traduite par : « le grand parti maternel ». Car si le dirigeant incarne une figure paternelle, le parti, lui, est féminisé. Suk, un peu troublée, reprend : « Nous ne nous posons pas toutes ces questions. » Elle cherche alors ses mots et une formulation appropriée, et conclut : « La maison ne disparaît pas au décès de son propriétaire. »

Évoquant les acclamations de la foule lors d'un des défilés à la gloire du pays, l'analyste américain Brian Reynolds Myers écrivait : « On ne dira jamais assez que comme son père, Kim Jong-il est le symbole vivant du pays natal ; en acclamant sa parfaite coréanité, la population s'acclame elle-même. » Ce 28 décembre 2011, les Nord-Coréens pleuraient donc Kim Jong-il, mais aussi Kim Il-sung, leur patrie et les morts pour la nation. Dès l'aube des obsèques, la télévision d'État avait souligné cette filiation qui, bien au-delà de la dynastie, puise ses racines au cœur même de la fondation mythique de la Corée sur le mont Paektu par Dangun, l'ancêtre légendaire commun à

tous les habitants de la péninsule. Le mont Paektu, montagne sacrée des Coréens (et des Mandchous), apparaît également dès la première ligne de l'hymne national sud-coréen : « Jusqu'à ce que s'assèche la mer de l'Est, que s'érode le mont Paektu / Que le ciel veille sur notre pays à jamais ! Que vive la Corée ! »

Chacun des deux pays, à sa façon, se considère comme le dépositaire d'une identité unique. Et c'est ce terreau culturel viscéralement coréen qui est à la base de l'idéologie de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et a servi de socle à Kim Il-sung pour asseoir son pouvoir dans le temps. Le sentiment profond de coréanité, partagé par tous les habitants de la péninsule est amplifié en Corée du Nord par l'idéologie, véritable caisse de résonnance. Cette volonté de lier doctrine politique et nationalisme, exacerbée dans l'idéologie du *juche*, explique en partie cette longévité du régime que les vicissitudes de la fin du XX^{e} siècle (chute du bloc de l'Est, économie dévastée et grande famine des années 1990) n'ont que peu atteint.

C'est d'ailleurs dans un camp militaire secret, sur les flancs du mont Paektu, pendant l'occupation japonaise, que les hagiographes situent la naissance de Kim Jong-il (en réalité né près de Khabarovsk). Et c'est sur fond de cratère volcanique du lac céleste en son sommet que Ri Chun-hee, la présentatrice vedette de la télévision, héraut en robe rose, annonce les grandes nouvelles : le décès de Kim Jong-il, les essais balistiques ou nucléaires. Et c'est au mont Paektu que Kim Jong-un s'est symboliquement rendu en décembre 2017, peu après le succès de son essai de missile intercontinental Hwasong 15, capable de toucher le continent américain. « Le mont Paektu, est le lieu originel de la Révolution coréenne, symbole de sa victoire et phare éternel de la Corée du Songun », a-t-il rappelé. Et c'est là aussi, sur les bords du cratère enneigé, qu'a été annoncée en janvier 2017 l'érection prochaine d'une stèle à la gloire des trois leaders, célébrant la Lignée du Mont Paektu (*Baekdu hyeoltong*), qui selon la terminologie coréenne désigne la « dynastie des Kim ». Ce monument, qui sera le premier du pays à la gloire de Kim Jong-un, ne le représentera toutefois pas physiquement. Car le culte de la personnalité se doit d'être mémoriel.

Ro Ik-hwa, soixante-dix-huit ans, l'un des plus célèbres sculpteurs du pays que nous avons rencontré dans son atelier des Studios d'art de Mansudae à Pyongyang, est l'artiste qui en 2012 dut en deux mois, après le décès de Kim Jong-il, réaliser le groupe monumental en bronze des deux leaders à cheval au centre de la cour. « C'était un vrai challenge. De son vivant, Kim Jong-il

ne voulait être ni peint ni sculpté car il estimait que son travail n'était pas achevé. Il devait relever l'économie. Il a travaillé jusqu'au dernier moment », ainsi que l'atteste l'ordinateur portable encore ouvert et les piles de dossiers sur le bureau du wagon présenté (avec l'ensemble du train !) « dans son état » au moment de la mort du leader, au palais mausolée de Kumsusan à Pyongyang.

Le confucianisme qui règle les rapports entre les individus de la plus petite cellule composée de deux êtres humains jusqu'à la nation tout entière, est enraciné dans la culture coréenne. Contrairement à la Chine maoïste qui avait tenté d'éradiquer les valeurs confucéennes traditionnelles, la Corée du Nord, sans toutefois le reconnaître, s'est appuyée sur ce réseau social d'obédience et de respect préexistant afin de créer une corrélation entre les fondements égalitaires du socialisme et l'échelle sociale confucéenne. Les valeurs de respect, du fils au père et du peuple au souverain, inhérentes à la pensée coréenne, forment un maillage parfaitement adapté à l'image de l'État puissant et bienveillant, incarné par la figure patriarcale des Kim. L'isolement du pays, l'impossibilité de remettre en cause des fonctionnements intégrés depuis l'enfance, font que personne n'échappe à la propagande qui exalte le régime à travers l'amour de la patrie et une conscience aiguë et parfois romanesque de l'identité nationale.

Au conditionnement officiel qui démarre dès le jardin d'enfants et les premiers pas dans la société, s'ajoute un endoctrinement plus intime encore, transmis par la famille : les Nord-Coréens demeurent profondément attachés au fondateur de la nation, Kim Il-sung, évocateur d'un quotidien doux, où tout fonctionnait, sorte d'âge d'or de la Corée du Nord. La ressemblance naturelle de Kim Jong-un avec son grand-père est exaltée : même stature, même corpulence, même coupe de cheveux, mêmes lunettes. Et surtout même charisme. La personnalité de Kim Jong-un, joviale, ouverte, tranche avec celle de son père de nature plus introvertie. Comme son grand-père, le jeune leader aime les contacts, aller au-devant des gens, les toucher, prendre des enfants dans les bras. Au musée de la Guerre pour Libération de la Patrie à Pyongyang, les visiteurs sont dès l'entrée accueillis par une statue gigantesque de Kim Il-sung jeune, qui s'élève sur fond de ciel bleu en haut d'une monumentale double volée de marches. La ressemblance avec Kim Jong-un est saisissante.

Pour les observateur occidentaux, la question est lancinante : les Coréens croient-ils vraiment en leur for intérieur à cette propagande ? De nombreux réfugiés en Corée du Sud rappellent qu'en Corée du Nord, ils croyaient sincèrement tout ce qui leur était présenté. Le passé remonte par vagues : « Dans les années 2000, les travailleurs expatriés qui revenaient de Sibérie rapportaient des télévisions couleur. Un de mes copains qui avait un poste russe chez lui nous avait invités. Nous avons réalisé que nous pouvions voir le monde en couleurs et non plus en noir et blanc. Mais nous étions des enfants et mes parents m'ont rappelé qu'ailleurs il y avait un mode plus “brillant” peut-être mais que ce n'était pas ce qui est important. Que c'était trompeur. »

Avec l'abondance aujourd'hui des cartes micro SD, les allers et retours à l'étranger, le monde extérieur n'est plus un univers inconnu. La plupart des Nord-Coréens ont dans leur famille ou dans leur entourage un proche qui a fait défection. Et avec qui de loin en loin on peut entrer en contact. Tous connaissent aussi des commerçants revenus de Chine ou d'Asie du Sud-Est. Si la population nord-coréenne en 2018 ne croit plus à 100 % ce que la propagande ressasse, elle demeure toutefois persuadée que derrière les paillettes, les défauts des sociétés capitalistes sont plus grands qu'on ne croit. C'est d'ailleurs le message que font passer à la télévision nord-coréenne d'anciens transfuges passés au Sud, de retour au Nord et très médiatisés.

Nous avons rencontré la jeune Ri Ryon-gum à Pyongyang dont la mère a fait défection vers la Corée du Sud en 2011. Attirée par la perspective de pouvoir se soigner et d'obtenir des médicaments, sa mère, qui souffrait d'une forme rare d'hépatite A, est allée en Chine retrouver sa cousine au Shandong, une *joseonjok*, coréenne ethnique chinoise. Aujourd'hui à Séoul après un long périple, la mère demande désespérément aux autorités sud-coréennes le droit de retourner dans sa patrie. « Elle a reconnu son erreur, n'a jamais eu l'intention réelle de quitter notre pays, explique sa fille en larmes. Nous avons alerté les autorités et même les Nations unies pour qu'ils appuient sa demande, mais en vain. » La jeune fille témoigne régulièrement à la télévision nord-coréenne pour raconter l'histoire de sa mère et dénoncer la malhonnêteté du gouvernement sud-coréen qui refuse de la laisser « revenir à la maison ». D'autres réfugiés retournés à Pyongyang racontent aussi combien leur expérience à Séoul a été négative : en juin 2017, c'était Rim Ji-hyon, hier encore brillant exemple de l'intégration réussie des réfugiés nord-coréens en Corée du Sud où elle a étudié et entamé une carrière d'animatrice, qui

dénonce à la télévision nord-coréenne la vie à Séoul qui ne lui a donné que « souffrances physiques et mentales ». Des mots forts, des larmes, des serments, des regrets. Peut-être pas assez pour dissuader les Nord-Coréens tentés de faire défection pour retrouver les membres de leur famille déjà au Sud, mais sans doute suffisamment pour semer le doute dans les esprits... Après tout, la Corée du Sud est loin d'être un paradis pour les transfuges du Nord. En dépit de l'affichage officiel sud-coréen, ils sont les premières victimes du chômage, de l'alcoolisme et des dépressions nerveuses.

Un diplomate européen en poste à Pyongyang depuis plusieurs années, rencontré dans une brasserie proche de la tour du *juche*, affirme en toute tranquillité face à un verre de Coca-Cola : « Les serveuses n'y croient plus et rigolent en regardant les vidéos qui leur rabâchent toujours la même chose. Les jeunes s'en fichent. La jeune génération ne s'intéresse pas à l'idéologie, mais à l'argent. » Il prend pour exemple le regard blasé et les bâillements de deux jeunes filles avachies devant un écran de télévision géant qui pour la énième fois présente un clip de karaoké joué par l'orchestre Moranbong, sur fond de lac de cratère au mont Paektu. Simple fatigue de deux serveuses épuisées après une journée de travail ? Lassitude face à un programme vu cent fois ? Ou réelle prise de position politique d'une jeunesse avide d'autre chose ?

Toujours est-il que l'un des défis les plus importants que Kim Jong-un devra affronter au cours des prochaines années sera justement de savoir attiser la flamme patriotique tout en satisfaisant le besoin d'ouverture sur le monde, de high-tech, de gadgets, de culture d'une jeune génération de moins en moins isolée et tentée par les lumières des sociétés de consommation. Un combat sans doute plus vaste encore que celui que mène aujourd'hui le pays contre l'impérialisme américain. Il en va de la survie du régime.

III

La Corée du Nord lutte pour sa survie

1

Le mythe de la grande amitié avec la Chine

Une atmosphère festive règne ce soir-là dans le coffee shop d'ordinaire plus paisible de l'hôtel Koryo en plein cœur de Pyongyang. Éclats de rire et discussions enjouées fusent des nombreuses tables occupées par des groupes de jeunes touristes chinois et leurs guides nord-coréens. On trinque à la bière Taedonggang ou on déguste des crèmes glacées « made in North Korea ». On se prend en photo, à la chinoise, sourire aux lèvres et « V » de la victoire. On se précipite pour regarder les images et tout le monde explose de rire. De Shanghai, Hangzhou ou Xi'an, ces jeunes étudiants chinois viennent de passer en Corée du Nord leur semaine de vacances de la « *Golden week* » qui suit la fête nationale chinoise du 1er octobre. « Après une longue journée de visite des monuments nationaux et des musées de Pyongyang, on se détend un peu, raconte la jeune Liu Hua. Nos guides sont géniaux et ils parlent parfaitement chinois, de sorte que nous apprenons beaucoup de choses sur leur pays. » Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes entre les Chinois et les Nord-Coréens. Une longue et profonde amitié.

Exotique, proche et bon marché, la destination République populaire démocratique de Corée (RPDC) attire plus de 90 000 touristes chinois chaque année, soit 90 % de tous les visiteurs étrangers. Le tourisme – que veut encore développer Kim Jong-un – rapporte un peu plus de 500 millions de dollars par an. Les Américains ne viennent plus depuis juillet 2017. Quant aux Sud-Coréens, ils y sont interdits de visite par leur propre gouvernement, tout comme les Japonais, même si nous en avons croisé quelques-uns. Les Chinois en revanche obtiennent très facilement un visa de tourisme et se sentent très à l'aise en Corée du Nord, alliée historique de la Chine depuis des

décennies. Ils prennent tout en photo et filment sans restriction apparente. Lorsque leurs guides et même les serveuses du bar s'installent à tour de rôle au piano du coffee shop pour dévoiler leur talent de musiciens, tous les Chinois veulent graver à jamais ces moments dans la mémoire de leurs smartphones. Sans même avoir à demander l'autorisation. Cette ambiance chaleureuse et fraternelle illustre à merveille les relations presque filiales censées être partagées par les deux pays.

Un peu plus tard dans la soirée, un autre touriste chinois accompagné de son père nous fait un petit geste de salutation et un « hello » de politesse. Professeur à l'université de Shanghai, Han Bo, vingt-huit ans, découvre pour la première fois la Corée du Nord : « C'est un pays en bien meilleure santé que je ne le pensais, explique dans un parfait anglais ce jeune universitaire. Nos médias en Chine ne diffusent que des reportages très négatifs sur la RPDC, son leader fantasque et dangereux, ses défilés militaires menaçants, sa pauvreté chronique, son régime paranoïaque et son peuple du tiers monde miséreux, mal éduqué et vivant comme dans les années 1960 en Chine... » En quelques mots ce jeune intellectuel chinois vient de mettre le doigt sur la profonde ambiguïté qui existe dans la nature des relations entre Pékin et Pyongyang. Loin des clichés habituels.

La « narration » officielle chinoise a toujours insisté sur les liens indéfectibles qui existent avec son voisin. Les deux pays partagent une frontière très poreuse de 1 400 kilomètres, une longue histoire et de profondes racines idéologiques. La Chine s'est portée au secours de sa voisine durant la guerre de Corée (1950-1953) en envoyant des centaines de milliers de soldats sur son territoire pour contrer l'offensive militaire américaine. Les pertes au sein de l'Armée populaire de libération (APL) ont été très lourdes et Mao y a même perdu son fils aîné, Anying, à l'âge de vingt-huit ans au tout début de la guerre en décembre 1950. Ces sacrifices humains ont permis de repousser les troupes de l'ONU sur le 38^{e} parallèle, de sauver le régime du tout jeune général Kim Il-sung et d'ainsi préserver la Chine d'une menace américaine à ses frontières. Quelques années plus tard, en 1961, fut signé l'historique traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle sino-nord-coréen à Pékin entre Zhou Enlai et Kim Il-sung. Le seul du genre jamais conclu par la Chine avec un autre partenaire. Ce traité rédigé avec le sang des soldats morts au combat comporte une clause très importante spécifiant que la Chine interviendrait militairement en cas d'agression contre la Corée du Nord.

Face aux tensions économiques, diplomatiques et militaires qui enveloppent la péninsule coréenne depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2017, il ne fait aucun doute que la Chine volera toujours sans hésiter au secours de sa voisine si elle est attaquée la première. En revanche, Pékin n'interviendra pas si Pyongyang lance les hostilités par un tir de missile, nucléaire ou non, sur des bases américaines au Japon, en Corée du Sud ou bien sur l'île américaine de Guam, avant-poste de la 7e flotte dans le Pacifique. Jusqu'à ces dernières années, la Chine est restée indifférente au développement des programmes nucléaires et balistiques de Pyongyang. Après tout, Pékin n'avait pas à craindre une agression et les dirigeants chinois ont longtemps partagé l'idée que la maîtrise du nucléaire représentait une garantie de survie pour le régime.

Cette solidarité affichée depuis longtemps s'effrite toutefois depuis quelques années car la réalité en coulisse offre un tout autre spectacle. « Les Nord-Coréens ont toujours provoqué de douloureuses migraines à la Chine, assure John Delury, un expert de la péninsule, enseignant à l'université Yonsei, à Séoul. Les Nord-Coréens, eux, ont toujours eu le sentiment d'être trahis par la Chine. Mais les deux pays ont besoin l'un de l'autre. » Ainsi ce lien repose beaucoup moins sur l'amitié ou l'idéologie que sur une profonde et instable dépendance. Alliés sur le papier, ces voisins fonctionnent dans un état de tension permanent, un mélange de vieilles méfiances et d'inimitiés.

L'accélération des programmes nord-coréens depuis 2012, la multiplication des tests nucléaires souterrains qui provoquent des tremblements de terre et des risques de contamination à sa frontière, les tirs de missiles (près d'une centaine depuis l'arrivée du jeune Kim Jong-un au pouvoir à la mort de son père, en décembre 2011) ont fini par agacer Pékin. La bienveillance de la Chine, présidée depuis 2013 par un leader à poigne, Xi Jinping, plus puissant que jamais au lendemain du XIXe Congrès du Parti communiste chinois en octobre 2017, s'estompe. Après huit ans de « patience stratégique » américaine imposée par Barack Obama, autrement dit une inaction presque totale sur un dossier sensible, complexe et dangereux, la Chine s'est retrouvée face à un leader américain imprévisible, sanguin et va-t-en-guerre. Donald Trump ne cesse de renforcer ses positions militaires chez les voisins japonais et sud-coréens. La menace américaine s'accentue et l'attitude belliqueuse nord-coréenne agace.

Depuis l'arrivée de Kim Jong-un au pouvoir – il ne s'est d'ailleurs toujours pas rendu sur le territoire chinois, et inversement seule une poignée d'officiels

chinois s'est rendue à Pyongyang – les relations diplomatiques se sont refroidies. Les médias chinois diffusent des images, commentaires et prises de position d'intellectuels ou militaires de plus en plus négatifs. Jamais jusqu'à ces dernières années le régime chinois n'avait autorisé *China Daily*, le grand quotidien du Parti communiste, à critiquer la dynastie des Kim. Une attitude fondée sur le vieil adage de l'empire du Milieu : « Si vous n'avez rien à dire de gentil, mieux vaut ne rien dire du tout. » Cette retenue toute diplomatique a volé en éclats et Pékin a donné le feu vert pour tirer à boulets rouges sur Pyongyang. Les débats font rage dans différentes publications officielles chinoises, laissant parler à tour de rôle des intellectuels renommés à la solde du régime ou d'anciens militaires à la retraite mettant en cause le soutien irréaliste et dispendieux de Pékin à l'imprévisible voisin nord-coréen.

Son vote systématique en faveur des sanctions contre la Corée du Nord à l'ONU depuis 2006 renforce l'impression que Pékin est prêt à « lâcher » Pyongyang. Le stratagème fonctionne si bien que les Américains sont convaincus que « seule la Chine est en mesure de régler le dossier nucléaire nord-coréen ». Si Pyongyang perd son allié historique chinois, pensent les Occidentaux, la Corée du Nord va céder sous la pression, plaider pour une reprise des négociations et abandonner *in fine* ses programmes nucléaires et balistiques. C'est très mal connaître le nationalisme nord-coréen et sa farouche volonté d'autonomie incarnée par l'idéologie du *juche* qui prône l'indépendance de la nation coréenne.

La Corée du Nord ne s'est jamais soumise aux ordres de qui que ce soit et certainement pas de Pékin (même si Pyongyang est dépendant à 90 % de la Chine sur le plan économique), qui ne maîtrise ni ne contrôle la politique intérieure nord-coréenne. Laisser croire que la Chine tient les manettes du pouvoir de Pyongyang est une erreur de perception majeure de la relation entre les deux pays. Le pouvoir de nuisance de la Corée du Nord est assez persuasif, Pyongyang en est conscient et en joue. Pékin ne peut pas couper les robinets énergétiques et alimentaires, car elle ne veut absolument pas que le régime s'effondre, que des centaines de milliers d'affamés nord-coréens cherchent refuge en Chine. Plus que tout, elle refuse que les troupes américaines viennent s'installer à la frontière chinoise en cas de réunification. C'est pourquoi la Chine s'oppose à tout recours à la force militaire et préconise, comme la Russie, une reprise du dialogue à six (les « six-party talks » avec Japon, Corée du Sud, Corée du Nord, Chine, Russie et États-Unis). Une habile posture de Pékin pour donner le change aux Américains et

afficher sa bonne volonté. Pyongyang rejette désormais ce dialogue à six initié en 2003 et dans l'impasse depuis 2009. Elle ne veut qu'un seul interlocuteur : les États-Unis.

« La Chine doit nous laisser tranquilles », nous a confié un haut dignitaire nord-coréen à Pyongyang, ajoutant que les contentieux historiques avec sa puissante voisine nourrissaient une « profonde défiance » entre les deux pays. Étonnamment, cette rancœur, du côté nord-coréen, remonte aussi loin qu'à la guerre de Corée. Si cette guerre symbolise l'amitié indéfectible entre les deux pays, elle est à la source du premier sentiment de trahison que ressentent les leaders nord-coréens à l'égard de Pékin. La contre-offensive militaire chinoise contre les Américains en 1950 a certes sauvé la Corée du Nord, mais cette dernière en veut à la Chine de ne pas avoir reconquis toute la péninsule et réunifié la Corée. Les troupes nord-coréennes ont été anéanties par les forces de l'ONU et Pékin avait pris l'entier contrôle des opérations militaires. La Corée du Nord garde vivante dans sa mémoire cette terrible humiliation qui explique cette farouche volonté d'être autonome et indépendante de tout pouvoir étranger. Même si dans les faits la Corée du Nord n'a jamais cessé d'être dépendante économiquement de l'ex-URSS jusqu'en 1991 puis de la Chine jusqu'à nos jours.

Longtemps après la fin de la guerre, en 1984, Kim Il-sung a même confié à son homologue est-allemand Erich Honecker qu'il était « très inquiet de voir la Chine s'éloigner du socialisme ». Deng Xiaoping venait de lancer sa politique de réformes économiques et d'ouverture sur le monde. Probablement encore plus décevant et inacceptable pour Pyongyang fut la reconnaissance diplomatique de la République de Corée (Corée du Sud) par la Chine en 1992. Pékin avait envoyé plusieurs délégations de haut niveau à Pyongyang afin d'obtenir l'accord de Kim Il-sung, qui les a accueillies avec une froideur inhabituelle. Pour se venger de ce qu'il considérait comme une trahison, le patriarche aurait même menacé Pékin d'ouvrir des relations économiques avec Taïwan, considérée par Pékin comme une île séparatiste qui doit revenir à terme dans le giron national chinois. Les nombreux contentieux remontent presque aux origines de la naissance de la Corée du Nord, puisant même dans la longue histoire des royaumes anciens de Corée, satellites de l'empire du Milieu, qui chaque année remettaient leur tribut à l'empereur de Chine, et ils ne cessent de se multiplier aujourd'hui en dépit d'un subtil emballage diplomatique toujours courtois aux yeux des opinions publiques.

Copie conforme de son grand-père, le jeune héritier Kim Jong-un veut prendre sa revanche sur l'histoire. Depuis son accession au pouvoir en 2012, Kim Jong-un snobe ouvertement la Chine, où il n'a encore jamais mis les pieds officiellement. « La Corée du Nord n'est pas un État vassal qui irait prêter allégeance à la puissance chinoise », nous a froidement déclaré un brillant diplomate nord-coréen à la retraite rencontré à Pyongyang. Kim Jong-il détestait aller en Chine, mais il s'y est rendu huit fois entre 1994 et 2011. Un officiel chinois l'ayant reçu dans la grande ville portuaire de Dalian (dans la province chinoise voisine du Liaoning) dans les années 1990 se souvient du protocole très compliqué imposé par les Nord-Coréens : « Il avait horreur de l'avion, de peur d'un attentat, donc tous les déplacements se faisaient en train ou en voiture. Nous devions bloquer la route qui mène de Dandong à la frontière sino-nord-coréenne jusqu'à Dalian, des escortes motorisées entouraient le cortège officiel, plusieurs étages de l'hôtel à Dalian devaient être soigneusement inspectés et contrôlés... une rare paranoïa. »

La stratégie chinoise de l'époque consistait à convaincre Pyongyang de lancer des réformes économiques à l'image de celles lancées par Deng Xiaoping en Chine à la fin des années 1970. Kim Jong-il a visité les zones économiques spéciales (ZES) de Pudong près de Shanghai et de Shenzhen près de Hong Kong. De nombreuses délégations chinoises se rendaient aussi régulièrement en Corée du Nord, mais ces visites officielles de haut niveau ont cessé avec Kim Jong-un. Les canaux de communications entre les deux pays sont réduits au minimum. Kim Jong-un ne prête aucune attention aux mises en garde de Pékin au lendemain des essais nucléaires ou tirs de missiles. Kim Jong-un va même jusqu'à humilier Pékin en lançant ses missiles à des dates bien précises correspondant à des sommets ou forum internationaux que Xi Jinping doit présider afin de lui voler la vedette.

Les médias nord-coréens ne se privent plus non plus de critiquer ouvertement Pékin. Le grand quotidien du Parti du travail de Corée (PTC) *Rodong Sinmun* considère ainsi que la Chine « se range aux côtés des Américains » pour voter des sanctions à l'ONU. Pyongyang l'a même menacée « des plus graves conséquences pour avoir ébranlé les piliers de l'alliance sino-nord-coréenne ». De quelles conséquences parle-t-on ? Un document du PTC remontant au mois de mars 2017 révélait qu'il ne s'agissait ni plus ni moins d'une menace de « tempête nucléaire » contre la Chine ! Deux mois plus tard, un haut dignitaire du Parti expliquait qu'au lendemain du tir de missile balistique Hwasong-12 « réussi » la Chine se trouvait

« complètement piégée » par les fusées nord-coréennes. Au lendemain des dernières sanctions économiques votées par l'ONU en septembre 2017, la Corée du Nord a une nouvelle fois insisté sur son inébranlable volonté de poursuivre son programme nucléaire qui pourrait aboutir en 2018. « Nous ne mendierons jamais le maintien de notre amitié avec la Chine contre l'arrêt de notre programme nucléaire qui est aussi précieux que notre vie, peu importe la valeur de cette amitié. »

Le message officiel est clair. Quelles que soient les exigences chinoises, la Corée du Nord ira jusqu'au bout. Elle sait que sa voisine ne lui coupera pas les vivres et ne souhaite pas son effondrement. Les risques d'instabilité sont bien trop élevés aux yeux de Pékin, qui craint plus que tout le chaos. Les dignitaires nord-coréens en sont à ce point convaincus qu'ils n'hésitent pas à faire passer le message ouvertement à la presse étrangère : « La Chine n'a qu'à rester tranquille, nous a assené ce diplomate à Pyongyang, elle ne peut rien faire et surtout ne doit pas faire n'importe quoi. Le mieux est qu'elle se taise. »

2

La « Pyongyang connection » dans toute l'Asie

Les chambres de l'hôtel Zhonglian de Dandong offrent une vue dégagée sur la Corée du Nord et la zone économique spéciale (ZES) de Sinuiju. De la fenêtre d'une des suites du dernier étage, on peut observer le flot ininterrompu de camions, minibus, cars, semi-remorques et autres véhicules qui traversent le célèbre « pont de l'Amitié » entre la République populaire de Chine et la République populaire et démocratique de Corée. Plusieurs trains quotidiens passent également sur ce pont de pierre et d'acier qui surplombe le fleuve Yalu, la frontière naturelle.

Le panorama est splendide, l'air pur et les eaux limpides. En contrebas, des milliers de touristes chinois viennent étancher leur soif de curiosité en payant deux ou trois euros pour observer le voisin nord-coréen à travers des jumelles ultra-puissantes. Même pour les Chinois, ce pays reste une curiosité, méprisée, les ramenant des décennies en arrière lorsque la Chine était pauvre. Aujourd'hui, Dandong et son million d'habitants affichent une richesse insolente face à un voisin coréen considéré comme misérable. Elle est le poumon économique extérieur de toute la Corée du Nord par lequel transitent officiellement près de 80 % des exportations chinoises. Elle magnétise les hommes d'affaires chinois et nord-coréens, mais aussi japonais et même sud-coréens. On le sait moins, mais ces derniers sont nombreux. Si Dandong est aujourd'hui connue pour être la tête de pont de l'énorme commerce entre les deux nations – la Chine est le premier partenaire commercial de la RPDC et représente près de 90 % des trois milliards de dollars de ses échanges annuels (contre 26 % seulement en 2002) –, il y a des dizaines de petites ou moyennes villes chinoises (Yanji, Tumen, Baoli...) tout

le long des 1 400 kilomètres de frontière par lesquelles passent également des millions et des millions de dollars de produits « made in China ». Ou « made in the world » !

Grues, poids lourds, moteurs, bétonneuses, engins agricoles, voitures, 4 × 4 chinois, japonais ou allemands, petits produits manufacturés, nourriture, alcool, cigarettes, médicaments, matériels médicaux, ordinateurs, engrais chimiques, microprocesseurs, chaussures, baskets, vêtements mais aussi pétrole et gaz arrivent en Corée du Nord. Cette dernière exporte principalement des matières premières : charbon, fer, acier, zinc, diamants, terres rares, mais aussi textiles, poissons et fruits de mer vers la Chine.

Beaucoup plus discret mais bien plus profitable, le trafic de drogue depuis les années 1970 a rapporté des dizaines de milliards de dollars à la Corée du Nord. De la production officielle gérée par l'État sous Kim Il-sung aux « laboratoires-cuisines » d'aujourd'hui sous Kim Jong-un, l'opium, l'héroïne et la méthamphétamine ont toujours représenté une source majeure de revenus pour les caisses du régime. Les coopératives agricoles ont consacré des surfaces importantes à la culture du pavot pour fabriquer de l'opium qui sera transformé en héroïne. À partir des années 2000, au lendemain de la famine, les paysans ont cultivé individuellement le pavot et les usines chimiques se sont lancées dans la production d'une drogue de synthèse, la méthamphétamine. Plusieurs défecteurs en Mandchourie nous ont raconté que « l'héroïne était conditionnée dans des petits paquets de 300 grammes étiquetés “Thaïlande”, alors que la méthamphétamine se vendait par sacs d'un kilogramme sans origine de fabrication ». Une bonne partie de ces productions était acheminée sur le continent chinois par voie terrestre, et la grande majorité exportée par bateau vers Singapour, les Philippines, le Cambodge, Hong Kong, Macao, le Japon...

L'Asie a toujours été l'espace économique privilégié de Pyongyang. Et ses voisins très proches ont longtemps été les sources majeures de financement de la Corée du Nord. Ainsi le Japon était jusqu'au début des années 1980 le premier partenaire économique du pays, et même la Corée du Sud affichait jusqu'en 2011 des échanges annuels se montant à deux milliards de dollars.

En dépit de l'image de nation isolée et fermée sur elle-même véhiculée dans les médias, la Corée du Nord a tissé depuis longtemps un vaste réseau commercial dans le monde entier. Poursuivant une stratégie de guérilla inscrite dans son ADN, elle a habilement noué des liens économiques

diversifiés et très discrets avec des nations comme le Bangladesh, le Népal, le Sri Lanka et Timor-Leste. L'Inde, démocratie la plus peuplée au monde, leader des pays non alignés et farouche partisane de l'autodétermination et de l'autonomie, au même titre que la Corée du Nord, est aujourd'hui son deuxième partenaire commercial loin derrière la Chine bien sûr, mais compte toutefois pour 3,5 % de ses importations et près de 4 % de ses exportations. Hier encore, charbons, minerais, armes et même navires porte-conteneurs débarquaient dans les ports indiens alors que produits alimentaires et médicaments arrivaient sur les côtes nord-coréennes dans le port de Nampo près de Pyongyang. En 2017, l'Inde a officiellement déclaré au Groupe des experts de l'ONU chargé de contrôler l'application des sanctions économiques votées depuis 2006 qu'elle interdisait désormais tous les échanges avec son ancienne partenaire d'Asie du Nord. Reste à savoir si cet engagement public sera tenu.

Avec une frontière d'une vingtaine de kilomètres avec la Corée du Nord, la Russie s'impose bien sûr aussi comme un solide partenaire. Moscou achète très peu mais vend énormément, au point d'être le troisième exportateur vers Pyongyang. Plus de 2,5 % des importations nord-coréennes (pétrole, bois et blé) viennent de Russie. Sur sa façade asiatique, le grand port de Vladivostok n'est qu'à 150 kilomètres de la très dynamique zone économique spéciale (ZES) nord-coréenne de Rason, où les capitaux russes sont majoritaires. Elle est une des 22 zones économiques spéciales les plus dynamiques lancées par le leader Kim Jong-un depuis six ans. Preuve que les économistes, planificateurs, ingénieurs, banquiers et hommes d'affaires nord-coréens n'ont rien à envier à leurs homologues chinois.

Pratiquement inconnue du grand public avant l'assassinat, à l'aéroport international de Kuala Lumpur le 13 février 2017, de Kim Jong-nam, demi-frère du leader Kim Jong-un, la Malaisie a entretenu une relation très privilégiée avec Pyongyang dès les années 1970. Proche du bloc occidental anticommuniste au lendemain de son indépendance en 1957, la Malaisie s'est rapprochée des pays non alignés. En pleine crise diplomatique avec Pyongyang suspecté d'être à l'origine de l'assassinat de Kim Jong-nam, un fonctionnaire malaisien résumait la logique diplomatique de son pays en quelques mots : « Nous sommes une petite nation d'une trentaine de millions d'habitants et notre diplomatie se fonde sur une bonne entente avec tout le

monde, États-Unis ou Iran et Corée du Nord, en dépit des contradictions idéologiques. »

Jusqu'à cet assassinat méticuleusement préparé depuis des mois, les deux nations entretenaient d'étroites relations, au point que leurs citoyens pouvaient se rendre dans l'un et l'autre pays sans visa. Des vols nord-coréens de la compagnie Air Koryo assuraient même une liaison directe vers Kuala Lumpur jusqu'en 2014. Des centaines d'ouvriers, mineurs et ingénieurs nord-coréens ont travaillé sur place pendant des années (générant des millions de dollars au régime). Des informaticiens de haut niveau œuvraient même comme consultants dans de nombreuses sociétés malaisiennes. Huile de palme, médicaments, alimentation et caoutchouc prenaient la direction de Pyongyang. Machines-outils, crabes, nouilles ou extincteurs débarquaient à « Kuala » pour une valeur globale proche des dix millions de dollars.

Derrière ces activités parfaitement licites se dissimulaient en outre d'autres pratiques beaucoup moins avouables : à travers des sociétés-écrans aux activités non identifiables, la compagnie nord-coréenne Glocom fabriquait du matériel militaire sophistiqué comme des radios-émetteurs et les exportait en Asie, au Moyen-Orient ou en Afrique. Dans la China Town mais aussi dans la Little India de Kuala Lumpur, la police malaisienne a découvert l'année dernière des cyber-ateliers où des pirates informatiques géraient des sites de paris en ligne (courses de chevaux, matchs de foot...). Invisibles et intraçables, ces sociétés-écrans employant des Nord-Coréens pouvaient générer des millions de dollars chaque année, bien plus que les statistiques commerciales officielles publiées par la Malaisie. L'agence d'espionnage nord-coréenne, le « Bureau de reconnaissance », gérait des ventes d'armes également depuis la Malaisie pour des sommes jamais révélées mais que des experts à Kuala Lumpur ont évaluées à des centaines de millions de dollars.

« Pour les Nord-Coréens, qui ont une mentalité d'assiégés, ce pays est un véritable paradis », racontait l'année dernière dans son restaurant un patron sud-coréen installé en Malaisie depuis trente ans. Ancien militaire très conservateur, espion à la solde de Séoul à ses heures, cet homme d'affaires à la tête d'une grande chaîne de rôtisseries avoue : « On peut tout faire en Malaisie, l'environnement pour le business est idéal. On peut tout obtenir en payant les intermédiaires qu'il faut, alors vous imaginez combien il était facile pour les communistes nord-coréens de soudoyer les policiers ou militaires pour qu'ils ferment les yeux sur leurs activités illégales. » Ainsi la Malaisie a représenté une source très importante de devises pour le régime de

Pyongyang pendant des décennies, mais les relations avec Kuala Lumpur depuis l'assassinat de Kim Jong-nam se sont refroidies. L'ambassadeur a été expulsé, le système de visa aboli, les voyages de Malaisiens en Corée du Nord interdits et, depuis la visite du Premier ministre Najib Razak à Washington en septembre 2017, la Malaisie prohibe même « totalement la moindre relation commerciale avec Pyongyang ».

La filière malaisienne est donc désormais officiellement fermée, tous les ouvriers sont rentrés à Pyongyang, le personnel de l'ambassade a été réduit au minimum. Un froid qui n'a nullement empêché la Corée du Nord d'obtenir le rapatriement de la dépouille de Kim Jong-nam. Tous les suspects nord-coréens impliqués dans son assassinat ont pu rentrer chez eux sans être inquiétés. Le flou artistique entretenu par la Malaisie dans toute cette affaire glaçante digne du meilleur John le Carré (meurtre à l'agent chimique VX, inculpées vietnamienne et indonésienne, corps disparu puis retrouvé à la morgue...) laisse penser que ce pays réputé pour sa porosité frontalière et financière a beaucoup à cacher aux inspecteurs de l'ONU au sujet de ses liens étroits avec l'armée nord-coréenne.

À une heure d'avion à peine de Kuala Lumpur, Bangkok, capitale de la Thaïlande, pays du sourire et du tourisme, accueille depuis des décennies le « hub commercial régional » de la Corée du Nord pour toute l'Asie du Sud-Est. Le royaume de Siam est tout aussi peu regardant que la Malaisie pour le business et se positionne comme le quatrième pays exportateur vers la Corée du Nord, derrière la Chine, l'Inde et la Russie. Officiellement, la Corée du Nord exporte du matériel électrique et des produits chimiques. La Thaïlande envoie du sucre, du poisson et du caoutchouc. De très nombreuses compagnies d'import-export nord-coréennes sont installées en Thaïlande et rayonnent dans toute la région. Le système de visa entre les deux pays reste très souple. Dans sa stratégie d'étranglement économique de « l'État voyou » nord-coréen, Donald Trump a lancé depuis l'année dernière une vaste offensive en Asie du Sud-Est afin d'interdire tous ses échanges commerciaux légaux. Les échanges clandestins ne devraient toutefois pas être impactés. En visite à Bangkok l'été dernier, dans le cadre d'une tournée dans la région asiatique, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson était venu convaincre son allié historique thaïlandais d'isoler encore davantage Pyongyang malgré les liens commerciaux importants qu'entretiennent les deux États. Pour une première visite de ce niveau depuis le coup d'État militaire à Bangkok en

2014, les États-Unis espèrent faire pression sur la junte militaire thaïe, notamment sur sa politique de visas. La politesse thaïlandaise n'a pas trompé le représentant américain, car dans la réalité les échanges commerciaux et les activités parallèles nord-coréennes n'ont pas cessé. Aucune déclaration officielle, aucun engagement, aucune promesse n'a été faite de la part des militaires thaïlandais...

Une même proximité règne sur les relations entre militaires birmans et nord-coréens. En 2017, la Birmanie a été publiquement mise en cause dans le rapport rédigé par le Groupe des experts de l'ONU. Les liens très anciens et échanges massifs avec plusieurs agences nord-coréennes en charge de ventes d'armes y étaient mentionnés. Pour la première fois, Naypyidaw a répondu à ces accusations en expulsant le diplomate Kim Chol-nam, en lien avec la Korean Mining Development Trading Corporation (Komid), agence nord-coréenne en charge des ventes d'armes à l'étranger. Les pressions américaines sur l'armée birmane, qui détient toujours le pouvoir en coulisses, visent à rompre les liens étroits entre l'ancienne junte militaire birmane et ses homologues nord-coréens. Sous la présidence Obama, les États-Unis ont inscrit en 2013 l'entreprise d'État birmane DDI, liée à la défense, sur leur liste noire. La DDI est un énorme conglomérat militaire regroupant une vingtaine d'usines d'armement et détenteur de dizaines de comptes bancaires offshore. Pour Washington, la DDI est directement impliquée dans les ventes d'armes illégales à Pyongyang. La Birmanie, tout comme la Corée du Nord, a vécu pendant des décennies (jusqu'en 2014) sous de très sévères sanctions internationales qu'elle n'a cessé de contourner selon le même *modus operandi* que la Corée du Nord. Ses liens privilégiés avec la République populaire de Chine lui ont également permis de survivre et de faire prospérer ses activités licites et illicites.

Le rapprochement de Pyongyang avec la Birmanie remonte au tout début des années 1990, au lendemain de la chute de l'URSS. Il lui fallut alors trouver d'autres partenaires économiques et militaires. Un accord de troc fut donc signé entre les deux capitales, Rangoon (Naypyidaw n'est devenue la capitale birmane qu'en 2005) s'engagea à fournir riz, bois et caoutchouc contre des armes nord-coréennes, une assistance technique et la reprise des relations diplomatiques en 2007. Les liens entre la Tatmadaw (armée birmane) et l'armée populaire de Corée n'ont cessé de se renforcer au fil du temps. Ainsi le protocole d'accord originel inclut une assistance technique

pour la construction d'un vaste réseau de tunnels sous la nouvelle capitale Naypyidaw. Ce projet fit même craindre à l'époque que la Birmanie ne soit en train de mettre sur pied un programme nucléaire secret en collaboration avec la Corée du Nord.

Les États-Unis se rapprochèrent très vite de la Birmanie lorsque son processus de démocratisation fut lancé à partir de 2012. Après l'élection d'Aung San Suu Kyi à la tête du pays en 2015, les civils birmans ont considéré qu'ils avaient plus à gagner en renouant avec Washington, qui levait progressivement ses sanctions, qu'en maintenant leurs relations avec la Corée du Nord. Pour autant, la récente désillusion engendrée par l'attitude de la Nobel de la paix face au drame des musulmans Rohingyas et le peu de progrès démocratiques en Birmanie font réfléchir les Occidentaux, qui ont la sensation de s'être fait berner par le régime birman, plus que jamais entre les mains des militaires. Si Naypyidaw affiche aujourd'hui une volonté d'appliquer les sanctions de l'ONU contre Pyongyang, l'opacité et la profondeur de ses liens avec les entités militaires nord-coréennes, toujours plus en quête de partenaires, ne garantissent donc pas le divorce officiel de cet ancien « mariage de convenance ».

Très discret, peu connu mais soutien indispensable au régime nord-coréen depuis les années 1980, le réseau des Nord-Coréens du Japon, enfin, a alimenté pendant des décennies les caisses de Pyongyang. Descendants des deux millions et demi de travailleurs forcés exilés par l'armée nippone pendant la Deuxième Guerre mondiale, 600 000 Coréens vivent au Japon. Lorsque les relations furent normalisées en 1965 entre le Japon et son ancienne colonie coréenne, plus de la moitié, soit 325 000, a choisi de recouvrer la nationalité sud-coréenne, et les 275 000 restants sont demeurés fidèles à leurs racines nord-coréennes et se sont regroupés au sein de l'association des Nord-Coréens du Japon, la Chongryon, sorte de filiale nord-coréenne implantée au Japon. Une manne mirifique pour toute la dynastie Kim depuis des décennies. D'après les dernières statistiques du ministère nippon de la Justice en 2015, la communauté coréenne de l'archipel compte 33 939 Coréens du Nord.

Concrètement, toutes les sociétés créées par la Chongryon envoient une partie non négligeable de leurs bénéfices à la Corée du Nord. À la une des quotidiens nord-coréens sont publiées régulièrement les photos de généreux donateurs, qui reçoivent les honneurs des dirigeants. Lors de notre dernier

voyage en Corée du Nord à l'automne 2017, nous avons croisé une délégation officielle de Nord-Coréens du Japon à l'hôtel Koryo qui participait à des cérémonies officielles en leur honneur. Au même moment, un groupe d'une vingtaine de jeunes lycéens nord-coréens du Japon a passé une bonne semaine sur la terre de ses ancêtres.

Même si elle a aujourd'hui décliné, l'influence de la Chongryon reste importante. Les fonds récoltés au Japon sont centralisés par la Shokokai, chambre de commerce et d'industrie nord-coréenne au Japon, soutenue par la plus ancienne maison de crédit coréenne, fondée en 1952, la Choshin. La période de la folle prospérité du Japon dans les années 1980 marque l'apogée de ces transferts financiers en Corée du Nord. Certains experts économiques japonais estiment que ce sont des milliards de dollars qui ont alors été blanchis en passant par le tamis des *yakuzas*, la mafia japonaise, au sein de laquelle les Nord-Coréens collaborent activement.

Entre le Japon et la Corée du Nord, les affaires rapportent beaucoup. Le chiffre d'affaires des 20 000 salles de pachinko, billard électronique vertical, détenues encore aujourd'hui à 30 % par les Nord-Coréens, dépasserait plusieurs dizaines de milliards d'euros par an et a longtemps représenté la moitié des revenus envoyés à la Corée du Nord. De nombreux réseaux bancaires internationaux ont permis de virer cet argent vers des comptes nord-coréens à l'étranger. Mais d'énormes quantités de liquide ont utilisé pendant des décennies les services du ferry nord-coréen *Man Gyong Bong-92*. Ce navire a assuré jusqu'en 2008 trois fois par mois la liaison entre le port japonais de Niigata (côte ouest du Japon) et le port nord-coréen de Wonsan (côte est de la Corée du Nord).

Toujours fringant, le *Man Gyong Bong-92* a fière allure sur le quai central de Wonsan. L'équipage est à bord et l'entretient comme s'il allait reprendre la mer le lendemain. S'il pouvait prendre la parole, ce navire aurait des milliers de choses à raconter sur ce qu'il a transporté dans ses soutes pendant plusieurs décennies et le rôle vital qu'il a joué pour remplir les caisses du régime. Derrière les paquets de nouilles instantanées, les bidons d'huile, les bouteilles de soja et autres sacs de riz se glissaient des valises bourrées de cash, sous lesquelles se camouflaient encore d'autres caisses remplies de matériel très sophistiqué destiné aux programmes militaires nord-coréens. « Près de 90 % des composants que j'utilisais dans le cadre de mon travail sur les missiles passaient par ce ferry », témoignait il y a une dizaine d'années ce scientifique nord-coréen qui a fait défection en Corée du Sud. Et cette

industrie de missiles pouvait rapporter bon an mal an un milliard de dollars. Ces pièces importées du Japon, manufacturées en Corée du Nord, et missiles réexportés dans le monde entier, ont permis d'engranger des milliards de dollars depuis la fin des années 1980. Dépassant largement à eux seuls les échanges commerciaux actuels avec la Chine qui se monteraient (les statistiques restent toujours très aléatoires) à près de 5 milliards de dollars par an...

3

La nébuleuse africaine

« Nous entretenons des relations diplomatiques avec tous les pays africains, sans forcément avoir d'ambassade sur place. En apparence, beaucoup se sont rapprochés de la Corée du Sud et se sont alignés sur la communauté internationale pour nous condamner, mais, au fond, rien n'a changé. Même ceux qui nous condamnent continuent d'entretenir de bonnes relations avec nous ! Ils sont victimes du chantage des États-Unis et n'ont guère le choix. L'aide au développement, le commerce sont des arguments de poids. »

En quelques mots, Song, diplomate à la retraite rencontré à Pyongyang, a résumé la nature des liens qui unissent le continent africain et la Corée du Nord. Des liens qui en dépit de sanctions ne sont pas près de se distendre car, ajoute-t-il, « la plupart des pays africains ont connu la colonisation. Au fond d'eux-mêmes, leurs responsables jubilent quand ils voient notre petit pays tenir tête aux États-Unis ».

Le sourire tranquille de ce vieux loup de la diplomatie africaine, autrefois en poste dans une ambassade nord-coréenne en Afrique – il y en a, au total, une vingtaine –, évoque l'assurance de relations anciennes remontant le plus souvent à la guerre froide et aux guerres d'indépendance. Sous l'impulsion de Kim Il-sung, la République populaire démocratique de Corée, elle-même victime de la colonisation japonaise (1910-1945), a fourni une aide aux nations africaines en lutte contre les puissances coloniales européennes et les régimes d'apartheid.

Cette aide militaire directe permit à la Corée du Nord de développer ses relations avec le continent tout en s'affranchissant d'une prise de position dans la rivalité américano-soviétique. Peu importait pour Pyongyang la

nature du régime : la Corée du Nord soutenait alors sans faille les jeunes États qui la reconnaissaient. Pour Ko Young-hwan, anciennement basé à Brazzaville et premier diplomate à avoir fait défection en Corée du Sud en 1990 : « Kim Il-sung tenait à l'Afrique car il voulait utiliser les votes des pays africains à l'ONU pour obtenir le retrait des troupes américaines en Corée du Sud. Il pensait qu'en ralliant les pays socialistes du bloc de l'Est et l'Afrique, il aurait gain de cause. »

Lutte contre le colonialisme et aide militaire sont alors étroitement imbriquées. Pendant la guerre de Corée, l'Afrique du Sud fut l'un des pays engagés dans le corps expéditionnaire onusien. Les responsables nord-coréens condamnèrent en retour son régime raciste, Kim Il-sung voyant ainsi en lui « la forme la plus cruelle du colonialisme ». Alors qu'en 1962 Nelson Mandela et les leaders de l'ANC sont emprisonnés, la Corée du Nord, répondant à l'appel d'Oliver Tambo et de Thabo Mbeki, aide ces derniers à former des soldats dans les camps installés dans les autres pays amis d'Afrique australe, notamment l'Angola. En 1998, après la fin de l'apartheid, une ambassade nord-coréenne fut établie à Pretoria. Elle est aujourd'hui l'une des plus actives du continent. À la mort de Nelson Mandela, en décembre 2013, la Corée du Nord envoya des condoléances officielles, saluant un homme exceptionnel.

La grande époque des relations africano-nord-coréennes démarre au lendemain de la visite de Richard Nixon en Chine en 1972. Dès lors et jusque dans les années 1980, la RPDC va établir des relations diplomatiques avec le Cameroun, le Rwanda, le Sénégal, la Haute-Volta, (aujourd'hui le Burkina Faso), Madagascar, le Zaïre (aujourd'hui la République démocratique du Congo), le Togo, le Bénin, la Gambie, l'île Maurice, l'Angola, la Libye, le Gabon, la Guinée-Bissau, le Ghana, le Niger, le Botswana, le Kenya, l'Éthiopie, le Mozambique, la Tunisie, São Tomé, le Cap-Vert, le Nigeria, les Seychelles, le Zimbabwe et le Lesotho. Sont alors posées les fondations de ce qui au cours des ans deviendra dans l'ombre une solide et fructueuse relation basée tout autant sur des liens commerciaux (qui perdurent pour la plupart) que sur l'étude de l'idéologie. Un peu partout en Afrique sont créés des instituts de recherche consacrés à l'étude du *juche*. Les plus actifs, au Bénin, en Éthiopie, en RDC, au Nigeria, en Tanzanie, en Ouganda et en Afrique du Sud où un nouveau cercle a été créé en 2016 sous la direction du communiste Ambrose Mnisi, continuent d'attirer des membres. La variété des plaques de

marbre, certaines très récentes, qui ornent à Pyongyang l'entrée de la tour du *juche*, cadeaux de ces associations d'amitié, atteste la solidité des échanges. Dans les années 1980 en outre, dans le cadre de la diplomatie nord-coréenne vers le tiers monde, environ 200 étudiants originaires de Guinée, de Guinée équatoriale, de Tanzanie, de Madagascar, de Zambie, du Lesotho, du Mali et d'Éthiopie furent invités à venir étudier dans les universités du pays, essentiellement la médecine et l'agronomie.

D'après la bibliothèque du Congrès américain, à la fin de la guerre froide, la Corée du Nord a établi des relations militaires avec 62 États et acteurs non gouvernementaux d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient. Symbole de cette époque de coopération, le palais du Soleil de Kumsusan, à Pyongyang, mausolée où reposent les corps de Kim Il-sung et de Kim Jong-il, où sont exposés en place d'honneur les portraits de nombreux dirigeants africains comme Mouammar Kadhafi, ou Moktar Ould Daddah, président de la Mauritanie indépendante.

Les liens avec l'Afrique vont clairement se renforcer en 2006 au lendemain de la résolution 1718 des Nations unies suivant le premier essai nucléaire nord-coréen. Il est désormais urgent pour Pyongyang de diversifier ses partenaires commerciaux afin de ne pas dépendre exclusivement de Pékin. Le montant des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Corée du Nord, en moyenne 90 millions de dollars pour la période allant de 1998 à 2006, passe à 216,5 millions de dollars pour les années 2007 à 2015. Ces chiffres officiels de l'Institute for Security Studies, partiels, sont largement inférieurs aux estimations habituellement avancées par les *think tanks* qui prennent en compte toutes les formes de commerce, y compris les trafics en marge de la loi : entre 700 millions et un milliard de dollars.

Les impressionnantes statues et monuments de propagande que la Corée du Nord a érigés un peu partout sur le continent africain traduisent cette politique ancienne d'investissement à l'étranger, notamment dans le domaine de la construction, avec envoi d'une main-d'œuvre qualifiée. Cette source de revenus artistiques non négligeable, entre 120 et 230 millions de dollars par année, est régulièrement dénoncée par les Nations unies.

Aujourd'hui, les carnets de commandes des Studios d'art Mansudae sont moins remplis qu'il y a quelques années, mais ses équipes réputées pour leur professionnalisme travaillent dans le monde entier. Reconnues pour la réalisation de musées panoramiques, elles ont réalisé en 1998 les fresques du

musée de la Guerre d'octobre 1973, à Damas. Plus récemment, au Cambodge, l'Angkor Panorama Museum a été inauguré en 2015. Les 63 peintres venus passer un an à Siem Reap y ont produit une fresque à 360° de 13 mètres de haut et 120 de long retraçant l'histoire des anciens royaumes khmers, sur le modèle du diaporama de la bataille de Daejeon présenté au musée de la Guerre victorieuse à Pyongyang. Il est prévu que les bénéfices du musée cogéré par Nord-Coréens et Cambodgiens soient partagés pendant une décennie.

Une vingtaine de pays africains (parmi lesquels l'Angola, le Bénin, le Tchad, la RD Congo, la Guinée équatoriale, l'Éthiopie, le Togo, le Mozambique et le Zimbabwe) ont acquis des statues monumentales réalisées par la Mansudae Overseas Project (MOP), branche internationale de la maison mère, dont le siège est à Pyongyang. La première fut inaugurée à Addis-Abeba le 12 septembre 1984 en hommage à la lutte des soldats éthiopiens et cubains durant la guerre de l'Ogaden. L'une des plus récentes, le monument de la Renaissance africaine, domine depuis 2010 le quartier de Ouakam, à Dakar. Commandée par Abdoulaye Wade, l'œuvre aurait coûté la bagatelle de 20 millions de dollars.

Au Zimbabwe, plusieurs statues géantes attendent le décès de l'ex-président Robert Mugabe pour être dévoilées. Grand admirateur de Kim Il-sung, qu'il rencontra à Pyongyang en 1978, Mugabe a toujours considéré les principes du *juche* comme un modèle pour l'Union nationale africaine du Zimbabwe. Les relations entre les deux pays sont historiquement basées sur une étroite coopération militaire. Les 3 500 hommes de la Cinquième Brigade, à l'origine de l'un des plus sanglants faits d'armes du Zimbabwe – le massacre de Matabeleland en 1983, durant lequel des dizaines de milliers d'opposants furent éliminés –, furent formés par des instructeurs nord-coréens. La Corée du Nord avait aussi fourni pour 18 millions de dollars d'armes et de munitions. Les liens entre les deux pays se sont pourtant ternis depuis la visite à Harare, en 2016, de Park Geun-hye, la présidente sud-coréenne aujourd'hui déchue, qui apportait dans ses valises dix accords de coopération et un carnet de commandes de 350 000 dollars de matériel militaire. D'après notre ancien diplomate nord-coréen, cette politique sud-coréenne offensive, destinée à isoler Pyongyang de ses appuis au lendemain de son cinquième essai nucléaire « a freiné la coopération, mais ne l'a pas totalement interrompue ». Et l'éviction en novembre 2017 du vieux président Mugabe après trente-sept ans de pouvoir sera peut-être l'occasion d'une

embellie dans les relations puisque son successeur Emmerson Mnangagwa n'est autre que celui qui, alors simple ministre de la Sécurité d'État, en octobre 1980 signa avec Kim Il-sung à Pyongyang l'accord d'entraînement de la Cinquième Brigade...

Les activités de la Mansudae Office Project (MOP) ne se limitent pas à la production de statues et de monuments. Avec sa filiale, la Korean Mining Development Trading Corporation (Komid), elle est considérée par les États-Unis comme « le premier vendeur d'armes nord-coréen et le principal canal de prolifération » des équipements relatifs aux missiles balistiques et aux armes conventionnelles. Les deux compagnies sont donc la cible de sanctions internationales. Au cœur de leur activité en Afrique : la construction d'infrastructures gouvernementales et militaires (usines d'armement et de munitions, avec suivi de production et, parfois, transferts de technologie).

D'après le dernier rapport onusien sur la question, à ce jour 11 pays africains sur 54 ne respectent pas les sanctions contre Pyongyang. C'est notamment le cas de la RDC, de l'Angola, de l'Érythrée, de l'Égypte, du Soudan, du Mozambique et de l'Ouganda. La Namibie a même confirmé que la Corée du Nord a décroché sans le moindre appel d'offres bon nombre de contrats liés à la défense et s'élevant à plusieurs milliards de dollars. Citons : la construction du palais présidentiel, celle du Musée militaire des forces namibiennes, à Okahandja, et celle du musée de l'Indépendance, mais aussi l'aménagement des nouveaux bâtiments des services de renseignement et même l'extension de la ferme de l'ex-président Sam Nujoma à Etunda, à 350 km de Windhoek.

Aujourd'hui, en dépit de l'annonce par le gouvernement namibien, en janvier 2016, de la rupture « avec effet immédiat » de ses contrats commerciaux avec la MOP et la Komid, la situation demeure ambiguë. La construction d'une usine d'armements et de munitions à Oamites, avec l'aide de la Komid, et celle, commandée par le ministère de la Défense, d'une académie militaire à Leopards Valley seraient toujours en cours. Officiellement toutefois, les activités des deux entreprises nord-coréennes ont pris fin. Et l'achèvement de l'usine d'Oamites a été confié à une compagnie serbe. Pourtant, les habitants de la région se montrent dubitatifs. Ils racontent que les ouvriers nord-coréens, reconnaissables à leurs tenues bleu pâle, sont toujours là, à ceci près qu'ils affirment être aujourd'hui employés par une compagnie chinoise basée dans la préfecture autonome de Yanbian, en

Mandchourie, où vivent près d'un million de Chinois-Coréens ethniques (*joseonjok*) particulièrement actifs dans le négoce et en lien permanent avec la minorité chinoise des *hwagyo*, les 5 000 Chinois vivant actuellement en RPDC. Ces derniers possèdent un passeport chinois et une sorte de permis de séjour longue durée en Corée du Nord.

Allié historique de la Corée du Nord, l'Ouganda a lui aussi mis fin à sa coopération militaire et policière en 2016, après la visite de Park Geun-hye, et promis d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité. Là encore, les relations entre les deux pays sont anciennes. Depuis son arrivée au pouvoir, en 1986, le président Museveni s'est rendu à trois reprises à Pyongyang, en 1987, 1990 et 1992. La décision de rompre avec Pyongyang fut prise à contrecœur. Dans un premier temps, le président a démenti toute idée de rupture avec Pyongyang, avant d'être contraint d'admettre que, son pays étant « contre toute forme de prolifération nucléaire et balistique », il appliquerait les sanctions. Les liens diplomatiques n'ont en revanche pas été affectés, les visites d'hommes d'affaires nord-coréens en Ouganda auraient repris au lendemain de la destitution de la présidente sud-coréenne en décembre 2016 et, en septembre 2017, deux semaines après le sixième essai nucléaire nord-coréen, Museveni prenait position à la tribune des Nations unies pour l'autodétermination des deux Corées à choisir leur destin sans intervention des grandes puissances...

La liste est longue des pays africains qui ont fait appel à la Corée du Nord. Sanctions, revirements d'alliances sont handicapants, mais ne remettent pas fondamentalement en question la coopération. Par ailleurs, les engagements pris par certaines nations africaines de réduire ou interrompre leurs relations avec Pyongyang ne sont pas toujours suivis d'effet. Quand en 2010 le Burkina Faso, dans un rapport aux Nations unies, affirme qu'il n'entretient pas le moindre lien commercial avec Pyongyang, cela ne reflète en rien la réalité : les activités commerciales entre les deux pays étant passées de 780 000 dollars par an pour la période 1995-2011 à 36 millions de dollars en 2015 ! S'il est plus difficile pour les sociétés nord-coréennes d'opérer à l'étranger (restriction de déplacements pour voyages d'affaires, comptes bancaires bloqués), les liens perdurent envers et contre tout, d'autant que même si certains pays africains se sont engagés à appliquer les sanctions, ils n'ont souvent pas les moyens technologiques d'effectuer les contrôles

requis. Autant de brèches dans lesquelles la Corée du Nord peut facilement s'engouffrer.

Le Mozambique a été épinglé en 2017 par les Nations unies pour l'achat récent à la société nord-coréenne Haegumgang d'armements pour une valeur de six millions de dollars. En 2015, la Guinée équatoriale, qui fait déjà appel depuis de nombreuses années à la main-d'œuvre nord-coréenne pour divers chantiers de construction, a signé avec la société KCC (Korea Computer Center), basée à Pyongyang, un marché de plusieurs milliards de dollars pour construire le système de sécurité du président Obiang Nguema. À l'Érythrée, la RPDC aurait livré du matériel de transmission radio avec l'aide de la Chine, ainsi que tend à le prouver l'interception en 2016 d'une cargaison d'armes chinoises et nord-coréennes. En RDC, elle aurait participé à la construction d'une usine de munitions, à Likasi, assuré la formation d'unités spéciales de l'armée et de la garde présidentielle, qu'elle aurait entièrement équipées de pistolets automatiques. En Angola, ses instructeurs auraient initié les membres de la garde présidentielle aux arts martiaux et en 2011 fourni 4,5 tonnes de pièces détachées liées à l'armement. L'Éthiopie compte sur sa coopération pour entretenir ses systèmes d'armements. La résolution 2207 des Nations unies, en 2015, dénonçait notamment la coopération entre une société nord-coréenne basée à Addis-Abeba, la Homicho Engineering Company et la Komid et ce malgré un ferme démenti des autorités. Quant à la Tanzanie, elle a invité à de multiples reprises des ingénieurs militaires nord-coréens afin de moderniser ses avions de combat.

À la Colonie internationale de Songdowon à Wonsan, Mlle Kim, adjointe à la direction, évoque en souriant les innombrables enfants venus d'Afrique depuis la fondation de l'institution par Kim Il-sung en 1960. Interrogée face au petit garçon africain, raquette de badminton en main, qui figure aux côtés des dirigeants nord-coréens dans le groupe monumental en bronze trônant au milieu de la cour, elle regrette qu'ils soient de moins en moins nombreux à passer leurs vacances dans la colonie. « Autrefois, ils venaient de Tanzanie, du Sénégal, de partout en Afrique. J'éprouve pour l'Afrique le même sentiment que j'ai eu spontanément pour le petit Moussa, l'un des enfants du président du Nigeria qui a séjourné ici tout récemment. Et cet amour-là, c'est vraiment la base de nos relations avec le continent africain. »

En ce qui concerne le Maghreb et les pays arabes, Min, homme d'affaires nord-coréen qui connaît l'Afrique subsaharienne et le Maghreb comme sa

poche, ne mâche pas ses mots : « Depuis notre essai nucléaire de janvier 2016, les États-Unis essaient plus que jamais de convaincre le monde arabe de couper les ponts avec nous. Mais cette politique d'intimidation ne fonctionne pas car les peuples arabes sont, comme nous, hostiles à l'impérialisme américain. » Propagande ? Certes, mais suffisamment ancrée dans les mentalités pour que la région n'applique pas les sanctions ou ferme les yeux. Là encore, ce sentiment remonte à l'époque de la guerre froide, durant laquelle la relative autonomie de la Corée du Nord vis-à-vis de son allié soviétique fut observée avec attention par les pays arabes qui souhaitaient prendre leurs distances avec Moscou. Le Moyen-Orient offrait alors des perspectives prometteuses dans le domaine de la défense. La Corée du Nord décida de soutenir politiquement les régimes fraîchement devenus indépendants, comme l'Égypte de Nasser. La guerre des Six-Jours en 1967, puis celle du Kippour en 1973 donnèrent l'occasion à Pyongyang de s'imposer comme un partenaire fiable qui, au-delà de l'idéologie, proposait armes, savoir-faire et expertise militaires à des prix défiant toute concurrence. En 1973, la Corée du Nord fut ainsi chargée de l'entraînement des cadres de l'armée égyptienne, à laquelle elle fournit aussi trente pilotes, une escadre de Mig-21 et des ingénieurs en balistique. En remerciement, l'Égypte lui envoya des Scud B (soviétiques).

Cette entente cordiale fut toutefois rapidement mise à l'épreuve par la concurrence venue d'une Corée du Sud à l'économie florissante et plus diversifiée. Autre coup de canif dans les relations entre les pays arabes et la Corée du Nord, le soutien que cette dernière, séduite par les propos antiaméricains de Khomeini, apporta à Téhéran durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). « Cela provoqua une onde de choc dans la région, confirme notre homme d'affaires qui, à l'époque, travaillait en Égypte. Mais cela n'empêcha pas Moubarak de se rendre quatre fois à Pyongyang, entre 1983 et 1990. » Les révolutions arabes qui emportèrent le régime de Moubarak puis celui de Kadhafi furent un ultime coup dur pour Pyongyang.

Les échanges avec Le Caire ne se limitent pas à l'armement. C'est au géant égyptien Orascom Telecom que la Corée du Nord doit son réseau de téléphonie mobile, grâce à la joint-venture Koryolink, dont le réseau 3G, créé en 2008, compte trois millions d'abonnés. Ce véritable succès et quasi-monopole du marché de la téléphonie mobile a pris fin en 2015 : la Corée du Nord ayant décidé de privilégier son opérateur local Byol (« étoile »), Orascom a perdu ses 75 % de participation au sein de sa filiale nord-coréenne

et n'a, à ce jour, jamais pu sortir du pays les bénéfices de ses années à Pyongyang...

Aujourd'hui, les liens entre Le Caire et Pyongyang subissent de plein fouet la pression de Washington. En août 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils réduisaient leur aide financière à l'Égypte au motif que cette dernière ne respectait pas les droits de l'homme. Le 11 septembre, l'Égypte rompait ses liens militaires avec Pyongyang et renforçait ses relations avec Séoul.

Selon ce même diplomate, les pressions américaines commencent à faire aussi sentir leurs effets à Alger. Les liens avec Pyongyang n'en sont pas moins solides car ils sont porteurs d'un symbolisme cher au cœur des Algériens. Plusieurs raisons à cela : en 1958, la Corée du Nord fut le premier pays non africain à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), puis en 1976 celui de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), décision en parfaite cohérence avec sa participation au mouvement des non-alignés et avec le soutien que Kim Il-sung apporta aux mouvements de décolonisation, du FLN à l'OLP. Pyongyang, enfin, joua un rôle capital de soutien auprès d'Alger lors de la « décennie noire » des années 1990, durant laquelle le pays, qui affrontait des vagues de violences de la part de groupes islamistes armés, était soumis à un embargo total sur les armes. La Corée du Nord fut alors chargée de la formation des troupes spéciales algériennes et aida l'armée à affronter la guerre civile. Malgré la pression américaine, ces liens paraissent inaltérables. Ils ont été réaffirmés en avril 2017, à l'occasion de la visite du vice-ministre nord-coréen des Affaires étrangères à Alger. De grandes avancées furent accomplies en matière de coopération bilatérale, avec notamment la signature d'un programme d'échanges entre les universités Kim-Il-Sung à Pyongyang et Al-Djezair-1 à Alger. Sur le plan énergétique, la Corée du Nord aurait demandé à l'Algérie de l'aider à exploiter ses réserves de pétrole off shore situées à la limite de l'espace maritime chinois. En échange de quoi, Pyongyang mettrait à sa disposition son savoir-faire en matière de transformation des hydrocarbures. Un tel partenariat permettrait bien sûr à la Corée du Nord de s'émanciper du carcan des sanctions onusiennes et de l'embargo sur les importations de pétrole.

Entre les Coréens et les Libyens, enfin, la coopération ne semble guère près de faiblir. En 2004, sous la pression américaine, Mouammar Kadhafi avait décidé de couper tout lien avec la Corée du Nord. Une décision que le gouvernement actuel s'est empressé d'oublier, mettant fin aux espoirs

américains et sud-coréens de voir cette alliance voler en éclats à la faveur du chaos que traverse la région.

Les liens avec Tripoli, qui remontent à la prise du pouvoir de Kadhafi en 1969, ont connu leur apogée dans les années 1970-1980. Des documents aujourd'hui déclassifiés mentionnent une réunion qui se tint en 1978 dans les locaux de l'ambassade nord-coréenne en Roumanie et qui scella une très étroite coopération militaire entre les deux pays (construction d'infrastructures, formation de cadres, assistance technique, ventes d'armes), faisant de la Corée du Nord (avec l'URSS) l'un des principaux fournisseurs de la Jamahiriya. La guerre civile en 2011 confirma l'importante présence d'armes en provenance de la Corée du Nord : des roquettes, des canons antiaériens, des mines antipersonnel. Un rapport du Pentagone daté de 2013 évoque aussi la vente à Tripoli d'hexafluorure d'uranium, composé de l'uranium lié au cycle de fabrication de l'arme nucléaire.

Aujourd'hui, la coopération a repris. En février dernier, en double violation pour la Corée du Nord de la résolution 2270 des Nations unies, de mars 2016, et pour la Libye de l'embargo sur les armes daté de la résolution 1970 de 2011, Tripoli et Pyongyang ont réaffirmé leur volonté de coopérer dans des domaines techniques liés à la défense (information, communications), marquant le renouveau de leurs relations...

Ce sont de mêmes relations de confiance qui règnent avec un autre pays ami, du Proche-Orient cette fois, la Syrie. Cette solide amitié, cimentée par un sentiment anticolonialiste commun et la haine d'Israël « à la botte des impérialistes américains », remonte à la coopération scientifique et militaire initiée par Kim Il-sung et Hafez al-Assad dans les années 1970.

La coopération entre les deux pays s'étend des domaines les plus inattendus (opéra, médias) aux plus classiques (agriculture, industrie), mais a surtout prospéré dans le secteur plus secret de l'armement, la Corée du Nord ayant en effet largement contribué aux programmes nucléaire et balistique de la Syrie, mais aussi au développement de son armement chimique. Les Nations unies rappellent qu'en 2017 ont été interceptées deux cargaisons expédiées par la Komid destinées au Centre syrien d'études et de recherches scientifiques. La Corée du Nord aurait aussi envoyé plusieurs dizaines d'instructeurs militaires en 1984, 1985 et 1990, et l'agence TASS rapporte qu'en 2016 des unités militaires nord-coréennes, les « Cholma » (« cheval de fer ») auraient combattu aux côtés des troupes gouvernementales. Ces dernières auraient d'ailleurs été alors équipées en Manpad (Man-Portable Air-Defence System).

Parfaitement réactive, la Corée du Nord, qui a suivi avec attention l'évolution de la situation dans le pays et les revers successifs de l'État islamique en Syrie, s'est proposée en novembre 2017 par la voie de son ambassadeur Chang Myong-ho pour aider à la reconstruction du pays.

Tous ces trafics et ces relations commerciales alimentent depuis des années les caisses de Pyongyang. Leur multitude et leur diversité sont le meilleur garant de leur impunité. Cette guérilla économique utilise des techniques de camouflage que pressions américaines et dureté des sanctions n'ont finalement fait qu'aider à se développer. Avec un allié de poids, la Chine, qui n'a jamais tenté de faire pression sur les pays africains comme l'ont fait les États-Unis avec l'Égypte. Ou encore le Japon, qui en août 2017 a opté pour un renforcement de ses sanctions contre la Corée du Nord *via* le gel des avoirs des entreprises namibiennes soupçonnées de commercer avec Pyongyang, dans l'espoir d'enrayer son programme balistique et nucléaire.

Les différents rapports des Nations unies pointent systématiquement le commerce Chine-Afrique comme une couverture efficace aux trafics d'armes de Pyongyang qui fonctionnent *via* des entreprises chinoises installées à Hong Kong, à Macao, à Pékin ou sur le continent, entreprises elles-mêmes parfois enregistrées aux îles Vierges. Le transport est généralement discret et, là encore, les Nord-Coréens ont développé des techniques de camouflage pour contourner les sanctions et tromper les contrôles. C'est au transport maritime que fait appel Pyongyang avec des navires dont un bon nombre sont inscrits sur la liste noire des Nations unies, qui naviguent sous pavillon de complaisance (Tanzanie, Cambodge), ou prennent de nouveaux codes d'identification et omettent le numéro d'enregistrement de leurs transmissions à bord.

Les ambassades sont aussi autant d'antennes actives engagées corps et âme à faire fonctionner ce système de financement parfaitement rodé. Une véritable armée de diplomates, ambassadeurs et conseillers, plus inventifs les uns que les autres, y planchent pour réactiver d'anciennes amitiés, trouver des solutions et prospecter de nouveaux marchés. Licites ou illicites. Ainsi le trafic d'ivoire qui, d'après l'ONG suisse Global Initiative, serait une activité « classique » et régulière des diplomates nord-coréens en Afrique : selon son rapport de septembre 2017, sur les 31 cas de diplomates étrangers impliqués dans du trafic d'ivoire au cours des trente dernières années, 18 seraient nord-coréens. En mai 2015, le conseiller politique de l'ambassade d'Afrique du

Sud avait été arrêté par la police mozambicaine avec 100 000 dollars scotchés autour de la taille et 4,5 kilos de poudre de corne de rhinocéros dans sa valise. Cette poudre aux vertus aphrodisiaques et anti-cancéreuses se vend plus de 35 000 euros le kilo sur les marchés d'Asie du Sud-Est. En septembre et octobre 2016, deux diplomates étaient interpellés à l'aéroport de Bole, en Éthiopie, en route pour Shanghai avec 600 créoles en ivoire. Dans un cas comme dans l'autre, l'immunité diplomatique a fonctionné et les trois hommes n'ont pas été inquiétés.

L'imagination des diplomates paraît parfois sans limites : l'ambassade nord-coréenne de Berlin a longtemps utilisé ses locaux, particulièrement vastes, remontant au temps de la RDA, pour abriter de petites sociétés et louait encore récemment l'un de ses terrains à une auberge de jeunesse, le City Hostel, pour 41 000 dollars annuels... Officiellement la Corée du Nord aurait mis un terme au contrat de location, mais il semble que les activités se poursuivent et que la pratique de louer des locaux soit répandue dans plusieurs autres pays, ainsi en Pologne et en Roumanie, en violation de la résolution 2321 des Nations unies, de novembre 2016, et de la Convention de Vienne de 1961, qui interdit toute activité commerciale au corps diplomatique.

Derrière cet agrégat d'activités, deux bureaux sous la coupe du Parti du travail et basés à Pyongyang, les Départements 38 et 39, chargés de lever des fonds, contrôlent toutes les formes de commerce à l'étranger, gèrent de nombreuses formes de commerce, de la contrebande d'ivoire à celle des armes ou du minerai, en passant par l'envoi de travailleurs expatriés à l'étranger. Tout est bon pour renflouer les caisses de Pyongyang notamment au moment des anniversaires des dirigeants, des grandes fêtes de commémoration, mais aussi des efforts ponctuels demandés à chacun à l'occasion d'une campagne de propagande politique, ou d'une situation d'urgence, lors de la reconstruction des zones sinistrées au nord du pays par le passage du typhon Lionrock, en septembre 2016.

Rentrer dans la logique nord-coréenne permet de percevoir comment fonctionne le pays : se sentant sous menace américaine, chacun, quelle que soit sa position dans la société, s'efforce de contribuer à ce qui est considéré comme un effort de guerre. Alors que le pays subit de plein fouet les effets des sanctions, le besoin en devises est crucial et les diplomates, privilégiés, remettent régulièrement à Pyongyang une sorte de « taxe du parti », parfois

appelée « quotient de loyauté ». Les déclarations à la presse de Thae Yong-ho, ancien ambassadeur nord-coréen à Londres ayant fait défection en 2016, ont levé le voile sur les conditions de vie souvent difficiles des diplomates à l'étranger. Ces derniers ne reçoivent en effet que très peu d'argent pour vivre et, tirant le diable par la queue, doivent parfois se débrouiller par eux-mêmes pour faire fonctionner l'ambassade et assurer leur propre quotidien. Appartenant à l'élite du pays, ils disposent généralement d'une certaine marge de manœuvre, notamment en Asie du Sud-Est ou en Afrique, pour récolter des fonds. Ce sont donc parfois de véritables trafics qui sont organisés avec bien sûr le risque que certains individus s'enrichissent pour leur propre compte. En 2016, le bruit avait ainsi couru dans la presse sud-coréenne d'un diplomate qui se serait « volatilisé » avec l'argent du régime. Et, en 2013, c'est sans doute son avidité personnelle qui coûta la vie à l'oncle de Kim Jong-un, Chang Song-thaek, exécuté pour trahison.

4

La manne financière de la diaspora ouvrière

Parmi les sources de revenus les plus dénoncées par les Nations unies mais aussi par la presse internationale, l'envoi de main-d'œuvre à l'étranger, pratique qualifiée d'« esclavage moderne » par *The Guardian* en 2013. Le quotidien britannique évoquait en des termes durs les effroyables conditions de travail de milliers d'ouvriers employés sur les chantiers du Qatar en vue de la Coupe du monde de football en 2022, des Népalais mais aussi des Nord-Coréens.

Assis près de nous dans l'avion de la compagnie Air Koryo en direction de Pyongyang, Ri, ouvrier sur un chantier du Koweït en contrat pour trois ans, a interrompu prématurément son engagement en raison de la résolution des Nations unies du 12 septembre 2017, qui sanctionne les ouvriers nord-coréens à l'étranger. Quand nous lui parlons d'esclavage, il rit : « Ce poste, ma famille en était fière, je l'ai attendu pendant des années et à cause de ce vieux gâteux de Trump je dois rentrer ! Ces salauds d'impérialistes américains veulent notre destruction. Mais ils n'y parviendront pas car notre volonté est plus forte que tout. »

On estime qu'environ 100 000 Nord-Coréens travailleraient essentiellement en Chine, en Russie mais aussi en Mongolie, au Cambodge, au Moyen-Orient, en Afrique (y compris au Maghreb, en Algérie et même au Maroc) et en Europe (Pologne). Cette manne financière rapporterait chaque année quelques centaines de millions de dollars au régime. Pour les Nord-Coréens l'expatriation est souvent l'aboutissement d'années d'acharnement. Les places sont rares, la liste d'attente est longue et, afin d'obtenir un tel job, beaucoup sont prêts à payer un dessous-de-table de 600 dollars, voire de 800 dollars, pour accélérer la procédure et se retrouver en tête de liste. Les salaires font

rêver. Car, aux yeux des Nord-Coréens, la paye est bonne, ou plutôt ce qu'en Corée on appelle les *saenghwal-bi*, littéralement les « frais de vie ».

Rappelons qu'il n'y a pas de salaire à proprement parler en Corée du Nord, puisque tout est fourni par l'État : logement, eau, électricité, nourriture, éducation, santé. Restent les transports, à prix symbolique (cinq wons, soit quelques centimes, pour des trajets illimités en bus ou en métro dans Pyongyang), les loisirs (très peu chers) à régler soi-même. Ouvriers, fonctionnaires, employés reçoivent donc des sommes modestes, le plus souvent comprises entre 45 et 70 dollars ; les paysans, eux, sont payés en nature (riz, céréales, légumes) avec l'autorisation de vendre une partie de leur récolte sur le marché. Les *saenghwal-bi* ne correspondent donc pas à un salaire au sens où nous l'entendons, mais servent au « superflu » : il faut ainsi économiser plusieurs mois pour acheter un vélo (40 dollars), un petit panneau solaire (20 dollars), un écran plat (100 dollars) ou de petites choses de la vie quotidienne jugées non indispensables.

Conformément au système nord-coréen, même à l'étranger, les ouvriers expatriés ne reçoivent donc pas intégralement les salaires que leur fournissent les entreprises locales qui les emploient. À titre d'exemple, un ouvrier travaillant pour le compte d'une entreprise russe de rénovation dans le bâtiment gagne 1 000 dollars mensuels sur lesquels il perçoit directement 200 dollars comme *saenghwal-bi*, somme qu'il peut économiser puisque, hormis les cigarettes et quelques achats quotidiens, tout est fourni ; 800 dollars vont à l'État nord-coréen. Dans certains cas, les ouvriers doivent aussi payer une sorte de « droit de séjour » mensuel aux agences d'intérim nord-coréennes qui les ont placés. L'ouvrier n'en demeure pas moins satisfait puisque, au terme de trois années de travail, il peut mettre de côté un petit pécule d'environ 5 000 dollars, ce qui lui permettra, par exemple, de retour à Pyongyang, d'acheter un pas-de-porte pour ouvrir une petite boutique (un restaurant, un mini-commerce de proximité) et d'y monter un business familial. Les conditions de travail sur les chantiers ou dans les forêts sont souvent dures mais tout autant pour les Nord-Coréens que pour les autres travailleurs locaux ou immigrés.

Min, que nous rencontrons en 2012 en Russie où il est bûcheron, fait partie des dizaines de milliers de Nord-Coréens qui travaillent dans la vingtaine de compagnies forestières de la RPDC installées en Sibérie. Ces dernières rapporteraient chaque année 25 millions de dollars à Pyongyang. « La vie d'un bûcheron dans une station forestière de l'oblast de l'Amour (région

administrative frontalière de la Chine) n'est pas une partie de plaisir, explique-t-il. Mais personne ne me force à travailler ici. Si je le peux, je rempilerai, car j'ai des enfants encore jeunes et je veux leur assurer un bon avenir. Je travaille dur pour eux et pour mon pays. »

Aux yeux des Nord-Coréens, les sommes sont mirobolantes. Et pour accéder à de tels postes, il faut montrer patte blanche et avoir un environnement familial irréprochable. Ainsi les employées des multiples restaurants nord-coréens installés en Asie sont souvent des jeunes filles de bonne famille, ayant fait des études, diplômées d'une école hôtelière et triées sur le volet notamment pour leur loyauté. Leurs motivations sont simples : voyager et travailler pour leur pays.

Rencontrée en 2016 à Pyongyang, Han était serveuse dans un restaurant nord-coréen en Chine, d'où une douzaine de filles auraient fait défection vers la Corée du Sud en juin 2016, trompées par un manager véreux. Han et six autres filles ont réussi à se cacher et à retourner à Pyongyang. La gorge nouée, la jeune fille explique comment, après une scolarité plutôt brillante dans des écoles de musique, elle fut formée dans une institution conçue pour gagner des devises étrangères afin de contribuer au développement du pays. « J'ai fait un apprentissage de serveuse et aussi appris le chinois. Puis j'ai été recrutée avec d'autres filles de la même promotion pour un contrat de cinq ans, mais j'ai finalement signé pour trois ans dans un restaurant de Yanji, en Chine, cogéré avec des *joseonjok* (coréens ethniques de Chine) qui travaillaient avec notre manager. Mes parents étaient heureux et fiers de ce travail, et moi triste de les quitter, mais excitée de voyager et de me lancer dans la vie avec un tel poste qui consistait bien sûr à servir les clients mais aussi à assurer un spectacle de danse et de chant. Par la suite nous avons déménagé à Ningbo, dans le Zhejiang. Quand notre manager nous a annoncé que nous devions une fois de plus déménager, vers la Malaisie, nous ne nous sommes pas étonnées, il n'est pas rare que des employés de restaurant soient mutés d'un établissement à l'autre. Mais quand, le jour où le bus est arrivé, notre chef de rang, Mme Choi, a surpris le chauffeur qui parlait avec l'accent sud-coréen au manager, son sang n'a fait qu'un tour. Nous avons pu nous enfuir, mais nos camarades n'ont pas pu être prévenues et, trompées par ce salaud de manager, elles ont été embarquées à leur insu vers la Corée du Sud. Depuis nous n'avons plus de nouvelles et le gouvernement sud-coréen refuse qu'elles reviennent dans leur famille à Pyongyang. » Han sanglote amèrement. Elle sait qu'elle ne reverra sans doute jamais ses camarades

enlevées et maintenues contre leur gré à Séoul et qui, malgré les supplications désespérées de leurs familles à Pyongyang, ne peuvent ni communiquer avec elles ni revenir en Corée du Nord. Quand nous lui demandons si ces dernières ne voulaient pas fuir, Han semble désarçonnée : « Quel intérêt ? Nous avions tout et réussissions bien : un bon métier, une bonne paye et une famille aimante. En travaillant à l'étranger nous nous considérions comme privilégiées. » Des esclaves ? Tout comme notre voisin de siège dans l'avion pour Pyongyang, le mot l'énerve : « Les Occidentaux ne comprennent rien. C'est tout le contraire : c'est une promotion extra, ce genre de poste ! C'était bon pour ma famille qui gagnait plus d'argent, et c'était bon pour mon pays ! Que demander de plus ? »

Les divers trains de sanctions ont désormais contraint la Corée du Nord à rapatrier un bon nombre de ses travailleurs à l'étranger. La plupart des restaurants d'Asie du Sud-Est ont fermé et renvoyé leur personnel à Pyongyang. La Chine commence elle aussi à le faire. En Afrique, la MOP qui a des travailleurs au Botswana, au Bénin, au Tchad, en RDC, en Guinée équatoriale, au Mozambique, à Madagascar, en Namibie et au Zimbabwe, a été contrainte de diminuer ses effectifs. Une cinquantaine de ses ouvriers en Angola sont ainsi repartis de Luanda en novembre 2017. En Mongolie, acupuncteurs, chiropracteurs nord-coréens, très prisés à Oulan-Bator, et ouvriers du bâtiment ont aussi quitté le pays en décembre 2017. En Pologne, qui comme les autres pays de l'ancien bloc communiste garde des liens privilégiés avec Pyongyang, environ 500 Nord-Coréens travaillent toujours sur les chantiers navals ou dans les exploitations agricoles. Jusqu'en 2016, leur présence était passée relativement inaperçue, mais aujourd'hui elle est devenue un sujet délicat pour les autorités du pays et pour les entreprises, qui la plupart du temps prétendent ignorer leur origine ou, assumant leur présence, rappellent qu'ils ne sont pas esclaves. Le pays s'est toutefois engagé à fournir moins de visas de travail, tout comme le Koweit, l'Angola ou le Sénégal...

5

Les liaisons dangereuses avec les paradis fiscaux

Troc, contrebande, documents falsifiés, travailleurs expatriés, transformations d'équipements civils en matériels militaires, diplomates businessmen dans le monde entier... la palette de contournement des sanctions votées par les Nations unies dépasse l'imagination. Il reste toutefois un maillon indispensable à cette chaîne planétaire : comment déposer tous ces gains financiers dans une banque, garantir leur sécurité et en disposer librement ?

Le dernier rapport 2017 du Groupe des experts de l'ONU sur les difficultés d'application des sanctions contre la Corée du Nord détaille l'immense réseau de plusieurs centaines de sociétés-écrans disséminées sur les cinq continents, autant d'intermédiaires-partenaires étrangers et des centaines de comptes en banque dispersés dans les paradis fiscaux comme Hong Kong, les îles Vierges ou Singapour. Cette dernière a voulu faire bonne figure aux yeux de l'ONU et de son allié historique américain en annonçant fin 2017 l'interdiction de tout commerce avec la Corée du Nord. Cet ancien partenaire commercial de Pyongyang, qui bénéficiait du système *visa free* jusqu'en 2016, semble ainsi à son tour céder aux pressions de Donald Trump.

La cité-État de Singapour fonde sa richesse sur le tourisme, ses installations portuaires et sa myriade de banques internationales. Depuis plusieurs décennies la Corée du Nord entretient des liens avec un petit cercle d'amis à Singapour qui l'ont épaulée avec constance dans ses activités commerciales internationales. Ils ont vendu des produits nord-coréens, garanti des contrats pour ses travailleurs expatriés et géré ses flottes de navires. En 2013, ils coopéraient même avec une entité économique nord-

coréenne sanctionnée par les Nations unies, l'Ocean Maritime Management Company (OMM), afin de livrer d'importantes cargaisons d'armes et pièces détachées depuis Cuba jusqu'en Corée du Nord à bord du navire *Chong Chon Gang*. Dans son rapport, l'ONU mentionne avec précision le rôle de la compagnie maritime singapourienne Senat Shipping Ltd dans cette livraison et dans les paiements associés. Il semblerait que deux compagnies familiales gérées par des personnes ayant des liens très forts avec la Corée du Nord aient été au centre de ces opérations. Personnes et entités qui contrôleraient également l'enregistrement de compagnies maritimes sous pavillon de complaisance de la Mongolie, Kiribati, Tuvalu et Niue, toutes utilisées par la flotte nord-coréenne...

À Singapour, qui se targue d'être une des économies les plus libérales et ouvertes au monde, Pyongyang a même inauguré en 2016 une ambassade flambant neuve dans un gratte-ciel de prestige en plein cœur du quartier des affaires, connu pour ses loyers exorbitants, signe que les affaires fonctionnent toujours bien. Ainsi, des liens étroits existent entre une société basée à Singapour, OCN (S) Pte Ltd, avec le Bureau 39 chargé par Pyongyang de générer des fonds pour le Parti du travail. La banque Jinmyong Joint Bank aurait aussi une filiale dans la cité-État, tout comme la First Credit Bank de Pyongyang qui se vante dans une brochure de « son accord de joint-venture avec Singapour depuis cinquante ans ».

Ces liaisons dangereuses sont aussi entretenues dans une autre ville mondialisée, riche, moderne et de plus chinoise, rétrocédée à la République populaire de Chine le 1er juillet 1997 : la Région administrative spéciale de Hong Kong. Au cœur du vibrionnant quartier de Wan Chai sur l'île Victoria à Hong Kong, au 21e étage du Easey building se trouve le bureau de Unaforte Limited Hong Kong. Cette société est accusée par l'ONU de violer les dernières sanctions votées en septembre 2017 pour avoir aidé la Corée du Nord à se connecter au système financier international, pouvant ainsi financer ses besoins en énergie ou son programme nucléaire. D'après les documents présentés dans le rapport des Nations unies, cette société-écran a ouvert une banque dans la zone économique spéciale de Rason en Corée du Nord, aux confins de la Chine et la Russie. Selon les experts du droit commercial international, il s'agit là d'une violation des dernières sanctions. Unaforte n'est qu'un cas parmi les centaines de sociétés-écrans identifiées par l'ONU qui aident la Corée du Nord à se financer. Si l'activité de certaines de ces sociétés

est légitime, d'autres en revanche dissimulent la véritable identité de leurs propriétaires souvent impliqués dans des transactions illégales.

La Corée du Nord utilise depuis toujours ce genre de pratique avec un art consommé de la discrétion. Hong Kong est la ville qui « abrite le plus grand nombre de sociétés-écrans au service de la Corée du Nord », souligne le rapport du Groupe des experts de l'ONU. Rien d'étonnant lorsqu'on pense que cette ancienne colonie britannique a toujours été le lieu de tous les trafics depuis les pirates du XVIe siècle en mer de Chine du Sud et les triades pendant la guerre civile en Chine au début du XXe siècle. Rien de surprenant de voir Hong Kong citée en permanence dans l'enquête de l'ONU. Il s'agit d'un des centres financiers internationaux offshore les plus importants au monde et, surtout, le plus proche de la Corée du Nord. Le « Port parfumé » est aussi un centre de commerce régional et global où on vous pose peu de questions et où la réglementation dans le domaine financier est beaucoup plus souple qu'à Pékin par exemple.

Ici le système, légal, fait qu'une société enregistrée à Hong Kong peut très bien opérer à l'étranger sans que personne sache vraiment qui sont les responsables de cette entité. C4ADS, une firme américaine à but non lucratif basée à Washington qui travaille sur la sécurité des entreprises, a identifié 160 sociétés-écrans enregistrées à Hong Kong liées à d'autres entités nord-coréennes sanctionnées par l'ONU.

Enfin, la Corée du Nord, interdite de passer par le système financier international américain pour ses transactions en dollars, doit surmonter une autre difficulté majeure : contourner le Trésor américain. Pour ce faire, tout un réseau de 300 entités basées en Chine continentale et connectées à la Corée du Nord utilisent les services hongkongais pour échapper aux contrôles américains.

Les hommes d'affaires chinois, étouffant sous du cash illégal qu'ils ne peuvent pas investir en Chine, ne mènent pas non plus que des activités licites. C'est encore plus facile pour eux de se servir de Hong Kong, qui offre un service très singulier qui seul permet d'échapper aux radars financiers américains : le *Clearing House Automated Transfer System* (CHATS). Ce système invisible de paiements entre banques, totalement hors de la juridiction fédérale américaine, permet d'effectuer des transactions en dollars en toute discrétion. Tandis que le moindre transfert financier passant par New York est repéré par les services américains, avec CHATS, c'est le trou noir.

C'est ce service exclusif et ultraperformant qui a fait de Hong Kong la porte d'entrée idéale pour les compagnies nord-coréennes, qui peuvent y changer en toute impunité les devises étrangères issues de la vente de charbon ou du textile (sanctionnées par l'ONU) ou d'armes ou drogue illégales...

Le réseau commercial et financier de la Corée du Nord converge donc, en bout de ligne, vers Hong Kong. L'argent licite ou « noir », d'Asie du Sud, d'Afrique, du Proche ou Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est ou de Chine y transite. Ces centaines de milliards de dollars, soit des montants bien supérieurs aux chiffres commerciaux officiels publiés dans les médias, sont ainsi parvenus clandestinement dans les caisses de Pyongyang, aux yeux et à la barbe du monde. Pour financer son ambitieux programme nucléaire et balistique.

IV

Si vis pacem para bellum
Si tu veux la paix, prépare la guerre

1

L'odyssée nucléaire

Hormis les couleurs vives des immenses posters de propagande au bas des immeubles, il n'y a rien au fil de cette interminable route de province sur quoi poser notre regard. Des immeubles tristounets, parfois un peu décrépis, à peine égayés par les taches écarlates des tresses de piments séchant aux balcons. « Une banlieue reste une banlieue », souligne notre accompagnateur nord-coréen, qui nous rappelle que la seconde ville du pays, Hamhung sur la côte Est, constitue un important centre industriel. Comment l'oublier ? À notre droite une cimenterie dont les tours gigantesques se distinguent à peine dans le brouillard, à gauche une imposante usine avec une haute cheminée noire. Notre voiture ralentit devant les grilles à travers lesquelles s'engouffrent de petites silhouettes pressées. « Nous passons maintenant devant l'entrée de l'usine du 8 février qui depuis son inauguration par Kim Il-sung en 1961 produit du Vinalon. » Cette fibre synthétique, nous la connaissons puisque la plupart des vêtements ici en sont faits. Le tissu est lisse, un peu brillant. Très résistant, il se tient bien, comme s'il était amidonné. Produite à partir d'alcool polyvinylique, à base d'anthracite et de calcaire, cette « fibre du *juche* » fut développée en 1939 par Ichiro Sakurada, Hiroshi Kawakami et Ri Sung-ki en Corée, alors colonie japonaise. Mais l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale en retarda la production qui ne démarra qu'en 1954, au Nord, où Ri Sung-ki s'était rendu en 1950. « Ri Sung-ki, c'est bien ce chimiste, nommé à la tête l'Institut de recherche atomique nord-coréen en juin 1965, qui dans les années 1950 a développé le programme nucléaire sur ordre de Kim Il-sung ? » Nous n'obtiendrons pas de réponse, comme si finalement notre interlocuteur coréen voulait s'assurer d'abord de nos connaissances. À moins que lui-même ignore tout finalement

des origines de cette « puissance atomique » inscrite dans la Constitution depuis 2012.

C'est dans un premier temps la menace américaine d'utiliser l'arme atomique lors de la guerre de Corée qui incita Pyongyang à développer son programme nucléaire. Il fut déclenché dès 1950 sur ordre de Kim Il-sung qui le confia à Lee Hak-mun, un homme qui avait toute sa confiance, héros national doublement médaillé pour actes de résistance contre l'occupant nippon. Il s'appuya au début sur des scientifiques formés au Japon, à Moscou et en Allemagne de l'Est, parmi lesquels Ri Sung-ki et Do Sang-rok (1903-1990), diplômé de l'université de Kyoto puis professeur à l'université de Séoul. Passé au Nord en 1946, considéré comme le « père du nucléaire nord-coréen », Do Sang-rok aurait construit un premier accélérateur de particules. Face au danger nucléaire, Kim Il-sung entreprit en parallèle de transformer la Corée du Nord en une forteresse : il ordonna le percement de nombreux tunnels et de plus de 10 000 bunkers souterrains.

Le programme nucléaire nord-coréen dont le monde entier découvre aujourd'hui avec effroi l'extraordinaire développement ne s'est pas constitué du jour au lendemain. C'est dans cette région, sur la côte Est, à Hamhung, qu'il a pris racine, bien avant la partition du pays. Il se confond étroitement dans ses balbutiements avec le programme de l'occupant nippon. Dès 1919, les Japonais découvrirent de la monazite, l'un des principaux minéraux hôtes de l'uranium et du thorium, au sud des mines de Cheolsan dans la province du Pyeonganbuk-do. La monazite était alors recherchée pour ses capacités luminescentes et non pour sa teneur en oxyde d'uranium. Aujourd'hui, la Corée du Nord estime ses propres réserves d'uranium à quatre tonnes. Il s'agit vraisemblablement de ses réserves en monazite plutôt qu'en uranium. Les principales mines exploitées sont au nombre de quinze, parmi lesquelles Cheolsan, Haegeumgang, Hwangsan, Hyesan, Gujang, Geumcheon, Musan, Najin et Bakcheon (couplée à un site nucléaire souterrain).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, tandis que les scientifiques américains travaillaient sur le projet nucléaire connu sous le nom de code « Manhattan », le Japon cherchait lui aussi à développer une arme atomique. Konan (actuellement Hungnam, intégré depuis 2005 à la ville nord-coréenne de Hamhung), commodément alimenté en hydro-électricité par deux barrages situés à une cinquantaine de kilomètres au nord, devint alors le plus important complexe d'engrais chimiques d'Asie, la Chosen Nitrogen Fertilizer Factory. Dès 1943, le Japon y aurait installé un centre de recherches nucléaires.

D'après le journaliste américain David Snell, le matin du 12 août 1945, peu avant l'arrivée des troupes soviétiques, les scientifiques nippons y auraient procédé à un test de bombe A. Si le sérieux de Snell, auteur de l'article « Japan Developed Atom Bomb ; Russians Grabbed Scientists » (*Atlanta Constitution*, 3 oct. 1946) ne fut jamais contesté, ce test demeure l'objet de controverses. S'il est avéré en revanche, il serait stricto sensu le premier réalisé sur la péninsule.

On distingue deux phases dans l'élaboration du programme nucléaire de la RPDC. La première débuta dans les années 1940-1950 avec la coopération entre Pyongyang, Moscou et Pékin : envoi d'ingénieurs en Union soviétique dès 1942 pour étudier la technologie nucléaire, puis échanges réguliers entre la Chine et la Corée du Nord (en 1952, le savant nucléaire chinois, Wang Ganchang (1907-1998), qui travailla par la suite pour l'Institut unifié de Recherches nucléaires de Doubna en URSS, effectua une première mission secrète en Corée du Nord afin de récupérer du matériel radioactif au profit de la Chine) et enfin, signature de plusieurs protocoles d'accord entre les trois pays entre 1956 et 1959. En juin 1957, la suspension unilatérale par les États-Unis du paragraphe 13d de l'accord d'armistice stipulant qu'aucune des deux parties ne peut augmenter ni modifier ses capacités militaires, attisa la défiance de Pyongyang. N'arrivant plus à assumer le poids financier de leur présence militaire en Corée du Sud et poussés par le président sud-coréen Rhee Syngman qui, favorable à une réunification de la péninsule par la force, s'opposait à toute réduction du nombre de troupes américaines au sud du 38^{e} parallèle, les États-Unis installèrent dès 1957 des armes dotées de têtes nucléaires en Corée du Sud. D'où elles ne furent retirées que fin 1991 à la suite du traité START (Strategic Arms Reduction Treaty) entre les États-Unis et l'Union soviétique qui prévoyait la réduction des arsenaux militaires soviétique et américains d'un tiers.

En 1963, Pyongyang tenta d'obtenir de l'aide de son allié soviétique. Trois cents ingénieurs et chercheurs nord-coréens furent formés en URSS dans les centres de physique nucléaire de Doubna et d'Obninsk. En 1964, au lendemain du premier essai nucléaire chinois, Kim Il-sung se rapprocha aussi de Mao dans l'espoir d'obtenir de l'aide. Mais Mao refusa, jugeant qu'un petit pays comme la Corée du Nord n'avait pas besoin de se doter de l'arme atomique.

Le développement du programme débuta concrètement avec la construction de la centrale de Yongbyon en 1964. Dès lors, le site évolua

rapidement et les infrastructures nucléaires du pays se renforcèrent. En 1965 eut lieu l'assemblement d'un réacteur de recherche IRT-2M fourni par l'Union soviétique (opérationnel en 1967). La fourniture de la matière fissile était assurée par la Corée du Nord et le combustible usagé renvoyé en Union soviétique.

La seconde phase démarra en 1979 avec la construction à Yongbyon d'un réacteur de 5MW de type graphite-gaz, mis en service en 1986, et de deux usines de retraitement du plutonium et de fabrication de barres de combustible. En 1980, tout était en place pour que la RPDC lance son programme d'acquisition de l'arme nucléaire.

Pour telecharger plus d'ebooks gratuitement et légalement, veuillez visiter notre site :www.bookys.me

Chine et Union soviétique furent donc les principaux soutiens du programme nucléaire nord-coréen basé sur la filière plutonium. Toutefois, parallèlement à cette filière d'obtention de matière nucléaire, la Corée du Nord développa, dès 1993, une autre technique, l'enrichissement de l'uranium, obtenu au terme de plusieurs cycles de traitement dans des centrifugeuses permettant de concentrer l'uranium extrait du minerai uranifère. Et ce avec l'aide d'un autre pays qui depuis la fin des années 1970 maîtrisait cette technologie, le Pakistan.

La présence pakistanaise à Pyongyang est sensible. Au début des années 2000, nous avions croisé, non loin du fleuve, un groupe d'ingénieurs physiciens pakistanais venus former des étudiants. Se plaignant de la lenteur des transports de l'époque, ils nous avaient expliqué qu'ils travaillaient aussi dans la partie septentrionale du pays et qu'il fallait « plus d'une journée pour se rendre dans les laboratoires du nord du pays ».

Nous avons rencontré en novembre 2016 Ro Ik-hwa, l'un des sept cents artistes des Studios d'art Mansudae, une célébrité en Corée du Nord. Le vieil homme aux cheveux blancs nous a reçus mirette en main, dans son petit atelier où sont présentés les modèles en terre cuite de ses sculptures. Sous un linge, au centre de la pièce trônait un buste de femme. De ses doigts tachés de terre, il nous a désigné fièrement les bustes sur les étagères : ici

Mme Mobutu, là une horloge avec deux angelots et, surprise, dans un coin, un visage rond, avec une fine moustache. Le buste du docteur Abdul Qadeer Khan, « le père » du programme nucléaire pakistanais. Ro Ik-hwa avait souri, espiègle, tout à fait conscient de l'effet que produisait sa sculpture. Oui, il l'avait rencontré deux fois. Peut-être trois... À Pyongyang. « Il avait beaucoup admiré les bustes de bronze doré du cimetière des Martyrs révolutionnaires du mont Taesong. Je crois que le rendu de l'expression des visages l'avait impressionné. C'était une commande purement privée. »

D'après le journaliste indien Shyam Bhatia, c'est Benazir Bhutto, alors Premier ministre du Pakistan, qui en 1993 aurait elle-même porté à Pyongyang dans son manteau des documents secrets sur l'enrichissement de l'uranium. En échange, elle serait revenue avec des « CD sur la fabrication des missiles nord-coréens ». À cette époque, le Pakistan livra à la Corée du Nord une douzaine de centrifugeuses, ainsi qu'une assistance technique qui lui permit sans doute la construction de milliers d'autres centrifugeuses plus discrètes que les centrales au plutonium. Les centrifugeuses, de petite taille, sont en effet difficilement détectables par satellite. Selon le physicien américain Richard Garwin : « 1 300 centrifugeuses installées dans un bâtiment de 1 300 mètres carrés peuvent produire en quatorze mois suffisamment d'uranium hautement enrichi pour fabriquer une bombe. » On comprend aisément l'intérêt que représentait une telle technologie pour Pyongyang, passé maître en l'art du camouflage. Dès lors, produire du combustible nucléaire peut se faire presque n'importe où, sans être repéré.

Aujourd'hui, après six essais nucléaires, le monde semble tout à coup découvrir l'incroyable rapidité avec laquelle le programme s'est développé. Sous Kim Jong-un, il a connu une accélération exponentielle avec une gestion renouvelée des équipes sous la direction directe et personnelle du jeune leader. Ce dernier a multiplié les visites de terrain, une façon de mettre la pression sur ses troupes et reste en contact régulier avec les deux ingénieurs en charge du programme : Ri Hong-sop, chef de l'institut nord-coréen d'armes nucléaires, et Hong Sung-mu, vice-directeur du département de l'industrie des munitions du Parti du travail. Les deux hommes qui ont joué un rôle décisif dans le développement du programme nucléaire du pays et notamment dans la mise au point de la bombe H récemment expérimentée avec succès, font l'objet de sanctions des Nations unies, des États-Unis et de la Corée du Sud. Ils dirigent plusieurs agences de conception, des laboratoires et de vastes installations de production où travaillent des milliers d'ingénieurs

entièrement dévoués au programme, souvent organisés par équipes pouvant être mises en concurrence pour plus d'inventivité et d'émulation.

Les vieux ingénieurs ont pour la plupart été formés en Union soviétique, dans les pays de l'ancien bloc de l'Est et en Chine, mais toute une nouvelle génération a, elle aussi, bénéficié de programmes d'études à l'étranger : en Chine depuis des années des centaines voire des milliers de jeunes Nord-Coréens, parmi les meilleurs éléments du pays, ont suivi des cours dans des domaines aussi variés que l'ingénierie, la physique, les mathématiques, la métallurgie, la chimie, la science des matériaux et de l'espace. De 354 en 2009, le nombre de ces étudiants dont une majorité reçoit même des bourses du gouvernement chinois est passé à plus de 1 000 en 2015. L'Institut de technologie de Harbin, qui fait partie des neuf meilleures universités de Chine, accueillait encore récemment de nombreux étudiants nord-coréens, parfaitement intégrés. Depuis septembre 2017, la Chine, sous la pression internationale, aurait accepté de limiter le nombre d'admissions.

En Russie, le nombre d'étudiants de RPDC est aussi en augmentation : 25 en 2015, 36 en 2016 et près d'une cinquantaine aujourd'hui, répartis dans les établissements russes qui ont des programmes d'échange avec des instituts partenaires en Corée du Nord. On retrouve ainsi des étudiants à l'université fédérale d'Extrême-Orient de Vladivostok, à l'université fédérale pacifique de Khabarovsk et à l'université de Novosibirsk.

L'Inde est aussi une destination importante. Un gros contingent d'étudiants et chercheurs nord-coréens est ainsi passé par le Centre pour l'enseignement des sciences et technologies spatiales en Asie et dans le Pacifique (CSSTEAP) à Dehradun où ils se sont spécialisés dans la télédétection. Avant que l'ONU ne découvre en 2016 que le CSSTEAP tombait sous le coup des sanctions, le Centre a notamment fourni à une trentaine de scientifiques nord-coréens des cours de formation dans le domaine de la communication satellitaire. Paek Chong-ho, l'un des hauts cadres du programme balistique nord-coréen est un ancien élève du CSSTEAP. Comble de l'ironie, le site internet du CSSTEAP, affilié aux Nations unies, rappelle en toutes lettres que sa mission consiste à : « renforcer les capacités, à l'initiative de l'ONU, pour la région Asie et Pacifique, dans les sciences et technologies spatiales, à travers l'excellence dans l'éducation, la formation et la recherche ». Dans le bandeau qui court en haut de la page d'accueil on peut voir le drapeau des Nations unies, celui de l'Inde, et en troisième position, celui de la Corée du Nord !

2

Trente ans de gâchis diplomatique américain

Depuis plus de vingt-cinq ans, la Corée du Nord n'a cessé de perfectionner son programme nucléaire et en ce début d'année 2018, Pyongyang est à deux doigts de maîtriser la miniaturisation d'une bombe nucléaire fixée sur un missile intercontinental capable d'atteindre les États-Unis. Durant cette longue période, quatre présidents américains n'ont cessé de clamer que jamais ils n'autoriseraient la République populaire démocratique de Corée à déployer ses missiles nucléaires. Toutes les stratégies américaines ont échoué. La RPDC a depuis bien longtemps franchi « la ligne rouge » et la célèbre déclaration du président américain Donald Trump dès janvier 2017 – « cela n'arrivera pas » – résonne comme un vœu pieux ou un aveu d'impuissance. Mais comment en est-on arrivé là ?

Alors que les tensions militaires autour de la péninsule coréenne n'ont jamais été aussi alarmantes en ce début 2018, la perspective de négociations diplomatiques avec Pyongyang n'a toujours pas été sérieusement envisagée à Washington. Et les moindres tentatives, comme celle de Rex Tillerson qui proposait un dialogue « sans condition préalable » en décembre 2017, ont aussitôt été sèchement démenties par la Maison Blanche. La terminologie guerrière envahit la scène et laisse peu de place à l'option diplomatique. Dialoguer avec la Corée du Nord semble impensable dans les cercles du pouvoir à Washington et pour une raison simple selon les officiels et les experts : « On ne peut pas faire confiance à Pyongyang. »

Les fondements de cette certitude remontent à la première crise nucléaire entre les deux pays en 1994. Les renseignements américains ont découvert à

l'époque que la Corée du Nord produisait du plutonium dans sa centrale de Yongbyon au nord de Pyongyang. Laquelle menaçait de se retirer du Traité de non-prolifération dont les signataires s'engagent à ne pas développer ou acquérir d'armes nucléaires. Le pays ne possédait pas la moindre arme nucléaire à l'époque, mais le président Bill Clinton fut sur le point de donner son feu vert à une frappe préventive sur le site de Yongbyon. Jimmy Carter se rendit à Pyongyang et discuta avec Kim Il-sung (qui mourut en juillet 1994) d'un accord-cadre signé en octobre de la même année avec Kim Jong-il. Cet accord prévoyait l'abandon du programme militaire nucléaire nord-coréen, le démantèlement des installations et le respect des obligations vis-à-vis de l'AIEA. En échange, les États-Unis promettent la livraison de deux réacteurs nucléaires civils et s'engagent à mettre à disposition une aide énergétique annuelle de 500 000 tonnes de pétrole brut pour le chauffage et la production d'énergie. Il mit fin à la première crise nucléaire entre les deux pays mais reste encore aujourd'hui la source de toutes les défiances du camp républicain vis-à-vis d'une Corée du Nord fourbe ayant bafoué l'accord à peine l'encre sèche.

Plus de vingt ans après, sur les chaînes de télévision américaine circule toujours la même version des faits : « L'administration Clinton a négocié cet accord et le gouvernement nord-coréen l'a immédiatement violé », a affirmé un célèbre présentateur de la chaîne CNN au lendemain des tirs de missiles intercontinentaux nord-coréen fin 2017. Sur les plateaux de télévision, nous sommes régulièrement confrontés à de virulents interlocuteurs américains comme Anthony Ruggiero, spécialiste de la prolifération nucléaire et ayant participé aux Négociations à six à Pékin en 2005 sur la Corée du Nord, qui n'en démordent pas : « Pyongyang a violé l'accord de 1994 et on ne peut pas lui faire confiance, aucun dialogue ne peut régler la situation et il faut accentuer les sanctions économiques. » Chaque fois, nous avons réalisé qu'aucun débat n'était possible avec de tels intervenants martelant haut et fort le « storytelling » américain qui convient parfaitement à la politique de l'administration Trump. Le même message est repris en boucle depuis des mois et la moindre voix discordante visant à montrer qu'une négociation a bien fonctionné par le passé ne peut s'exprimer. Bruce Klinger, ancien de la CIA ou même Christopher Hill, ancien ambassadeur des États-Unis à Séoul qui a participé aux Négociations à six en 2007 et 2008 sous l'administration Bush clament l'un comme l'autre que toute négociation avec cet « État voyou » ne ferait que le renforcer.

Une lettre rédigée fin 2017 par 64 députés démocrates à l'intention du secrétaire d'État Rex Tillerson, encore en poste, faisait pourtant référence à cet accord-cadre comme un modèle à suivre pour la diplomatie américaine. Rien n'y fait, dans l'esprit des Républicains, l'accord signé par Bill Clinton en 1994 a permis à la Corée du Nord d'obtenir la bombe atomique. Preuve que personne n'a vraiment lu attentivement ce texte très court de quatre pages et que les événements historiques ont été partiellement ou en totalité biaisés par un discours dominant en parfaite adéquation avec l'approche guerrière républicaine.

En réalité, que s'est-il vraiment passé durant les années ayant suivi cet accord-cadre qui ouvrait la voie à la paix et la pacification de la péninsule ? Ce texte est le fruit d'une diplomatie de crise. Il s'agissait alors tout simplement d'éviter un conflit militaire ou nucléaire aux conséquences tragiques. À bien y regarder, tout comme aujourd'hui.

L'embellie fut véritablement spectaculaire. Pyongyang mit à l'arrêt son réacteur de Yongbyon et stoppa la construction de deux autres réacteurs qui auraient pu « produire trente bombes nucléaires par an », selon Leon V. Segal, ancien diplomate du Département d'État qui a participé aux négociations de 1994. Plus important encore, la Corée du Nord resta dans le TNP. En échange de ces concessions, les États-Unis s'engagèrent à fournir 500 000 tonnes de pétrole brut par an à la Corée du Nord mais aussi deux réacteurs à eau légère considérés comme moins proliférants que celui, datant de la période soviétique, qui était alors utilisé par le Nord. Les deux réacteurs devaient être construits en 2003 par un consortium américain/japonais/sud-coréen appelé le KEDO (Korean Peninsula Energy Development Organization). Aux yeux de Pyongyang, une autre dimension majeure de cet accord dépassait toutefois sa substance elle-même : les États-Unis ne les traitaient plus comme un ennemi d'État mais sur un même pied d'égalité. Les deux parties envisagèrent même sérieusement le rétablissement des relations diplomatiques et la normalisation de leurs relations économiques.

La Corée du Nord n'a pas « fabriqué de matériaux fissiles de 1991 à 2003 », a confirmé Leon V. Segal au journaliste Tim Shorrock dans le magazine américain *The Nation* en septembre 2017. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a elle aussi confirmé en 1994 que la Corée du Nord avait cessé de produire du plutonium depuis 1991. « Les récits historiques sur le sujet relèvent du faux-semblant et du faire croire », ajoutait

fin 2017, exaspéré, Leon V. Segal dans *The Nation* alors que la Corée du Nord venait de procéder à son sixième essai nucléaire.

D'ailleurs, même au début de l'administration Bush junior, en 1998, le Département d'État assurait qu'il n'y avait « pas de violation fondamentale de l'accord-cadre » de 1994. En 2002, le Secrétaire d'État Colin Powell confirmait lui aussi que l'accord était solide. Pour James Pierce enfin, membre de l'équipe du Département d'État qui avait participé aux négociations de 1994, « la réalité montre que beaucoup de choses dans cet accord ont fonctionné pendant plusieurs années. Les déclarations aujourd'hui considérées comme parole d'Évangile selon lesquelles les Nord-Coréens ont rompu l'accord sont tout simplement fausses ».

Kim Jong-il avait lui-même fait une proposition inattendue : en échange de la fin de l'inimitié, Pyongyang était prêt à mettre un terme au développement, aux tests et au déploiement de tous ses missiles de longue et moyenne portée. « Nous étions à un cheveu de conclure », confiera plus tard dans un livre Wendy Sherman, chef de cabinet de la Secrétaire d'État de l'époque Madeleine Albright. « En réalité, ils étaient prêts à dealer leur programme de missiles en échange d'une meilleure relation, révélera également Leon V. Segal. Et ce, bien avant qu'ils n'aient l'arme nucléaire ! » Mais alors, quand la machine diplomatique s'est-elle enrayée ?

En 1997, trois ans après la signature de l'accord, les Nord-Coréens se sont plaints amèrement de la lenteur des livraisons de pétrole par les États-Unis, un des points cruciaux du document. « C'est à partir de cette époque que la Corée du Nord a commencé à envisager des options militaires », raconte Mike Chinoy, ancien correspondant de CNN à Pékin qui s'est rendu plus d'une dizaine de fois en Corée du Nord. En 1998, la Corée du Nord a tenté de lancer un satellite en passant au-dessus du Japon, ce qui n'était pas interdit selon l'accord-cadre, puis a accepté la demande de Clinton d'un moratoire sur ses lancements spatiaux et de missiles. Se fondant sur une information prouvant que la Corée du Nord avait commencé à enrichir de l'uranium – une activité qui n'était pas interdite par l'accord de 1994 – l'administration Bush a tout simplement déchiré l'accord en 2003, aggravant encore les tensions, de plus en plus vives depuis l'intégration une année plus tôt de la Corée du Nord au sein de l'axe du mal aux côtés de l'Iran et l'Irak. Pyongyang renvoya les inspecteurs de l'AIEA et lança la fabrication de sa première bombe atomique

– de faible puissance –, testée en 2006, provoquant alors le début d'une crise nucléaire qui se prolonge jusqu'à nos jours.

« Je pense qu'ils ont fait monter les enchères car nous trichions également », a reconnu l'année dernière seulement sur la chaîne américaine Real News Lawrence Wilkerson, chef de cabinet de Colin Powell en 2002. En d'autres termes, l'histoire est alambiquée et les responsabilités plus partagées que ne veut bien le dire la rhétorique républicaine d'aujourd'hui, mais le résultat est catastrophique. Leon V. Segal a brillamment résumé cet épisode de l'histoire dans son livre sur les négociations États-Unis-Corée du Nord publié l'année dernière par l'Institut coréen pour l'unification nationale et la faculté de droit de l'université Columbia à New York : « Lorsque le président Bush est entré à la Maison-Blanche, la Corée du Nord, grâce à la diplomatie, avait arrêté de tester ses missiles à longue portée, elle n'avait même pas de quoi fabriquer une bombe et elle n'en fabriquait plus. Six ans plus tard, suite aux promesses non tenues de Washington et aux sanctions financières, elle avait entre six et neuf bombes, avait repris ses tests de missiles et s'est sentie libre de faire son premier essai nucléaire. » Depuis, aucune des deux parties n'a respecté ses engagements.

Dès l'origine, il était clair que le destin de l'accord-cadre était voué à l'échec. L'histoire a oublié qu'un mois après sa signature, les Républicains ont remporté la majorité au Congrès américain, Chambre des représentants et Sénat, pour la première fois depuis quarante ans. Les plus conservateurs des Républicains comme Newt Gingrich et le sénateur John McCain ont assimilé cet accord à un acte de corruption à l'égard de Pyongyang afin qu'il applique la loi internationale sur la prolifération nucléaire et ont craint que cela ne mette en danger les États-Unis. « Nous voilà revenus à l'époque de Jimmy Carter et de sa politique de l'apaisement », avait réagi McCain au lendemain de l'accord et le parti républicain de lancer toutes les manœuvres possibles afin de retarder pendant des années les financements du KEDO et des livraisons de pétrole. Le Congrès américain dominé par les Républicains bloquait purement et simplement les budgets. Patient et bien conscient de la nature conservatrice du Congrès, Kim Jong-il n'a pas immédiatement claqué la porte car un processus de rapprochement avec le voisin sud-coréen pouvait là encore faire basculer l'histoire.

Dans le prolongement de cet accord, l'ancien prisonnier politique sud-coréen Kim Dae-jung fut élu en 1996 à la présidence de la République de

Corée. Il lança son audacieuse Politique du soleil (Sunshine Policy) à l'égard de son voisin du Nord qui déboucha au sommet historique de l'an 2000 à Pyongyang entre lui et Kim Jong-il. Une ère nouvelle s'ouvrit et en dépit du grand retard pris dans les livraisons américaines de pétrole, Pyongyang accueillit la secrétaire d'État Madeleine Albright. Un voyage officiel du président Bill Clinton devait couronner l'ensemble de cette initiative diplomatique et se matérialiser par la signature d'un traité de paix. Mais ce voyage n'eut jamais lieu... largement en raison du recomptage des voix en Floride, véritable imbroglio électoral, entre le démocrate Al Gore et le républicain George W. Bush. Bill Clinton ne pouvait pas quitter Washington.

Personne ne sait aujourd'hui si la première visite officielle d'un président américain en fonction à Pyongyang aurait changé la face de l'Asie du Nord. Cette page de l'histoire des relations entre les deux pays montre qu'un dialogue a été possible, des négociations ont pu aboutir mais aussi qu'une telle occasion a peu de chances de se représenter dans le contexte mondial de 2018. À partir du moment où les néoconservateurs sont arrivés au pouvoir à Washington, farouchement opposés au rapprochement entre les deux Corées, tout le processus chèrement acquis de réconciliation s'est perdu dans les poubelles de l'histoire. Pour les ultra-durs républicains, l'accord est devenu la faute de Clinton, il fallait l'abolir.

Pire, le retour des démocrates au pouvoir avec la victoire de Barack Obama en 2008 allait aggraver les choses. Il avait promis durant toute sa campagne électorale qu'il reprendrait des négociations avec la Corée du Nord, pour revenir sur sa promesse une année plus tard. Lee Myung-bak, nouveau président sud-coréen ultraconservateur élu l'année précédente et Shinzo Abe, le Premier ministre japonais tout aussi conservateur, ont coupé leur aide pétrolière à la Corée du Nord. En 2009, le président Obama s'est aligné sur cette position afin de faire pression sur Pyongyang pour qu'elle accepte les vérifications de ses installations nucléaires. L'idée même d'un dialogue avec Pyongyang venait d'être abandonnée. La politique démocrate de Washington s'était transformée, ou plutôt prolongeait d'une certaine façon l'approche républicaine : « pressions constantes sans négociations ».

L'alliance Obama-Lee n'a fait qu'accentuer les tensions sur la péninsule. Les traditionnelles manœuvres militaires conjointes États-Unis/Corée du Sud ont pris des dimensions jamais connues jusqu'à présent et à un rythme

soutenu. Des négociations ont bien eu lieu de façon sporadique durant les deux mandats de Barack Obama mais n'ont jamais abouti. Par deux fois, en 2010 et en 2015, la Corée du Nord a proposé de renégocier sur le nucléaire et même de relancer l'idée d'un traité de paix, mais Obama « n'a même pas écouté », selon un diplomate américain, et a tout rejeté en bloc. Son concept de « patience stratégique » à l'égard de la Corée du Nord a été un échec.

Pendant les deux mandats de Barack Obama (2009-2017), la Corée du Nord a mené quatre essais nucléaires souterrains et près d'une centaine de tirs de missiles balistiques. À l'aune des expériences délicates de ses prédécesseurs avec Pyongyang, le président Obama a mis en veilleuse l'explosif dossier nucléaire nord-coréen, trop dangereux, trop sensible, trop imprévisible, pour se concentrer sur les négociations avec l'Iran qui aboutirent finalement en 2015. Pendant ce temps, la Corée du Nord s'est imposée comme une nouvelle puissance nucléaire qui veut aller jusqu'au bout de ses projets.

Donald Trump a hérité d'un immense gâchis. Il le sait d'autant mieux que c'est Obama lui-même, le 20 janvier 2017 en arrivant à la Maison-Blanche, qui le lui a dit : « Votre dossier international le plus urgent sera la Corée du Nord. » Donald Trump n'hésite pas à revenir sur le passé en accusant toutes les administrations américaines d'avoir échoué sur le dossier nucléaire de Pyongyang. « Ils ont négocié pendant vingt-cinq ans, a-t-il lancé aux journalistes durant la crise du mois d'août 2017. Regardez Clinton, il a cédé aux négociations, il a été faible et inefficace. Regardez ce qui est arrivé avec Bush, regardez ce qui s'est passé avec Obama (ce dernier n'a même pas voulu en parler). Mais moi j'en parle. Il est grand temps. Quelqu'un doit le faire. »

En effet, il devrait parler avec son homologue nord-coréen Kim Jong-un mais il a à faire face aux mêmes résistances intérieures qui ont fait exploser l'accord-cadre de 1994. Et aujourd'hui comme par le passé, il affronte les partisans de la ligne dure de son parti pour qui la diplomatie n'a jamais fonctionné avec la Corée du Nord.

Du côté nord-coréen, ces décennies de défiance et de tromperies ont été méthodiquement enregistrées et disséquées. Au point que le jeune leader Kim Jong-un maîtrise mieux que jamais la logique américaine. Jon Wolfsthal, professeur à Harvard, ancien conseiller à la Maison Blanche sous l'administration Obama sur les questions de non-prolifération et inspecteur du site nucléaire de Yongbyon en 1995-1996, a écrit un article édifiant l'année dernière dans le magazine *Atlantico* : « Pourquoi Kim Jong-un n'a-t-il pas

peur de Donald Trump ? » En introduction, il pose le contexte : « La plupart des Américains pensent que la Corée du Nord est un pays de fous dirigé par un fou qui vise à détruire le monde. » Ce qui explique à ses yeux que toutes les analyses et discussions actuelles sur ce pays sont si frustrantes.

« Si nous continuons à nous fonder, poursuit-il, comme nous l'avons fait depuis des décennies, sur la dissuasion afin d'éviter une guerre sur la péninsule coréenne, ne serait-il pas préférable de connaître notre adversaire et surtout savoir ce qu'il pense de nous ? Il pose d'emblée *la* question majeure qui échappe probablement à l'ensemble de la communauté internationale : “Que pense de nous la Corée du Nord ?”, “Que sait-elle de nous ?” et “Comment fonctionne-t-elle ?”. “Connais-toi toi-même et connais ton ennemi afin de gagner la guerre sans même la livrer”, prônait au IVe siècle avant J.-C. le grand stratège chinois Sun Tzu. » Cette philosophie de la guerre semble bien mieux intégrée dans l'esprit de la dynastie des Kim que dans la tête de toutes les administrations américaines depuis Ronald Reagan. « Après trente ans d'efforts pour empêcher la Corée du Nord de devenir une puissance nucléaire, continue Wolfsthal, nous avons révélé publiquement plusieurs stratégies sur lesquelles se fonde Kim Jong-un pour prendre ses décisions. Quatre présidents américains ont essayé sans succès d'atteindre ce but et voilà quelques leçons que Kim Jong-un a pu tirer de ces expériences. »

Et Jon Wolfsthal de se mettre dans la tête de Kim Jong-un pour développer un raisonnement simple et implacable : « Les États-Unis veulent un deal. Ils disent qu'il est inacceptable que nous possédions la bombe nucléaire mais ils semblent toutefois accepter cette réalité. Nous nous sommes fait prendre sur notre production de matériels fissiles au début des années 1990, Washington a imposé quelques sanctions, mais ils ont quand même signé l'accord-cadre de 1994. Après avoir triché, l'Amérique a imposé des sanctions mais a encore essayé de faire un deal en 2005. Après notre premier test nucléaire souterrain en 2006, l'Amérique a imposé de nouvelles sanctions tout en proposant encore de négocier. Donc l'Amérique veut un deal et tout ce que nous avons à faire est d'attendre afin d'obtenir le deal que nous souhaitons. Notre pouvoir de négociation augmente chaque jour. [...]

« L'Amérique affirme que nous sommes de plus en plus isolés mais l'argent continue de couler à flots. La Chine continue de nous acheter du charbon, nos ouvriers continuent d'aller en Afrique et en Asie pour nous envoyer de l'argent, nos ventes d'armes en Afrique et ailleurs nous rapportent beaucoup. Bien sûr, les sanctions vont nous faire mal ici ou là, mais nous sommes en

meilleure santé qu'il y a dix ans. Alors pourquoi nous arrêter maintenant ? La Chine va bien devoir voter quelques sanctions supplémentaires, mais nous avons suffisamment de contrats commerciaux souterrains pour tenir. [...]

« L'Amérique parle d'options militaires mais ils ne vont pas déclencher une guerre contre nous. Si elle ne nous a pas attaqués lorsque nous n'avions pas l'arme nucléaire et nos missiles qui pouvaient l'atteindre, elle ne le fera pas maintenant. La plus grande économie du monde ne va pas tout risquer pour nous détruire, nous, une toute petite chose. Et les Sud-Coréens sont riches. Ils ne laisseront pas les Américains attaquer si leur survie est en jeu. Si nous continuons de mettre la pression, nous perfectionnons petit à petit nos systèmes de missiles et nous pouvons alors penser à ce fameux deal que l'Amérique désire tant. [...]

« L'Amérique perd du terrain dans la région. Elle peut parler du “pivot asiatique” tant qu'elle veut, la Chine devient plus forte, et la Corée du Sud et le Japon vont devoir décider de quel côté ils se positionnent. Nous avons le temps, la Chine sera toujours là. Elle a clairement dit que notre effondrement l'inquiète plus que nos provocations. Nous devenons chaque jour plus forts également alors que l'Amérique perd du terrain au profit de la Chine. [...]

« Enfin, si nous abandonnons nos armes nucléaires, nous n'avons plus rien. Les États-Unis ont fait un deal avec la Libye pour qu'elle abandonne ses programmes nucléaires et regardez où elle en est maintenant ! L'Irak a fait de même et l'Amérique a changé son régime. Avec l'arme nucléaire, je contrôle mon destin. Sans elle, je suis mort. »

En essayant de décrypter en profondeur la logique nord-coréenne, Jon Wolfsthal ne défend qu'une seule option : le dialogue. « Le plus tôt sera le mieux », mais il met en garde Donald Trump : « Kim Jong-un perçoit Trump un peu comme ses prédécesseurs, comme un président qui n'aime pas la puissance nucléaire nord-coréenne mais sans guère d'options réalistes pour l'arrêter. Peut-être que ce président parle plus fort et pourrait prendre plus de risques, mais avec ce nouveau gouvernement plus souple en Corée du Sud, les perspectives d'avenir ressemblent à peu près à celles du passé. On ne peut pas changer le passé mais une guerre contre la Corée du Nord serait une catastrophe. Aucune personne saine d'esprit n'oserait la provoquer. Et en dépit de la vision conventionnelle, Kim n'est pas fou. Au contraire, il semble parfaitement nous décrypter, et bien mieux que l'actuelle administration ne le fait. » L'imprévisible Donald Trump est capable de tout.

3

Un « trou noir » pour l'espionnage international

L'échec de la diplomatie américaine depuis des décennies conditionne la nouvelle approche du président américain Donald Trump à l'égard de la Corée du Nord qu'il a symboliquement replacée sur la liste des « pays soutenant le terrorisme ». De sa déclaration solennelle « Cela n'arrivera pas ! » lancée en janvier 2017 au sujet des missiles balistiques nord-coréens de longue portée à la rengaine « Toutes les options sont sur la table », Donald Trump met perpétuellement en avant « l'option militaire ». Soufflant le chaud et le froid, il montre les muscles, assurant que l'armée américaine « n'a jamais été aussi puissante », prête au combat et à la guerre. Cette détermination illustre encore et toujours la perception binaire américaine qui mène un combat permanent entre « le bien et le mal ». Cette vision simpliste et caricaturale appliquée à la Corée du Nord risque de se fracasser, une nouvelle fois, contre un terrible principe de réalité que semble vouloir ignorer l'administration américaine : la Corée du Nord, fermée, isolée, inaccessible, est un véritable « trou noir » pour toutes les agences d'espionnage de la planète.

Aux yeux de la CIA, la cible nord-coréenne a été depuis toujours une des plus impénétrables, « une des plus dures, sinon la plus dure ». En conséquence, l'option de frappes aériennes ou d'autres modes d'attaques n'a que peu de chances de réduire à néant les installations nucléaires ou les sites de lancement de missiles avant que Pyongyang ne réagisse. « Si vous proposez plusieurs scénarios militaires au président, a expliqué au lendemain du sixième essai nucléaire nord-coréen en septembre 2017 Douglas Paal,

ancien conseiller à la Sécurité nationale du président George W. Bush, une des premières choses est de présenter des cibles visibles. Mais on ne peut pas identifier des cibles que l'on ne voit pas. » Il conclut lucidement : « Il n'est pas exagéré de dire que sur le sujet, nous tâtonnons dans l'obscurité. »

L'isolement nord-coréen perçu par le monde entier comme une faiblesse a toujours été considéré comme un atout majeur par Pyongyang. La dynastie Kim a appliqué mieux que quiconque les fondamentaux de la guérilla : rester invisible, camoufler la réalité de ses forces, parier sur l'effet de surprise. Sur le plan nucléaire et militaire, la Corée du Nord avance masquée depuis des décennies. Cette opacité explique la raison pour laquelle les différentes agences de renseignement, américaine, sud-coréenne, japonaise, britannique, israélienne ou française, se sont toujours trompées sur la réalité du potentiel militaire nord-coréen et publient des analyses si divergentes. Aucune de ces agences n'a jamais pu anticiper les dates des essais nucléaires. Aucune n'a pu prévoir les périodes et encore moins les lieux de lancement des centaines de missiles tirés depuis des années par Pyongyang. Jouer à cache-cache avec la communauté internationale est un art que maîtrisent parfaitement les militaires nord-coréens.

Un exemple parmi des dizaines d'autres : en 2013, l'Agence de renseignement de la Défense américaine (DIA) soulignait dans un rapport qu'il y avait « très peu de chances » que la Corée du Nord ait pu réussir à développer une tête nucléaire pouvant être lancée sur un missile balistique. Peu de temps après, James Clapper, directeur du Renseignement national américain, à qui toutes les autres agences doivent rendre des comptes, expliquait que ce rapport ne faisait pas consensus dans l'ensemble de la communauté du renseignement. Quatre ans plus tard, une nouvelle analyse du renseignement militaire américain concluait que Pyongyang serait en mesure de fixer une bombe nucléaire miniaturisée sur un missile intercontinental capable d'atteindre les États-Unis « fin 2018 », soit deux ans plus tôt qu'initialement prévu par d'autres agences. Lesquelles, quelques semaines plus tard, s'alignaient toutes sur cette nouvelle réalité.

Comme d'autres pays, les États-Unis espionnent les nations étrangères ou les groupes terroristes en utilisant avant tout des agents de renseignement, des systèmes d'écoute, le cyber-espionnage et des satellites civils et militaires. Ces moyens sont quasi inopérants sur la Corée du Nord. « D'abord nous n'avons pas de relations diplomatiques et commerciales avec Pyongyang,

explique Bruce Klinger qui a passé vingt ans à la CIA et à la DIA avant de rejoindre la très conservatrice Heritage Foundation. Nous n'arrivons pas à nous fondre dans l'environnement nord-coréen et même la Corée du Sud n'y arrive pas pour des raisons linguistiques qui diffèrent entre les deux Corées. » La langue commune, depuis la séparation du pays en 1945, a évolué différemment : aucun problème de compréhension entre Nord et Sud, mais au-delà d'un accent distinctif, on note des divergences de vocabulaire (mots américanisés au Sud), de structure (traditionnelle pyramidale au Nord, plus linéaire au Sud) et de style. N'importe quel étranger, asiatique et à plus forte raison occidental, sera repéré et identifié par la population et la police.

La CIA essaye toutefois d'infiltrer ses agents au sein de différentes organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent sur le terrain en Corée du Nord. Un membre d'une ONG qui s'est rendu plus d'une dizaine de fois en Corée du Nord nous a raconté : « La CIA nous a proposé d'intégrer dans notre équipe un de ses agents, un médecin, en nous proposant une énorme somme. Notre crédibilité et la confiance que nous avons réussi à nouer avec les autorités nord-coréennes nous permet de faire un gros travail sur place et nous avons refusé cette offre diabolique. Elle aurait menacé la sécurité de nos équipes et la poursuite de nos projets. Je sais toutefois que d'autres acceptent, car ils ont besoin d'argent. Les Nord-Coréens le savent, se méfient beaucoup et cela réduit d'autant notre marge de manœuvre dans le pays, car leurs contrôles ne cessent de s'intensifier. » Dans ce contexte très restrictif, les seules sources humaines viennent des défecteurs nord-coréens réfugiés en Corée du Sud.

Parmi les 30 000 Nord-Coréens – majoritairement des femmes – qui ont fui leur pays depuis 1953, la plupart au lendemain de la famine des années 1990, on retrouve toutes les classes sociales : ouvriers, ingénieurs, informaticiens, fonctionnaires, diplomates ou militaires. Aux yeux des services de renseignement sud-coréens (National Intelligence Service, NIS), certains défecteurs sont beaucoup plus précieux que d'autres et sont choyés en conséquence. Notamment le militaire haut gradé Ri Jong-ho, qui était à la tête de la Korea Daehung Trading Corporation (KDTC) dans la ville chinoise de Dalian, en face de la Corée du Nord : gérée par le Bureau 39, sous le contrôle direct de Kim Jong-un, la KDTC supervise tout le réseau international financier du pays et alimente les caisses du régime en devises étrangères. Ri a fait défection aux États-Unis il y a un an et représente une « grosse prise »

pour le renseignement américain curieux de disséquer les arcanes financiers du pouvoir. Placé au secret et interrogé durant des mois afin de s'assurer qu'il ne cherchait pas à jouer un double jeu, Ri donne aujourd'hui interviews et conférences publiques. Pour autant, sa probité devra toujours être questionnée. Ce qu'il a dit à la CIA durant ses interrogatoires a été analysé, recoupé et répertorié par des analystes professionnels. Bénéficiant d'une protection rapprochée aux États-Unis pour ne pas être assassiné par les services secrets nord-coréens, ses apparitions publiques sont très surveillées, mais son discours n'a qu'une valeur « indicative » ou ponctuelle, variant en fonction des intérêts de la stratégie américaine du moment.

Durant une conférence en octobre 2017 devant les membres de l'Asia Society de New York, soit un mois après les dernières et très sévères sanctions votées par l'ONU, Ri Jong-ho a exposé sa vision du dossier nucléaire : les mauvaises relations de la Corée du Nord avec la Chine, la stratégie de provocation de Pyongyang en tirant ses missiles et en pratiquant son sixième essai nucléaire, la volonté du régime de rester en place, d'écarter la Corée du Sud d'un dialogue et de se rapprocher des États-Unis. Rien de bien nouveau venant de la part d'un « cerveau » aussi impliqué dans les affaires secrètes du régime. Seule la conclusion mérite attention : « Avec de telles sanctions votées par l'ONU, je ne sais pas si la Corée du Nord survivra encore une année. » Exactement ce que défend l'administration Trump depuis un an et ce qu'elle veut entendre. Un an auparavant, Ri Jong-ho disait exactement le contraire sur l'impact réel des sanctions sur Pyongyang. Au service du renseignement américain ou sud-coréen, les défecteurs de haut niveau adaptent et modulent leur narration en fonction des intérêts du pays d'accueil qui les entretient et les protège.

Plus subtile ou plutôt plus diplomatique, Thae Yong-ho, ancien numéro deux à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Londres pendant quatre ans et qui a fait défection avec son épouse et ses deux enfants le 17 août 2016, a plus d'expérience publique que son compatriote militaire. Digne des meilleurs James Bond, son exfiltration discrète de Londres vers Séoul en passant par la base américaine de Ramstein en Allemagne a fait la une de la presse sud-coréenne. Une défection à un tel niveau est exceptionnelle et la Corée du Sud prend grand soin de ce « gros poisson » diplomatique qui doit être une mine de renseignements pour le MI6 britannique et la CIA américaine qui ont contribué à son évasion, tout autant

que pour la NIS sud-coréenne. Autant dire que les nombreuses interviews, conférences ou émissions auxquelles il a participé quelques mois plus tard ont été suivies de très près par les médias, même si une nouvelle fois la substance a déçu.

Diplomate de carrière, marié à la fille d'un colonel héros de la lutte antijaponaise, Thae avait atteint le sommet du système mais aussi de la prise de risque. « Votre ascension au sein de la hiérarchie ne fait qu'accroître votre peur », nous avait confié il y a vingt ans Ko Young-hwan, diplomate du même niveau en poste dans différents pays d'Afrique. Ciblé par les services de sécurité nord-coréens pour avoir prononcé une parole malheureuse à ses collègues au moment de la mort du leader roumain Ceausescu fin 1989, Ko Young-hwan a abandonné femme et enfants pour s'exiler et échapper à la mort.

Il nous avait expliqué ses mois d'interrogatoires par la sécurité sud-coréenne mais aussi sa belle maison et la rondelette somme d'argent qu'il avait reçues au vu de son grade dans la hiérarchie au sein du régime. Formé à l'école de la diplomatie soviétique, une des meilleures au monde, comme son collègue Thae Yong-ho, parlant plusieurs langues et exposé au monde extérieur, il a réussi à s'intégrer plus facilement que la masse des autres défecteurs qui sombrent dans l'alcool et la dépression. Intégré dans un Institut de recherches public financé par l'État sud-coréen, Koh a pu refonder une famille. Mais tout a un prix. Il fut le jouet des services de renseignement sud-coréen pendant quelques années. Il dut embellir son témoignage afin d'obtenir de meilleures conditions de vie et répéter publiquement ce que la NIS lui dictait. Placés face à des questions de survie depuis leur entrée en diplomatie, Koh Young-wan, tout comme Thae Yong-ho, ont toujours su naviguer entre les écueils meurtriers des vagues de purge dans leur pays d'origine. Obéir aux scripts des services de sécurité américain ou sud-coréen n'est qu'un jeu d'enfant pour eux. Ils ont tout simplement « changé de patron » et ne risquaient plus rien en cas de dérapage.

La nature et la valeur de leurs informations sont de surcroît de très courte durée pour les services de renseignement. D'une part, chacun des défecteurs de haut niveau n'a qu'une perception partielle du système nord-coréen, très compartimenté. Comme dans un sous-marin, chaque section est solidement hermétique pour ne pas mettre en danger tout le submersible en cas d'accident. Le système politique, économique ou militaire nord-coréen est structuré de façon pyramidale de telle manière que seule une petite poignée

de hauts dignitaires a une vision globale sur l'ensemble des politiques suivies par le régime. Les agences d'espionnage ne peuvent ainsi obtenir que quelques minuscules pièces du puzzle infini que constitue ce pays. D'autre part, ces bribes d'informations à la fiabilité douteuse sont extrêmement périssables. Ces défecteurs disparaissent très vite des écrans car ils deviennent totalement inutiles. Leur espérance de vie médiatique dépasse rarement une année parce que le monde change, les technologies évoluent et ils sont très vite dépassés. Qui, hormis spécialistes et coréanologues, se souvient encore de Hwang Jang-yop, le père de l'idéologie du *juche*, ancien ambassadeur en Égypte qui fit défection en 1997 ? Ou même de Ko Young-hwan qui en son temps avait défrayé la chronique ? Il en sera de même pour Ri Jong-ho le militaire businessman et Thae Yong-ho le brillant diplomate. Ils disparaîtront comme les autres dans les limbes de l'histoire, ayant risqué leur existence en fuyant vers « le monde libre » mais vivant toujours sous la menace d'un assassinat des forces spéciales nord-coréennes.

« La Corée du Nord est sans aucun doute l'environnement le plus contraignant au monde pour le renseignement, confiait au magazine *Atlantico* en octobre 2017 Andrew Peek, ancien officier du renseignement militaire et aujourd'hui chercheur à l'université du Texas à Austin. Je pense que nous avons moins de granularité sur la Corée du Nord que sur la Syrie ou l'Iran. Il n'existe aucun flux avec Pyongyang. » Même en utilisant les technologies les plus avancées d'espionnage électronique, aucune puissance ne parvient à pénétrer la coquille hermétique nord-coréenne. Le cyber-espionnage est très restreint à cause des très fortes restrictions d'Internet et des téléphones portables. Le 0,1 % de la population qui a accès librement à Internet, au Wi-Fi et au haut débit (généraux, ministres et garde rapprochée de Kim Jong-un) utilise des systèmes de cryptage réputés « incraquables ».

« Nos possibilités d'accès à leur réseau sont très limitées et nous n'obtenons que très peu de résultats, a confirmé devant une commission du Sénat américain Dan Coats, le directeur du Renseignement national. Nous n'avons pas de capacités constantes et consistantes (renseignement, surveillance ou reconnaissance), d'où le fossé qui nous sépare du monde nord-coréen et il le sait parfaitement. Nous sommes face à un défi extrême face à une société aussi fermée et isolée que la Corée du Nord. »

L'utilisation de satellites pour prendre des photos reste la tactique la plus efficace et couronnée de succès dans la récolte d'informations. Mais elle a

également ses limites. Et de taille. Si les images permettent de suivre des mouvements de troupes où analyser certaines activités ou préparations de tests autour de différents sites nucléaires ou de lancement de satellites, elles demeurent incomplètes. De plus, les images de surveillance ne peuvent qu'enregistrer ce qui est visible. Compte tenu du fait que la quasi-totalité des ressources militaires nord-coréennes est profondément enfouie dans d'interminables tunnels creusés depuis plus d'un demi-siècle, les satellites enregistrent la topographie précise d'un pays à 80 % constitué de montagnes... mais aucun site stratégique majeur. Pour des raisons de sécurité évidente, toute la stratégie militaire consiste à enterrer usines, entrepôts de stockage et sites de recherches nucléaires. Et de les déplacer discrètement la nuit et dans le plus grand secret.

La Corée du Nord manque d'énergie pour illuminer de mille feux ses villes et ses campagnes, mais de cette carence Pyongyang a fait un atout : les satellites espions de toutes les agences de renseignement du monde qui tournent autour de la Terre ne peuvent manquer en visionnant leurs images « le trou noir » que représente la Corée du Nord. Un espace aveugle même pour les satellites les plus sophistiqués. Dans ce contexte, les militaires américains ont très peu de cibles précises à proposer à leur président. Sans même parler de la quinzaine de lieux de résidence potentiels où le leader Kim Jong-un passe ses nuits, au cas où une « opération décapitation » – annoncée par le gouvernement sud-coréen – serait lancée contre lui et sa famille.

Donald Trump et ses agences de renseignement les plus sophistiquées au monde avancent dans le noir quasi total face à la Corée du Nord. Ou du moins elles tâtonnent afin de dessiner le portrait-robot le plus précis possible de leur adversaire. Du côté nord-coréen, l'approche relève de la même logique. Kim Jong-un et ses conseillers militaires interrogent leurs services de renseignement afin de décrypter les intentions américaines et ainsi déterminer une stratégie. Sans surestimer les capacités de renseignement de la République populaire démocratique de Corée ou de ses moyens financiers, en comparaison de celles affichées par les États-Unis, l'appareil de sécurité et les agences d'espionnage nord-coréens constituent la colonne vertébrale du régime. Ils garantissent sa sécurité intérieure d'une main de fer et préservent le pays de toute agression extérieure à travers un vaste réseau d'informateurs disséminés dans le monde entier. Beaucoup moins pourvues en budget que leurs homologues américaines, les agences nord-coréennes bénéficient

toutefois d'un atout majeur : elles n'ont pas à espionner la planète entière mais uniquement trois cibles principales, les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon.

« Le renseignement nord-coréen et ses services de sécurité rassemblent des informations politiques, militaires, économiques et technologiques tirées des sources accessibles au public, renseignement humain, cyber et renseignements électromagnétiques », résumait un rapport du Pentagone de 2015. La Corée du Nord entretient deux agences principales qui visent le renseignement extérieur et les opérations clandestines pour l'une et le contre-espionnage pour l'autre. Le Bureau général de reconnaissance (BGR), directement inspiré du modèle soviétique/russe GRU, collecte des informations étrangères et lance des opérations clandestines à l'extérieur. Le BGR est constitué de six bureaux bien distincts chargés des opérations, reconnaissance, technologie, cyber, renseignement à l'étranger, dialogue intercoréen et services logistiques.

La seconde agence de sécurité intérieure est regroupée au sein du ministère de la Sécurité d'État, également structurée sur l'ancien modèle soviétique du MGB. Il s'agit d'une agence totalement autonome qui dépend directement du leader Kim Jong-un. Elle gère les prisons et les camps de réhabilitation par le travail, enquête sur les cas d'espionnage intérieur, rapatrie les défecteurs de Chine et conduit des opérations de contre-espionnage dans les délégations diplomatiques basées à l'étranger.

Le pays entretient également deux autres unités spécialisées dans l'infiltration en Corée du Sud. La première, le Département du front uni (DFU) travaille à l'établissement de groupes pro-nord-coréens en Corée du Sud comme le Comité Asie-Pacifique coréen et le Conseil de réconciliation ethnique. La seconde opère dans la totale clandestinité et vise à former des infiltrés dont la mission est de déstabiliser et provoquer le chaos au Sud. Selon un rapport du Pentagone, il s'agit du 225e Bureau qui est en charge de ces opérations de déstabilisation au Sud. La proximité géographique, culturelle et linguistique avec la Corée du Sud en fait un terrain particulièrement idéal pour la collecte d'informations, ou du moins le terrain le plus accessible. Des cellules dormantes bien implantées au Sud sont régulièrement sollicitées pour des opérations secrètes.

Il est bien plus facile pour un Nord-Coréen entraîné dans l'un des centres ultra-sophistiqués du pays de se fondre dans la société sud-coréenne que l'inverse. À leur arrivée au Sud, certains faux réfugiés passent à travers le

crible pourtant méticuleux des autorités sud-coréennes. En 2008, l'arrestation puis le procès de Won Jeong-hwa et de son beau-père Kim Dong-sun avait fait la une des journaux, attisant la peur latente du frère ennemi nord-coréen. Modèle d'intégration, Miss Won, arrivée à Séoul en 2001, travaillait comme conférencière dans des bases militaires où elle expliquait la vie dans son ancienne patrie et décryptait des vidéos de propagande nord-coréenne. L'espionne venue du Nord avait d'abord fait ses armes en Chine, où elle dénonçait aux autorités de Pékin ses compatriotes réfugiés illégalement en Mandchourie, les condamnant ainsi à l'expulsion immédiate vers leur patrie. Une fois installée à Séoul, elle avait joué de ses charmes pour séduire des officiers et transmettre à Pyongyang les coordonnées de dizaines de militaires et de fonctionnaires, déclenchant une mini-guerre internet à coups d'e-mails de propagande nord-coréenne et de virus informatiques. Mais sa mission était autrement plus délicate : retrouver et assassiner à l'aide d'aiguilles empoisonnées Hwang Jang-yop, transfuge de haut rang et père de l'idéologie nord-coréenne. Elle avait déjà pris dans ses rets à Hong Kong un officier sud-coréen mais échoué dans sa tentative de l'éliminer avec un aphrodisiaque empoisonné. La belle, elle-même fille d'espion nord-coréen « mort en mission », aurait malgré tout ému le jury en plaidant coupable et se repentant officiellement. Pyongyang de son côté n'avait pas commenté l'affaire, se contentant de traiter sa Mata Hari déchue de « déchet humain ».

L'espionnage au Japon fonctionne sur le même modèle que pour la Corée du Sud avec l'avantage que la Corée du Nord peut compter sur près de 200 000 Coréens vivant au Japon depuis la fin de la guerre et qui lui sont restés fidèles.

Bras armé de ces deux agences de renseignement, les 180 000 commandos des Forces spéciales nord-coréennes rivalisent largement avec leurs homologues américains et britanniques. Ils ont été impliqués dans de nombreuses missions extérieures : de la tentative le 21 janvier 1968 d'assassiner le président sud-coréen Park Chung-hee à l'incident d'infiltration d'un sous-marin nord-coréen dans les eaux sud-coréennes en décembre 1998 ayant provoqué de lourdes pertes des deux côtés.

Au-delà de la menace nucléaire, les experts américains ont intégré dans leurs plans des offensives de grande envergure menées contre des installations sud-coréennes ou américaines par ces troupes d'élite dotées d'armes biologiques. Les scénarios d'attaques chimiques et biologiques sont

revenus sur le devant de la scène au lendemain de l'assassinat de Kim Jong-nam, demi-frère de Kim Jong-un le 13 février 2017 à l'aéroport international de Kuala Lumpur. Même si l'utilisation de l'agent VX dans cette opération reste controversée, la menace biologique et chimique de la Corée du Nord est réapparue dans les plans de défense américain et sud-coréen. Selon Bruce Bennett, expert en sécurité chez Rand Corp., « la Corée du Nord aurait développé depuis longtemps le gaz sarin, l'anthrax, le choléra, la peste et la variole ».

Le Pentagone aurait même discrètement recentré ses efforts pour riposter aux armes de destruction massive ou biologiques sous le Commandement des opérations spéciales plutôt que le Commandement stratégique qui a d'autres missions ciblant les opérations spatiales et balistiques. Dans un rapport au Congrès américain en 2017, le Pentagone a évalué que ces forces spéciales nord-coréennes ne constitueraient pas le fer de lance d'une vaste invasion militaire au Sud mais joueraient un rôle beaucoup plus déstabilisateur en menant des opérations très ciblées. « Ces forces stratégiques spéciales dispersées dans tout le pays sont entraînées pour mener des opérations rapides, des contre-offensives intérieures en cas d'attaques étrangères ou pour des missions très ciblées contre des objectifs sud-coréens vulnérables. Tout est basé sur la rapidité de mouvement et l'effet de surprise », ajoutait ce rapport. En conséquence, les manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes qui se déroulent plusieurs fois par an sur terre, air, mer, ont intégré de nouveaux entraînements visant à contrer ces commandos nord-coréens.

En revanche la collecte d'informations sur les États-Unis repose essentiellement sur des sources librement accessibles ou *open source intelligence* dans la terminologie américaine : médias, réseaux sociaux, journalistes, chercheurs, think tanks... ouverts à tous. Un de nos interlocuteurs nord-coréens à Pyongyang nous a très librement raconté que dans son ministère, il a accès au Wi-Fi (privilège rare) et qu'il regarde tous les journaux télévisés américains de CNN à Fox News en passant par la BBC ou NBC. « Il s'agit pour nous de précieuses sources d'information, car nos diplomates aux États-Unis ont très peu de liberté de mouvement et sont placés sous étroite surveillance par le gouvernement américain. » Pour lui et ses collègues, les déclarations officielles de sénateurs, députés, colonels, généraux ou ministres représentent « du renseignement à analyser et décrypter ». Il reconnaît toutefois que depuis l'arrivée de Donald Trump à la

Maison Blanche il est devenu très compliqué d'interpréter les messages sur la politique nord-coréenne des États-Unis qui se contredisent sans cesse entre Trump, Tillerson ou Mattis. Si la politique étrangère de Donald Trump déboussole le monde depuis plus d'un an, elle renforce Pyongyang dans sa stratégie cohérente et logique : finaliser son programme nucléaire et balistique et le rendre visible, « pour être enfin pris au sérieux et être traité sur un pied d'égalité avec les Américains ». Dans cette perspective, l'année 2018, qui célébrera les soixante-dix ans de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, devrait être l'aboutissement du projet nucléaire nord-coréen.

4

La cyber-armée clandestine de Kim Jong-un

La paralysie de centaines de milliers d'ordinateurs le 12 mai 2017 a provoqué un week-end de panique dans plus de 150 pays du monde. Les banques et les transports ont été bloqués. Les chemins de fer allemands, le gouvernement espagnol, plusieurs usines du constructeur automobile français Renault, Vodafone, FedEx, le ministère russe de l'Intérieur... ou le service public de santé britannique (NHS), ont été victimes d'une attaque informatique avec demande de rançon. L'origine de cette cyber-attaque d'une envergure sans précédent dans l'histoire d'Internet est à chercher au sein de la cyber-armée formée depuis des années par les meilleurs instituts de technologie et d'informatique de Corée du Nord.

Cette offensive informatique Wannacry, du nom d'un logiciel malveillant bien connu des hackers du monde entier, n'a pourtant pas demandé un matériel très sophistiqué. C'est tout simplement le système obsolète de Windows XP qui a été utilisé, et toutes les versions antérieures à Windows 10 n'ayant pas effectué les mises à jour de sécurité. Plus ironique encore, les ingénieurs nord-coréens ont fondé leur attaque sur les failles de sécurité d'un système secret Eternal Blue, volé à l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) par d'autres hackers quelque temps auparavant. Au Centre de la cyber-sécurité britannique, personne n'a rien vu venir mais après coup, on a considéré que Wannacry n'était que le premier test d'un projet encore en développement visant à neutraliser à l'avenir d'autres industries stratégiques comme des sites militaires. Grâce à un jeune collégien passionné

d'informatique dans le sud de l'Angleterre, Wannacry a pu être neutralisé... en quelques clics.

Comme toujours, lorsque la Corée du Nord est directement incriminée surgissent des doutes et de nombreuses interrogations sur la capacité réelle des cyber-pirates de ce petit pays isolé et lointain. Entre les nombreux observateurs qui voient la Corée du Nord derrière toutes les opérations clandestines de la planète et ceux qui minimisent depuis toujours ses capacités de nuisance, il reste très difficile pour l'opinion publique de se faire une idée claire sur la réalité. L'année passée, une opération encore plus hallucinante a pu être avortée grâce à une simple faute d'orthographe sur un bordereau de retrait d'argent. Les hackers nord-coréens ont essayé de subtiliser un milliard de dollars de la Réserve fédérale de New York en pillant numériquement un compte de la Banque centrale du Bangladesh. Les banquiers ont suspecté quelque chose d'anormal à propos d'une demande de retrait sur laquelle le mot « fondation » était écrit « fandation » et ont bloqué les opérations. Les affidés de Kim Jong-un ont toutefois pu récupérer la modique somme de 81 millions de dollars dans ce qu'on peut appeler un « casse informatique ». Un ingénieur de la société informatique américaine Symantec a révélé à l'époque que la Corée du Nord avait été le premier État à mener une cyber-attaque non dans le but d'espionner mais de financer ses programmes militaires. Aux yeux de Lim Jong-in, professeur de cyber-sécurité à l'université de Corée à Séoul, « la Corée du Nord doit être classée parmi les cinq premières nations dans le domaine, elle peut voler tout ce qu'elle veut avec ses talents de cyber-espionnage. Aucun pays n'est à l'abri ».

Ces hold-up numériques ne sont que la face émergée du cyber-iceberg nord-coréen dont la stratégie ne cesse d'évoluer à très grande vitesse. À l'ère des crypto-monnaies dont la plus connue, le Bitcoin, a vu son cours grimper de 400 % ces derniers mois pour dépasser les 10 000 dollars, des empreintes « digitales » nord-coréennes ont été repérées dans une série de tentatives de braquage.

La caractéristique même de ces nombreuses crypto-monnaies (Bitcoin, Ethereum, Litecoin, Dash ou Monero...) est de n'être contrôlées par aucune banque centrale. Les échanges sont enregistrés dans une base de données : la blockchain, qui est copiée dans la mémoire de milliers d'ordinateurs partout dans le monde. Comme n'importe qui peut ouvrir un portefeuille virtuel pour y avoir accès et ainsi faire ses achats dans les milliers de boutiques qui acceptent ces crypto-monnaies, rien d'étonnant à y voir apparaître des Nord-

Coréens. Au lieu d'acheter des Bitcoins, ils ont réussi à braquer la plateforme Monero, une version anonyme extrême de crypto-monnaie très difficile à tracer par des autorités financières internationales. Riches de ces nouveaux fonds de départ, les hackers nord-coréens ont pu commencer à acheter des Bitcoins qu'ils ont pu changer contre des dollars, des euros ou des yuans chinois. Sans aucun contrôle du Trésor américain par exemple puisque le principe de ces monnaies virtuelles est fondé sur une indépendance totale vis-à-vis des États ou des banques.

Il semble que les hackers nord-coréens n'en soient qu'à leurs débuts dans ce secteur en plein boum. En novembre dernier, Federico Tenga, le fondateur de Chainside, une start-up spécialisée dans les crypto-monnaies, s'est rendu à Pyongyang afin de donner un cycle de cours intensifs sur la technologie de la blockchain et du Bitcoin aux étudiants de l'université des sciences et des technologies de Pyongyang (PUST). Cette dernière a été fondée en 2010 avec le soutien d'une fondation, la North East Asia Foundation for Education and Culture, basée en Grande-Bretagne. La PUST, à Pyongyang, est la seule université financée par l'étranger en Corée du Nord. Ses enseignants, tous volontaires et bénévoles, sont en grande majorité des chrétiens qui enseignent en anglais. Avant la récente interdiction des voyages en Corée du Nord par Donald Trump, la plupart des professeurs étaient américains. En 2015, le président de la PUST a publié la liste des enseignements donnés : mathématiques, science et informatique. Il a toujours réfuté les accusations d'enseignement de hacking dans ses locaux. Pour autant, même si aucun des intitulés ne prête à confusion, n'importe quel informaticien peut témoigner qu'un enseignement en « computer engineering » consiste essentiellement à apprendre comment hacker. Pour Tenga, l'un des aspects les plus surprenants de son expérience avec les étudiants nord-coréens a été de découvrir leur motivation : « On ressent aussitôt que leur seul objectif est de travailler pour leur pays. Le contraste avec le reste du monde est incroyablement frappant : ailleurs on recourt au Bitcoin à un niveau individuel parce que ses utilisateurs ne font pas confiance à leur gouvernement ou aux institutions financières pour gérer leurs finances. Là-bas, il s'agit au contraire d'apprendre à gérer les crypto-monnaies pour soutenir l'État et sa patrie. »

L'existence même de cette cyber-armée reste difficile à prouver et encore moins à localiser. Toutefois, en recoupant des informations disponibles publiquement (*open sources*), plusieurs services de renseignement ont évalué à près de 10 000 le nombre de hackers nord-coréens. Une nouvelle fois, la

stratégie de guérilla menée par Pyongyang a brouillé les cartes. Pendant que le monde entier se focalisait sur les essais nucléaires et de missiles capables d'atteindre les États-Unis ou de mettre en danger « la sécurité du monde », les Nord-Coréens progressaient lentement dans le cyber-espace. Alors que les experts occidentaux du nucléaire se sont moqués pendant des années des prétentions atomiques de cet « État voyou » pour les ignorer ou les minimiser, d'autres experts de la cyber-sécurité, aussi sûrs de leur fait que leurs brillants collègues du nucléaire, ont écarté d'un revers de la main les capacités informatiques de ce « pays arriéré » supposé vivre au Moyen Âge. Pour aujourd'hui reconnaître, face à la réalité, que le piratage informatique représente « l'arme parfaite » pour Pyongyang, isolé mais qui n'a rien à perdre.

Les infrastructures de base de ce pays sont beaucoup moins vulnérables que d'autres à des représailles informatiques et de toute façon les hackers nord-coréens opèrent hors de leur pays. Les conseillers privés de Kim Jong-un parient sur le fait que personne ne répondra à une attaque informatique par une guerre conventionnelle, de peur de provoquer une escalade incontrôlable entre les deux Corées. Pour le numérique comme pour le nucléaire, il est déjà trop tard pour même espérer « décyberniser » et dénucléariser. « Le tarif d'entrée dans le cyber-espace est bon marché, asymétrique, quasi anonyme, furtif ou invisible dans l'action, nous a expliqué un spécialiste asiatique de la cyber-sécurité de Hong Kong, dans son bureau du quartier des affaires de Central au lendemain de Wannacry. En plus, cela donne la capacité de mettre en grave danger un large éventail d'infrastructures publiques et privées. Enfin, c'est une source énorme de revenus. »

Secrètement, la Corée du Nord et les États-Unis sont déjà engagés dans une cyber-guerre clandestine depuis des années. Washington et Séoul ont réussi à placer des « implants » digitaux au sein du Bureau général de reconnaissance, l'équivalent nord-coréen de la CIA, selon certains documents révélés par Edward J. Snowden, il y a quelques années. À la fin de son mandat en 2016, Barack Obama avait donné l'ordre de lancer des cyber-attaques contre les systèmes de guidage des missiles nord-coréens afin de les paralyser, mais elles n'ont été que partiellement efficaces. Au mieux ont-elles permis de ralentir le processus, pas d'y mettre un terme, puisque la Corée du Nord a lancé trois missiles balistiques de longue portée en 2017 capables d'atteindre désormais tout le continent nord-américain.

En revanche, il semble que les hackers nord-coréens aient eu plus de succès il y a quelques mois à peine après avoir mené une offensive informatique contre les réseaux militaires sud-coréens. Un vrai trésor évalué à plus de 235 gigaoctets d'informations, soit l'équivalent de 15 millions de pages de documents. Parmi lesquels des plans d'attaque contre Pyongyang et des opérations visant à « décapiter Kim Jong-un et son entourage », autrement dit les assassiner. Les ingénieurs sud-coréens et américains ont minimisé l'importance de ces documents mais ils ont reconnu que les hackers avaient implanté des « cellules dormantes numériques » dans le réseau du ministère de la Défense sud-coréen qui pouvaient être activées afin de paralyser la fourniture en électricité, le commandement militaire et les réseaux de contrôle. Quelques semaines auparavant, les hackers se sont infiltrés à l'intérieur du système informatique d'une chaîne de télévision britannique et ont bloqué une fiction traitant d'un scientifique anglais kidnappé par les services secrets nord-coréens. Deux ans après avoir piraté les centaines d'ordinateurs de Sony aux États-Unis qui allait sortir au cinéma une autre fiction totalement loufoque, mettant en scène deux journalistes américains autorisés à se rendre à Pyongyang pour interviewer Kim Jong-un mais dont l'objectif était de l'assassiner.

Le temps où la Corée du Nord pratiquait la contrefaçon de billets de 100 dollars pour se procurer du cash est révolu, mais le logiciel de certains observateurs est resté bloqué aux années 1990. Ils n'ont pas fait leur propre « mise à jour », n'ont rien vu ou voulu voir évoluer. Aujourd'hui les cyber-braquages nord-coréens peuvent rapporter, selon certaines estimations des services secrets britanniques, plus d'un milliard d'euros par an.

Comme pour le nucléaire, les missiles, l'informatique, le hacking et le financement de cette évolution technologique si rapide, comment et depuis quand la Corée du Nord s'est-elle lancée dans le numérique ? Kim Jong-il, père de l'actuel leader Kim Jong-un, était un cinéphile devenu fan d'Internet, un luxe réservé à l'élite nord-coréenne. Lorsqu'il est mort en décembre 2011, on estimait qu'il n'y avait qu'un millier d'adresses IP dans tout le pays, à peine plus que dans un bloc d'immeubles d'une grande ville française. À l'origine, à l'instar du régime communiste chinois, Internet était perçu comme un grand danger. Il pouvait échapper au contrôle de l'information et des citoyens. Son approche a toutefois totalement changé lorsqu'un groupe d'étudiants formés dans une grande université chinoise, de retour au pays, a suggéré d'utiliser

Internet pour espionner et attaquer leurs ennemis. Ce témoignage d'un défecteur nord-coréen à Séoul ne correspond peut-être pas à la « vraie histoire ». Mais le régime a lancé 250 écoles d'informatique d'élite en sciences numériques. Les autorités ont ensuite sélectionné les étudiants les plus brillants en mathématiques pour les former au « combat informatique ». De la même façon que Pyongyang l'a fait pour ses ingénieurs dans le nucléaire. Des centaines ont été envoyés en Chine afin de suivre des programmes spécifiques d'informaticiens.

L'unité spéciale en charge de la guerre informatique a bénéficié de moyens décuplés à partir de 2003 au lendemain de l'invasion de l'Irak par les troupes américaines. La chute de Saddam Hussein a sonné comme une terrible prémonition pour Pyongyang. Kim Jong-il ne voulait pas finir de la même façon que Saddam Hussein, convaincu quelques années plus tôt par les Américains d'abandonner son programme nucléaire. Se sentant encore vulnérable, même si le premier essai nucléaire sera pratiqué trois ans plus tard, Kim Jong-il a accéléré la formation de ses informaticiens, lançant un avertissement à ses militaires : « Si la guerre était jusqu'à présent une question de munitions et de pétrole, a-t-il lancé à ses hauts gradés lors d'une réunion spéciale, la guerre du XXIe siècle sera celle de l'informatique ». À partir de là tous les programmes ont été richement dotés et accélérés.

Lorsqu'il a succédé à son père à la fin de 2011, Kim Jong-un a encore accentué ses efforts dans le domaine. Il a développé des « cyber-missions » ayant non seulement la guerre pour objectif mais des visées financières. « La guerre cybernétique, tout comme le nucléaire et les missiles, est une épée à multiples usages qui renforce les capacités de notre armée à frapper continuellement », aurait déclaré le jeune leader selon le témoignage d'un défecteur au service des renseignements sud-coréens. L'un des aphorismes de Kim Jong-un, publiés à Pyongyang en 2016, est limpide : « Le front des hautes technologies scientifiques est l'avant-poste de notre combat pour défendre le socialisme et notre pays. »

Le renforcement des sanctions de l'ONU n'a fait qu'attiser la détermination de Pyongyang. À partir de 2012, des unités spéciales de hackers nord-coréens ont été dispersées à l'étranger en se servant des infrastructures internet de la Chine. De façon presque « artisanale », tout le trafic internet nord-coréen passait, jusqu'à la fin 2017, par un seul réseau mis à sa disposition par l'opérateur chinois China Unicom. Cela leur a permis d'utiliser des

connections non sécurisées et ainsi de se rendre invisibles. Selon les témoignages de plusieurs défecteurs, une base secrète du Bureau 121 (l'une des deux unités de cyber-guerre du Bureau général de reconnaissance, avec le Bureau 91), fonctionne depuis la ville chinoise de Shenyang, capitale de la province du Liaoning, très proche de la Corée du Nord. À ce réseau China Unicom, est venu s'ajouter début 2018 une nouvelle connexion internet offerte par la Russie, ce qui va lui permettre d'encore accroître ses capacités. Au-delà, selon l'étude d'une firme de cyber-sécurité Recorded Future, d'intenses activités auraient été enregistrées en Inde, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande, au Népal, au Kenya, au Mozambique et en Indonésie. Les hackers, se servant des ordinateurs comme de relais, ne résident pas physiquement dans ces pays qui ne sont pour eux que des lieux de passage pour leurs attaques lancées depuis d'autres pays. Des équipes nord-coréennes sont toutefois basées à l'étranger comme en Inde d'où un cinquième de toutes leurs attaques est lancé. Les agences de contre-espionnage internationales peuvent les traquer plus facilement à l'étranger qu'en Corée du Nord, comme elles le font avec les réseaux de terroristes. Une cyber-guerre secrète et implacable se déroule entre les États-Unis et la Corée du Nord avec la Corée du Sud en tant que cible intermédiaire.

Durant les manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes en 2013, les hackers nord-coréens ont injecté un « virus nettoyeur » dans le réseau informatique de trois grandes banques et de deux chaînes de télévision sud-coréennes. Via des ordinateurs basés en Chine. Selon un ancien diplomate britannique, ils auraient utilisé le même système que pour l'attaque menée sept mois auparavant par les hackers iraniens contre la compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco. Bilan catastrophique pour Aramco : 30 000 ordinateurs et 10 000 serveurs contaminés ont détruit des millions d'informations remplacées par la photo d'un drapeau américain en flammes. La très ancienne coopération entre l'Iran et la Corée du Nord dans les domaines nucléaire et balistique s'est encore approfondie dans le domaine du numérique. Téhéran a donné une leçon déterminante à la jeune école informatique de Pyongyang : si vous affrontez un ennemi qui utilise Internet dans ses banques, ses systèmes commerciaux, ses pipelines, barrages, hôpitaux... les possibilités de provoquer le chaos sont infinies. Pyongyang a non seulement retenu la leçon mais s'est donné les moyens de servir ses

objectifs politiques en déployant ses virus informatiques contre toutes les cibles stratégiques de ses adversaires.

Plus audacieux et experts que jamais, ces hackers n'hésitent plus à s'infiltrer avec une facilité déconcertante dans les systèmes informatiques sud-coréens. « Ce qu'ils ont déjà réussi à faire à l'intérieur des systèmes sud-coréens dépasse l'imagination », a révélé aux médias de Séoul Jang Se-yul, ancien expert informatique nord-coréen formé il y a des années à l'université d'automatisation militaire Mirim à Pyongyang, baptisée aujourd'hui université militaire Kim Il. « Le Nord se prépare à une attaque informatique massive depuis le début des années 1990 et ils sont plus que prêts à détruire les infrastructures du Sud à n'importe quel moment, lorsque Kim Jong-un en donnera l'ordre », ajoute ce diplômé en « programmation de guerre électronique » réfugié à Séoul depuis dix ans. À la tête d'une organisation non gouvernementale qui aide les défecteurs à s'installer à Séoul, il est resté en contact avec certains camarades d'antan basés aujourd'hui à Shenyang dans le Liaoning chinois. « Ils font partie de ces unités spéciales expatriées à l'étranger par Pyongyang sous la couverture d'informaticiens indépendants mais dont les missions sont de hacker les informations liées à la sécurité nationale de Séoul ou de Washington. » En dépit des précautions à prendre avec les témoignages de défecteurs, Jang Se-yul détient de bonnes informations sur ce sujet bien précis et surtout d'une actualité récente. « Mes anciens collègues qui sont à la tête de ces unités s'esclaffent de rire lorsqu'on leur parle de la cyber-sécurité sud-coréenne », raconte cet homme qui a lui-même été sélectionné dès l'âge de treize ans pour intégrer le programme de « pénétration des systèmes ennemis ». Ils sont si confiants et prêts à passer à l'action que la mission d'infiltrer les systèmes informatiques des institutions sud-coréennes ne fut pour eux qu'une « promenade de santé ».

Plus alarmant à l'avenir selon Jang Se-yul, « ils considèrent qu'une attaque de missiles ou d'armes nucléaires contre Séoul serait une perte d'énergie extrême, car pour eux il suffit désormais d'activer leurs logiciels malveillants déjà installés pour provoquer le chaos en Corée du Sud ». Séoul et Washington s'alarment en secret des nouvelles capacités cybernétiques nord-coréennes. Des centaines, sinon des milliers de cyber-guerriers américains passent leurs journées à identifier les réseaux nord-coréens en quête de failles qui pourraient être activées en cas de crise. Les stratèges civils et militaires américains redoutent même que cette escalade dans la cyber-guerre ne pousse Kim Jong-un à utiliser ses armes – nucléaires et informatiques – très

rapidement en cas de conflit provoqué par une frappe américaine. Le patron de la CIA, Mike Pompeo, pressenti pour remplacer Rex Tillerson au département d'État, s'inquiétait en ce début d'année des cibles précises à proposer au président américain Donald Trump en cas d'opération des Forces spéciales américaines en Corée du Nord. Ce scénario très prisé par les experts militaires du monde entier risque de se heurter à l'incontournable obstacle de la localisation, mais encore plus de l'identification précise de l'entourage de Kim Jong-un. En l'occurrence, personne ne sait qui dirige les cyber-opérations spéciales nord-coréennes. La presse japonaise aurait identifié un certain Chang Kil-su. D'autres s'interrogent sur le général Ro Kwang-chol, promu récemment au sein du Comité central du Parti du travail, et dont les responsabilités précises demeurent un mystère.

Le scénario d'une guerre nucléaire apocalyptique pouvant provoquer 10 millions de victimes reste plus que jamais envisageable. Toutefois, dans l'esprit d'un certain nombre de conseillers militaires des deux côtés de la DMZ qui balafre la péninsule depuis 1953, cette hypothèse est sans doute déjà dépassée. Même, et peut-être surtout si la Corée du Nord pratique en 2018 un test nucléaire atmosphérique au-dessus de l'Océan pacifique pour enfin être reconnue à la face du monde comme puissance nucléaire. La logique implacable du principe de dissuasion annihilerait alors toute velléité américaine d'utilisation de la bombe atomique comme elle l'a déjà fait en août 1945 contre le Japon impérial. Aujourd'hui, le monde entier se focalise sur un « champignon atomique » américain ou nord-coréen mais une cyber-guerre silencieuse et invisible pourrait bel et bien éclater. Pour aboutir à un même résultat : l'anéantissement de toutes les capacités militaires d'un camp ou de l'autre. La guerre serait gagnée sans même avoir livré bataille.

Perspectives

Ni guerre ni paix

Étonnant paradoxe de l'histoire immédiate. Décrit comme un fou irrationnel depuis des années, Kim Jong-un fait trembler le monde qui redoute de le voir appuyer sur le bouton atomique. Imprévisible et inconstant, Donald Trump se révèle en un an seulement plus inquiétant encore. Sa diplomatie illisible déboussole la planète qui aujourd'hui s'interroge sur sa rationalité. Au point de se demander si sa politique résumée en un seul slogan, « America First », ne va pas maintenant cibler la Corée du Nord en déclenchant une seconde guerre de Corée.

La patience de Donald Trump a des limites. L'idée d'une Corée du Nord nucléaire lui est insupportable. Héritant de ce dossier explosif délaissé par l'administration Obama, il avait promis dès son entrée à la Maison Blanche le 20 janvier 2017 qu'il mettrait un terme à cette menace. Le mois suivant, Kim Jong-un avait solennellement annoncé à ses militaires que son grand projet nucléaire avait atteint sa « dernière étape » et qu'elle serait « finalisée » dans l'année à venir. Début 2018, un essai nucléaire et vingt tests de missiles nord-coréens plus tard, force est de constater que la stratégie d'étranglement de Donald Trump à l'égard de Pyongyang – par sanctions de l'ONU interposées – est un échec. La Corée du Nord est une puissance nucléaire avérée et ses missiles intercontinentaux sont maintenant capables de toucher tout le continent nord-américain. De Los Angeles à New York. Kim Jong-un a déjà gagné une bataille. Mais cela, Donald Trump ne peut l'admettre. Nous sommes bien loin de son invitation à partager un hamburger avec ce « smart cookie » de Kim Jong-un, qu'il traite aujourd'hui de « Rocketman ».

La détente entre les deux Corées lancée à l'initiative de Kim Jong-un à la veille des jeux Olympiques d'hiver 2018 est un signe d'apaisement dans la logique de Pyongyang qui depuis toujours recherche un dialogue bilatéral direct avec Séoul, sans l'intermédiaire des États-Unis. Le cœur du dossier nucléaire nord-coréen n'est pas réglé pour autant. À terme il resurgira et restera non-négociable pour Pyongyang. En effet l'arme atomique est désormais partie intégrante de l'identité de la RPDC.

Ironie encore. Dans l'hypothèse où nous avons affaire à deux « fous irrationnels », car ni l'un ni l'autre ne l'est, et où chacun fait ou va faire ce qu'il dit, nous allons tout droit vers un conflit, conventionnel ou nucléaire, apocalyptique. Kim Jong-un a annoncé depuis des années et promis qu'il parviendrait à maîtriser l'arme de dissuasion nucléaire indispensable à la protection de son pays qui se sent en « état de guerre permanent » face à une éventuelle invasion américaine. Il a tenu sa promesse sans que personne n'ait pu l'en empêcher. Face à cette réalité, Donald Trump a promis que, lui, contrairement à tous ses prédécesseurs, réglerait le dossier nucléaire nord-coréen par tous les moyens. « Cela fait vingt-cinq ans que toutes les administrations ont laissé la Corée du Nord poursuivre son programme nucléaire », avait-il dénoncé en se présentant comme le seul à pouvoir y mettre fin. La même rhétorique employée en décembre 2017 au sujet de Jérusalem que Washington a reconnue comme capitale de l'État d'Israël. Les États-Unis contre le monde entier.

Donald Trump n'est pas irrationnel. Le syndrome de la folie appliqué à Kim Jong-un s'est révélé au fil du temps totalement erroné. Ne tombons pas dans le même piège avec Donald Trump qui derrière ses tweets rageurs, ses insultes, ses provocations et ses menaces de guerre si incompréhensibles ou « irrationnels » aux yeux de beaucoup, pourrait très bien être en train d'élaborer un plan très rationnel – et extrêmement dangereux – de frappes militaires massives contre la Corée du Nord.

La diplomatie coercitive montre ses limites ou son inefficacité depuis le premier essai nucléaire de la Corée du Nord en 2006. Depuis cette date, l'ONU a passé près de onze résolutions de sanctions contre Pyongyang, les plus radicales n'ayant été votées qu'en 2016. Les effets de ces sanctions toucheront avant tout la population nord-coréenne mais n'empêcheront en rien la poursuite des programmes nucléaires ou balistiques qui vont encore fuser dans le ciel dans les semaines ou mois à venir. Quitte à affirmer une bonne fois pour toute sa puissance nucléaire par un essai atomique

atmosphérique au-dessus du Pacifique. La communauté internationale se rallie à cette logique des sanctions poussée par Washington (mais aussi la Chine et la Russie contre leur gré) car elle est impuissante à proposer d'autres schémas d'approche. En coulisses, dans les chancelleries diplomatiques, on reconnaît que la stratégie des sanctions ne fera pas plier Pyongyang. On n'y croit pas mais on redoute de devoir reconnaître la Corée du Nord comme puissance nucléaire. On craint, avec raison, le risque de prolifération et une nouvelle course à l'arme atomique dans le monde. De nombreux spécialistes défendent quant à eux le scénario de l'acceptation de la réalité nucléaire nord-coréenne et incitent à enclencher un processus diplomatique de contrôle sévère, afin d'éviter une guerre. Les craintes, justifiées, de prolifération de l'atome, ont été apaisées avec l'Inde et le Pakistan qui se sont aussi imposés comme puissances nucléaires en 1998 sans que personne ne vote la moindre sanction. Deux poids deux mesures, dénonce Pyongyang dont les diplomates rappellent volontiers l'allocution du général de Gaulle sur la nécessité vitale pour la France de construire sa propre force de frappe nucléaire, dont la capacité de dissuasion reste la « meilleure garantie » de la paix. Certains experts redoutent d'ailleurs plus les dangers de prolifération venant du Pakistan que de la Corée du Nord. Dans ce cas de figure, la Chine et surtout la Russie dont l'influence ne doit pas être sous-estimée pourraient jouer un rôle majeur afin de convaincre Pyongyang. Nous en sommes encore très loin car la méfiance entre Pyongyang et Washington est si profondément enracinée dans les esprits qu'un rapprochement, un simple rapprochement, demanderait plusieurs années. Et Donald Trump n'aura jamais cette patience. Il veut des résultats rapides et concrets.

Lorsque le président américain à la tribune des Nations unies en septembre 2017 menace de « détruire complètement » la Corée du Nord, on ne peut pas parler d'une approche diplomatique. Son secrétaire d'État de l'époque, Rex Tillerson, sans budget ni soutien, n'a jamais été qu'un faire-valoir impuissant face aux conseillers directs de Donald Trump à la Maison Blanche. Son sage et modéré secrétaire à la Défense, Jim Mattis, à qui Trump a promis un accroissement du budget militaire de près de 60 milliards de dollars, n'a cessé d'expliquer à la presse et à tous ses interlocuteurs dans la région – Japon, Corée du Sud, Chine, Russie – que si « toutes les options [étaient] envisageables », les frappes militaires incluses, il fallait tout faire pour ramener les Nord-Coréens à la table des négociations afin d'aboutir à une dénucléarisation de la péninsule. Ses messages rassurants pour l'opinion

publique mondiale risquent de ne pas avoir beaucoup de poids face à la garde rapprochée de Donald Trump à la Maison Blanche. Rappelons que Rex Tillerson et Jim Mattis étaient ouvertement opposés à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël...

Contradiction encore. Donald Trump a critiqué ses prédécesseurs et notamment l'aventurisme néoconservateur de George W. Bush en Irak. Pourtant, le « storytelling » que distille depuis des mois la Maison Blanche s'inspire exactement de celui utilisé par l'administration Bush juste avant 2003. Quel est-il ? Les États-Unis déclarent avec aplomb connaître les objectifs de l'adversaire, accentuent la pression sur les pays qui ne les soutiennent pas, refusent toute remise en question des faits, écartent d'un revers de main les conséquences tragiques d'un conflit. Contrairement à Bush, ils ne préparent même pas l'opinion publique à une entrée en guerre à l'autre bout du monde : des millions de morts coréens, japonais, chinois mais aussi la nécessité d'évacuer les cinq cent mille civils américains et occidentaux vivant sur place. Le conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, le lieutenant-général McMaster, en rajoute : le programme nucléaire nord-coréen est « le bouleversement le plus déstabilisant dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » où « la menace s'accentue de jour en jour ». D'autres au sein du Conseil de Sécurité nationale comparent même la Corée du Nord au Japon durant la Seconde Guerre mondiale : une société mobilisée et militarisée, expansionniste, que seule une force militaire supérieure pourra arrêter...

La narration s'accélère de mois en mois au point d'arriver à cette conclusion : « La Corée du Nord est devenue une menace pour l'humanité. » Il faut que l'administration Trump agisse avant que la Corée du Nord ne devienne encore plus dangereuse, sans se préoccuper des alliés régionaux. Tokyo a bien précisé qu'elle ne participerait aux combats que dans la seule éventualité d'une attaque nord-coréenne. Séoul veut réconforter son opinion publique en assurant que les États-Unis ne se lanceront pas dans une aventure militaire sans son accord. L'Australie, autre allié historique des États-Unis dans le Pacifique, s'est opposée à toute attaque préventive contre la Corée du Nord. En dépit de ces mises en garde, la Maison Blanche a demandé à ses militaires de lui proposer plusieurs plans d'attaque de la Corée du Nord. « N'importe quel projet de frappes représente un risque, nous confiait un expert militaire occidental convaincu qu'une entrée en guerre est incontournable, mais Washington ne peut plus accepter l'humiliation de voir

un petit pays lui tenir la dragée haute. » Autrement dit, le président américain pourrait déjà avoir déclenché un compte à rebours. Dans le plus grand secret.

L'opinion publique américaine dans son ensemble baisse les bras devant un président qui ridiculise l'image de son pays. Face à la perspective d'une guerre en Corée elle est totalement muette, tout comme à l'époque de la première guerre de Corée. Un terrible conflit non résolu qui servira de modèle pour les autres interventions militaires américaines dans le monde. Mieux que quiconque, les Nord-Coréens savent intimement ce qu'il en coûte d'oser affronter la machine de guerre américaine. Plus de soixante ans après, les Américains et leur président sont tout aussi ignorants de la réalité coréenne, si lointaine, si complexe, si futile. Interrogé sur les conséquences d'un conflit armé dans la péninsule coréenne déclenché par des frappes préventives américaines, le sénateur républicain de Caroline du Sud, Lindsey Graham, a répondu avec cette glaciale candeur : « Oui, ce serait terrible mais la guerre éclaterait là-bas. Pas ici. Ce serait mauvais pour la péninsule coréenne, ce serait mauvais pour la Chine, ce serait mauvais pour le Japon, ce serait mauvais pour la Corée du Sud, ce serait la fin de la Corée du Nord, mais cette guerre ne touchera pas le sol américain. » Telle est l'incarnation d'une politique étrangère « America First » qui justifie destructions et souffrances tant qu'elles restent les plus éloignées possible des côtes américaines.

Le leitmotiv des termes utilisés dans les médias d'une Corée du Nord « État-voyou », « démoniaque », au cœur de « l'axe du mal », « tyrannique », « stalinienne » a fini par convaincre les Américains qu'elle devait être rayée de la carte. Une bonne fois pour toutes, car l'armistice signé en 1953 entre les Nations unies et Pyongyang n'a jamais été que la preuve d'un travail à moitié terminé. Même si elle a permis à l'administration Truman de tripler les budgets militaires, de justifier la vente massive d'armements à ses alliés sud-coréen et japonais mais aussi de prendre position en Asie du Nord face à une Chine qui aujourd'hui menace plus que jamais la puissance Pacifique américaine.

Qu'on ne s'y trompe pas. La véritable cible américaine dans la région n'est pas du tout la Corée du Nord. Encore une fois la péninsule coréenne ne sert qu'à camoufler d'autres enjeux qui la dépassent, au profit des grandes nations chinoise, russe, japonaise et américaine. La « crevette » du proverbe est insignifiante dans le combat des « baleines ». Le défi nucléaire nord-coréen que personne n'a voulu voir sert d'abord les velléités américaines de se

maintenir à tout prix dans la région, face à une Chine qui ne cesse d'affirmer sa puissance militaire. En Asie du Nord comme en Mer de Chine méridionale qu'elle revendique comme « sa » zone d'influence. Cette menace chinoise, insignifiante dans les années 1950, justifie aujourd'hui le déploiement continu de systèmes de défense antimissiles à Guam et en Corée du Sud, le positionnement permanent de plusieurs porte-avions nucléaires, les ventes massives d'armes et l'intensification des exercices militaires conjoints avec les armées sud-coréenne et japonaise. Démultipliant ainsi les risques d'un dérapage, d'une mauvaise évaluation des risques de part et d'autre pouvant servir de prétexte au déclenchement d'une guerre. Si Donald Trump dit qu'il veut « finir le travail » en Corée, c'est pour mieux contenir la Chine qui ne cesse de s'imposer comme une alternative à l'égoïste « America First » de Trump sur la scène mondiale. Dans cette perspective à long terme, on peut craindre que Donald Trump ne soit pas fou et qu'il tiendra ses promesses de vitrifier, pour la seconde fois, la Corée du Nord. Laquelle ne manquera de tenir les siennes en rétorquant de manière conventionnelle ou... nucléaire. Les cartes sont entre les mains de Donald Trump qui a le choix d'être retenu dans les livres d'histoire comme un « peace dealer » ou un « warmonger ». Kim Jong-un est prêt à toutes les éventualités : abattre ses cartes et négocier la paix ou bien jouer son atout nucléaire.

À moins que les deux leaders ne soient de parfaits bluffeurs...

Transcription des termes coréens

Le gouvernement sud-coréen ayant décidé en juin 2000 de ne plus utiliser le système McCune Reischauer qui depuis 1984 régissait la romanisation de l'alphabet coréen, au profit de nouvelles lois de transcription, nous avons choisi de suivre ces dernières utilisées depuis systématiquement en Corée du Sud. La Corée du Nord utilise une autre transcription.

Pour une plus grande facilité de lecture et afin qu'une majorité de lecteurs puisse aisément se retrouver dans des termes d'apparence complexe, nous avons dans l'ensemble utilisé la romanisation sud-coréenne. Toutefois, un certain nombre de termes se retrouvent sur Internet et dans la presse avec une orthographe incorrecte souvent issue de la lecture anglaise. Ainsi, le mouvement de la « double poussée », le *byeongjin* (transcription sud-coréenne exacte) qui apparaît souvent sous la forme *byungjin* (transcription fausse, pas de « u »), ou de *byongjin* (transcription imprécise car elle ne prend pas en compte le « o » ouvert). Dans ce genre de cas, nous avons adopté la transcription la plus fréquente et la moins inexacte (ici : *byongjin*).

Pour les noms déjà connus sous une orthographe utilisée couramment comme Pyongyang (Pyeongyang) ou le président sud-coréen Syngman Rhee (Yi Seung-man), nous avons respecté cette dernière. Pour les noms propres nous avons, quand nous la connaissions, préservé l'orthographe choisie par chacun. Les noms propres suivent l'ordre coréen, nom de famille d'abord (Kim, Min), suivi du prénom composé de deux éléments liés par un trait d'union. Seule la première partie du prénom, le plus souvent générationnelle, porte une majuscule.

En Corée du Nord, l'habitude est toutefois d'écrire Kim Jong Un, Kim Jong Il (deux majuscules, sans trait d'union). Mais que faire quand il y a un transfuge : Hwang Jang Yop, idéologue du régime, doit-il en faisant défection

au Sud voir son nom transcrit par « Hwang Jang-yeop » ? Face à cette séparation des deux Corées jusque dans les transcriptions, nous avons tout unifié afin d'éviter des complications inutiles.

Les esprits chagrins s'offusqueront d'un manque de rigueur. Notre choix vise à faciliter la lecture et la recherche pour le plus grand nombre. Les chercheurs et les étudiants qui parlent, lisent et écrivent le coréen n'auront aucun mal à retrouver les termes d'origine.

Remerciements

Nous remercions les Coréens, du Nord et du Sud. Amis de longue date ou inconnus, ils sont au cœur de ce livre et sans leur aide, leur confiance, leur générosité et leur infinie patience au cours de toutes nos années d'études, de recherches et de reportages, ces pages n'existeraient pas.

Nos remerciements vont à Sarah Cruse. Sans son enthousiasme, nous n'aurions pas rencontré notre éditrice Dorothée Cunéo qui nous a fait confiance et encouragés à nous lancer dans ce projet délicat en pleine actualité.

Dorian Malovic tient à remercier particulièrement son journal, *La Croix*, qui lui a toujours fait confiance dans ses aventures les plus folles aux confins de l'Asie depuis des années. « C'est grâce au quotidien et à toutes ses équipes que j'ai pu réaliser mes plus beaux reportages. »

Sommaire

1. Couverture
2. Titre
3. Copyright
4. Exergue
5. L’éditeur
6. Avertissement
7. Introduction
8. I - Le nouveau visage de la Corée du Nord
    1. 1 - Pyongyang la capitaliste
    2. 2 - Les Nord-Coréens ne meurent plus de faim
    3. 3 - Les secrets d'une industrie en mutation
    4. 4 - De la naissance à la mort, la propagande sous perfusion
9. II - Une stratégie de guérilla
    1. 1 - Les racines de la haine
    2. 2 - La DMZ, au cœur de la blessure coréenne
    3. 3 - La forteresse assiégée
    4. 4 - Les liens du sang avec la dynastie Kim
10. III - La Corée du Nord lutte pour sa survie
    1. 1 - Le mythe de la grande amitié avec la Chine
    2. 2 - La « Pyongyang connection » dans toute l'Asie
    3. 3 - La nébuleuse africaine
    4. 4 - La manne financière de la diaspora ouvrière
    5. 5 - Les liaisons dangereuses avec les paradis fiscaux
11. IV - Si vis pacem para bellum (Si tu veux la paix, prépare la guerre)
    1. 1 - L'odyssée nucléaire
    2. 2 - Trente ans de gâchis diplomatique américain
    3. 3 - Un « trou noir » pour l'espionnage international
    4. 4 - La cyber-armée clandestine de Kim Jong-un
12. Perspectives
13. Transcription des termes coréens
14. Remerciements